

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Date de Publication : 10/09/2020

N° : 2020/182

SOMMAIRE

 **Arrêtés**

Page 3/100

 **Décisions**

Page 101/231

ARRÊTÉS

Arrêté n° 20/204/CM

Désignation de Monsieur Pascal Montécot 7ème Vice-président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence en qualité de représentant de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Commission d'Appel d'Offres

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2122-18, L. 5211-2, L. 5211-9, L. 5211-10 et suivants ;
- Le Code de la Commande Publique ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération HN 010-8082/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant élection des membres de la Commission d'Appel d'Offres de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 004-8068/20/CM du Conseil de la Métropole du 9 juillet 2020 portant élection de Monsieur Pascal Montécot en qualité de 7^{ème} vice-président.

CONSIDÉRANT

- Qu'il y a lieu, dans l'intérêt du bon fonctionnement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, de désigner le représentant de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Commission d'Appel d'Offres.

ARRETE

Article 1 :

Monsieur Pascal Montecot, 7^{ème} vice-président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, est désigné pour représenter la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Commission d'Appel d'Offres.

Il en assure la présidence.

Il reçoit, à cet effet, délégation de signature pour tout acte ou document nécessaire à l'exercice de cette fonction.

Cette délégation vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 2 :

La délégation définie à l'article précédent comprend la signature de toutes les pièces et actes relatifs aux missions visées par cette délégation de fonction.

Cette délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 3 :

Le présent arrêté prend effet à la date de publication.

Article 4 :

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet du Département des Bouches-du-Rhône et au Comptable Public de Marseille.

Article 5 :

Conformément à l'article R. 421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 6 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 31 juillet 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Juillet 2020

Arrêté n° 20/205/CM

Désignation de Monsieur Pascal Montecot, 7ème Vice-président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en qualité de représentant de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Commission Concession

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2122-18, L. 5211-2, L. 5211-9, L. 5211-10 et suivants et L.1411-5 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- Le Code de la Commande Publique ;
- La délibération HN 011-8083/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet portant élection des membres de la Commission de Concession de la Métropole ;
- La délibération HN 001-8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 004-8068/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Pascal Montecot en qualité de 7^{ème} Vice-président.

CONSIDÉRANT

- Qu'il y a lieu, dans l'intérêt du bon fonctionnement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, de désigner le représentant de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Commission Concession.

ARRETE

Article 1 :

Monsieur Pascal Montecot, 7^{ème} vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, est désigné pour représenter la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Commission Concession.

Il en assure la présidence.

Il reçoit, à cet effet, délégation de signature pour tout acte ou document nécessaire à l'exercice de cette fonction.

Cette délégation vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 2 :

La délégation définie à l'article précédent comprend la signature de toutes les pièces et actes relatifs aux missions visées par cette délégation de fonction.

Cette délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 3 :

Le présent arrêté prend effet à la date de publication.

Article 4 :

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet du Département des Bouches-du-Rhône et au Comptable Public de Marseille.

Article 5 :

Conformément à l'article R. 421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de 2 mois compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 6 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 31 juillet 2020

Martine VASSAL

Arrêté n° 20/209/CM

Délégation de fonctions à Monsieur Roland Giberti, Vice-Président de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Président du Conseil de Territoire Marseille Provence en matière de Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi)

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5211-9, L. 5211-10, L. 5217-2, L. 5218-2, L. 5218-6 et L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 153-1 et suivants et R. 153-1 et suivants ;
- Le Code de l'Environnement et notamment ses articles L. 581-14 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 001-001/20/CT du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Roland Giberti en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole exerce les compétences en matière de Plan Local d'Urbanisme et de documents en tenant lieu dont dépend la compétence en matière de Règlement Local de Publicité sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a adopté sur le Conseil de Territoire Marseille Provence un Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) et élabore un Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi) couvrant l'intégralité du périmètre du Conseil de Territoire ;
- Qu'il convient de donner délégation de fonctions à Monsieur Roland Giberti, Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, Vice-président de droit du Conseil de la Métropole, en ce qui concerne le Conseil de Territoire Marseille Provence.

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Juillet 2020

ARRETE

Article 1 :

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur Roland Giberti, Vice-président de droit du Conseil de la Métropole, Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole, en matière d'élaboration du Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi), applicable sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence, notamment pour les actes suivants, à l'exception des saisines pour avis du Conseil de Territoire :

- Réunir la Conférence Intercommunale des Maires des communes concernées, notamment préalablement à l'arrêt par le Conseil de la Métropole des modalités de collaboration avec les communes et à la suite de l'enquête publique ;
- Etablissement du projet de RLPi ;
- Notification de la délibération d'engagement aux personnes publiques associées et aux communes concernées ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme obligatoire ou facultatif à tous les stades de la procédure ;
- Saisine, pour avis, du conseil de développement ;
- Transmission, pour avis, aux personnes publiques associées et autres, dont les communes concernées, du projet d'élaboration arrêté ;
- Soumettre le projet d'élaboration à enquête publique et en assurer l'organisation ;
- Assurer le suivi des éventuelles modifications à apporter au projet de RLPi à la suite de l'enquête publique et aux avis des personnes publiques associées ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

Article 2 :

La délégation définie aux articles précédents comprend la signature de toutes les pièces et actes relatifs aux missions visées par cette délégation de fonction.

Cette délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 3 :

Le présent arrêté prend effet à la date de publication.

Article 4 :

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé.

Article 5 :

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône.

Article 6 :

Conformément à l'article R. 421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Juillet 2020

Article 7 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 31 juillet 2020

Martine VASSAL

Arrêté n° 20/210/CM

Délégation de fonctions à Madame Maryse Joissains, Vice-présidente de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Présidente du Conseil de Territoire du Pays d'Aix en matière de Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi)

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5211-9, L. 5211-10, L. 5217-2, L. 5218-2, L. 5218-6 et L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 153-1 et suivants et R. 153-1 et suivants ;
- Le Code de l'Environnement et notamment ses articles L. 581-14 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 2020_CT2_021 du 15 juillet 2020 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix relative à l'élection de Madame Maryse Joissains en qualité de Présidente du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole exerce les compétences en matière de Plan Local d'Urbanisme et de documents en tenant lieu dont dépend la compétence en matière de Règlement Local de Publicité sur le périmètre du Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence élabore dans le cadre du Conseil de Territoire du Pays d'Aix un Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) et un Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi) couvrant l'intégralité du périmètre du Conseil de Territoire ;

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Juillet 2020

- Qu'il convient de donner délégation de fonctions à Madame Maryse Joissains, Présidente du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vice-présidente de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en ce qui concerne le Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

ARRETE

Article 1 :

Délégation permanente de fonction est donnée à Madame Maryse Joissains, Vice-présidente de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Présidente du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole, en matière d'élaboration du Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi), applicable sur le périmètre du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, notamment pour les actes suivants, à l'exception des saisines pour avis du Conseil de Territoire :

- Réunir la Conférence intercommunale des Maires des communes concernées, notamment préalablement à l'arrêt par le Conseil de la Métropole des modalités de collaboration avec les communes et à la suite de l'enquête publique ;
- Etablissement du projet de RLPi ;
- Notification de la délibération d'engagement aux personnes publiques associées et aux communes concernées ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme obligatoire ou facultatif à tous les stades de la procédure ;
- Saisine, pour avis, du conseil de développement ;
- Transmission, pour avis, aux personnes publiques associées et autres, dont les communes concernées, du projet d'élaboration arrêté ;
- Soumettre le projet d'élaboration à enquête publique et en assurer l'organisation ;
- Assurer le suivi des éventuelles modifications à apporter au projet de RLPi à la suite de l'enquête publique et aux avis des personnes publiques associées ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

Article 2 :

La délégation définie aux articles précédents comprend la signature de toutes les pièces et actes relatifs aux missions visées par cette délégation de fonction.

Cette délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 3 :

Le présent arrêté prend effet à la date de publication.

Article 4 :

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé.

Article 5 :

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône.

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Juillet 2020

Article 6 :

Conformément à l'article R.421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 7 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 31 juillet 2020

Martine VASSAL

Arrêté n° 20/211/CM

Délégation de fonctions à Monsieur Nicolas Isnard, Vice-président de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Président du Conseil de Territoire du Pays Salonais en matière de Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi)

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5211-9, L. 5211-10, L. 5217-2, L. 5218-2, L. 5218-6 et L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 153-1 et suivants et R. 153-1 et suivants ;
- Le Code de l'Environnement et notamment ses articles L. 581-14 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 2/20 du 13 juillet 2020 du Conseil de Territoire du Pays Salonais relative à l'élection de Monsieur Nicolas Isnard en qualité de Président du Conseil de Territoire du Pays Salonais.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole exerce les compétences en matière de Plan Local d'Urbanisme et de documents en tenant lieu dont dépend la compétence en matière de Règlement Local de Publicité sur le périmètre du Conseil de Territoire du Pays Salonais ;

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence élabore dans le cadre du Conseil de Territoire du Pays Salonais un Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) et un Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi) couvrant l'intégralité du périmètre du Conseil de Territoire ;
- Qu'il convient de donner délégation de fonctions à Monsieur Nicolas Isnard, Président du Conseil de Territoire du Pays Salonais, vice-président de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en ce qui concerne le Conseil de Territoire du Pays Salonais.

ARRETE

Article 1 :

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur Nicolas Isnard, Vice-président de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Président du Conseil de Territoire du Pays Salonais, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole, en matière d'élaboration du Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi), applicable sur le périmètre du Conseil de Territoire du Pays Salonais, notamment pour les actes suivants, à l'exception des saisines pour avis du Conseil de Territoire :

- Réunir la Conférence intercommunale des Maires des communes concernées, notamment préalablement à l'arrêt par le Conseil de la Métropole des modalités de collaboration avec les communes et à la suite de l'enquête publique ;
- Etablissement du projet de RLPi ;
- Notification de la délibération d'engagement aux personnes publiques associées et aux communes concernées ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme obligatoire ou facultatif à tous les stades de la procédure ;
- Saisine, pour avis, du conseil de développement ;
- Transmission, pour avis, aux personnes publiques associées et autres, dont les communes concernées, du projet d'élaboration arrêté ;
- Soumettre le projet d'élaboration à enquête publique et en assurer l'organisation ;
- Assurer le suivi des éventuelles modifications à apporter au projet de RLPi à la suite de l'enquête publique et aux avis des personnes publiques associées ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

Article 2 :

La délégation définie aux articles précédents comprend la signature de toutes les pièces et actes relatifs aux missions visées par cette délégation de fonction.

Cette délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 3 :

Le présent arrêté prend effet à la date de publication.

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Juillet 2020

Article 4 :

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé.

Article 5 :

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône.

Article 6 :

Conformément à l'article R.421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 7 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 31 juillet 2020

Martine VASSAL

Arrêté n° 20/212/CM

Délégation de fonctions à Monsieur Serge Perottino, Vice-président de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile en matière de Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi)

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5211-9, L. 5211-10, L. 5217-2, L. 5218-2, L. 5218-6 et L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 153-1 et suivants et R. 153-1 et suivants ;
- Le Code de l'Environnement et notamment ses articles L. 581-14 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° CT4/130720/1 du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile du 13 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Serge Perottino en qualité de Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole exerce les compétences en matière de Plan Local d'Urbanisme et de documents en tenant lieu dont dépend la compétence en matière de Règlement Local de Publicité sur le périmètre du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence élabore dans le cadre du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile un Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) et un Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi) couvrant l'intégralité du périmètre du Conseil de Territoire ;

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Juillet 2020

- Qu'il convient de donner délégation de fonctions à Monsieur Serge Perottino, Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile, Vice-président de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en ce qui concerne le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile.

ARRETE

Article 1 :

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur Serge Perottino, Vice-président de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole, en matière d'élaboration du Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi), applicable sur le périmètre du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile, notamment pour les actes suivants, à l'exception des saisines pour avis du Conseil de Territoire :

- Réunir la Conférence intercommunale des Maires des communes concernées, notamment préalablement à l'arrêt par le Conseil de la Métropole des modalités de collaboration avec les communes et à la suite de l'enquête publique ;
- Etablissement du projet de RLPi ;
- Notification de la délibération d'engagement aux personnes publiques associées et aux communes concernées ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme obligatoire ou facultatif à tous les stades de la procédure ;
- Saisine, pour avis, du conseil de développement ;
- Transmission, pour avis, aux personnes publiques associées et autres, dont les communes concernées, du projet d'élaboration arrêté ;
- Soumettre le projet d'élaboration à enquête publique et en assurer l'organisation ;
- Assurer le suivi des éventuelles modifications à apporter au projet de RLPi à la suite de l'enquête publique et aux avis des personnes publiques associées ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

Article 2 :

La délégation définie aux articles précédents comprend la signature de toutes les pièces et actes relatifs aux missions visées par cette délégation de fonction.

Cette délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 3 :

Le présent arrêté prend effet à la date de publication.

Article 4 :

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé.

Article 5 :

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône.

Article 6 :

Conformément à l'article R.421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 7 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 31 juillet 2020

Martine VASSAL

Arrêté n° 20/213/CM

Délégation de fonctions à Monsieur François Bernardini, Vice-président de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Président du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence en matière de Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi)

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5211-9, L. 5211-10, L. 5217-2, L. 5218-2, L. 5218-6 et L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 153-1 et suivants et R. 153-1 et suivants ;
- Le Code de l'Environnement et notamment ses articles L. 581-14 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence;
- La délibération n° 01/20 du 13 juillet 2020 du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence relative à l'élection de Monsieur François Bernardini en qualité de Président du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole exerce les compétences en matière de Plan Local d'Urbanisme et de documents en tenant lieu dont dépend la compétence en matière de Règlement Local de Publicité sur le périmètre du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence élabore dans le cadre du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence un Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) et un Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi) couvrant l'intégralité du périmètre du Conseil de Territoire ;

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Juillet 2020

- Qu'il convient de donner délégation de fonctions à Monsieur François Bernardini, Président du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, Vice-président de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en ce qui concerne le Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence.

ARRETE

Article 1 :

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur François Bernardini, Vice-président de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Président du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole, en matière d'élaboration du Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi), applicable sur le périmètre du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, notamment pour les actes suivants, à l'exception des saisines pour avis du Conseil de Territoire :

- Réunir la Conférence intercommunale des Maires des communes concernées, notamment préalablement à l'arrêt par le Conseil de la Métropole des modalités de collaboration avec les communes et à la suite de l'enquête publique ;
- Etablissement du projet de RLPi ;
- Notification de la délibération d'engagement aux personnes publiques associées et aux communes concernées ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme obligatoire ou facultatif à tous les stades de la procédure ;
- Saisine, pour avis, du conseil de développement ;
- Transmission, pour avis, aux personnes publiques associées et autres, dont les communes concernées, du projet d'élaboration arrêté ;
- Soumettre le projet d'élaboration à enquête publique et en assurer l'organisation ;
- Assurer le suivi des éventuelles modifications à apporter au projet de RLPi à la suite de l'enquête publique et aux avis des personnes publiques associées ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

Article 2 :

La délégation définie aux articles précédents comprend la signature de toutes les pièces et actes relatifs aux missions visées par cette délégation de fonction.

Cette délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 3 :

Le présent arrêté prend effet à la date de publication.

Article 4 :

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé.

Article 5 :

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône.

Article 6 :

Conformément à l'article R. 421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 7 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 31 juillet 2020

Martine VASSAL

Arrêté n° 20/214/CM

Délégation de fonctions à Monsieur Gaby Charroux, Vice-président de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues en matière de Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi)

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5211-9, L. 5211-10, L. 5217-2, L. 5218-2, L. 5218-6 et L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 153-1 et suivants et R. 153-1 et suivants ;
- Le Code de l'Environnement et notamment ses articles L. 581-14 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 2020-001 du 13 juillet 2020 du Conseil de Territoire du Pays de Martigues relative à l'élection de Monsieur Gaby Charroux en qualité de Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole exerce les compétences en matière de Plan Local d'Urbanisme et de documents en tenant lieu dont dépend la compétence en matière de Règlement Local de Publicité sur le périmètre du Conseil de Territoire du Pays de Martigues ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence élabore dans le cadre du Conseil de Territoire du Pays de Martigues un Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) et un Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi) couvrant l'intégralité du périmètre du Conseil de Territoire ;

- Qu'il convient de donner délégation de fonctions à Monsieur Gaby Charroux, Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues, Vice-président de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en ce qui concerne le Conseil de Territoire du Pays de Martigues.

ARRETE

Article 1 :

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur Gaby Charroux, Vice-président de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole, en matière d'élaboration du Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi), applicable sur le périmètre du Conseil de Territoire du Pays de Martigues, notamment pour les actes suivants, à l'exception des saisines pour avis du Conseil de Territoire :

- Réunir la Conférence intercommunale des Maires des communes concernées, notamment préalablement à l'arrêt par le Conseil de la Métropole des modalités de collaboration avec les communes et à la suite de l'enquête publique ;
- Etablissement du projet de RLPi ;
- Notification de la délibération d'engagement aux personnes publiques associées et aux communes concernées ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme obligatoire ou facultatif à tous les stades de la procédure ;
- Saisine, pour avis, du conseil de développement ;
- Transmission, pour avis, aux personnes publiques associées et autres, dont les communes concernées, du projet d'élaboration arrêté ;
- Soumettre le projet d'élaboration à enquête publique et en assurer l'organisation ;
- Assurer le suivi des éventuelles modifications à apporter au projet de RLPi à la suite de l'enquête publique et aux avis des personnes publiques associées ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

Article 2 :

La délégation définie aux articles précédents comprend la signature de toutes les pièces et actes relatifs aux missions visées par cette délégation de fonction.

Cette délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 3 :

Le présent arrêté prend effet à la date de publication.

Article 4 :

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé.

Article 5 :

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône.

Article 6 :

Conformément à l'article R.421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 7 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 3 août 2020

Martine VASSAL

Arrêté n° 20/217/CM

Délégation de signature à Monsieur Jean-Louis Dalmasso Directeur du Pôle Développement économique, Emploi et Innovation du Conseil de Territoire du Pays d'Aix

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 5210-1-1, L. 5211-9, L. 5211-1 et L. 2122-23, L. 5217-1 et suivants, L. 5218-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération HN 001/8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté DRH 2020 25841 du 29 juin 2020 portant Monsieur Jean-Louis Dalmasso, Directeur de pôle Développement Economique, Emploi, Innovation, du Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'arrêté n° 20/133/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de signature à Monsieur Thierry Decoulare Delafontaine, Directeur du Pôle Développement économique, Emploi et Innovation du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté n° 20/133/CM est abrogé.

Article 2 :

Délégation est donnée, sous ma surveillance et ma responsabilité, et pour le Conseil de Territoire du Pays d'Aix composé des communes d'Aix-en-Provence, Beaurecueil, Bouc-Bel-Air, Cabriès, Châteauneuf-le-Rouge, Coudoux, Eguilles, Fuveau, Gardanne, Gréasque, Jouques, Lambesc, La Roque-d'Anthéron, Le Puy-Sainte-Réparate, Le Tholonet, Les Pennes-Mirabeau, Meyrargues, Meyreuil, Mimet, Pertuis, Peynier, Peyrolles-en-Provence, Puyloubier, Rognes, Rousset, Saint-Antonin-sur-Bayon, Saint-Cannat, Saint-Estève-Janson, Saint-Marc-Jaumegarde, Saint-Paul-lès-Durance, Simiane-Collongue, Trets, Vauvenargues, Venelles, Ventabren, Vitrolles, à Monsieur Jean-Louis Dalmasso, à l'effet de signer les documents concernant exclusivement le territoire précité, pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et nécessaires à la continuité du service public, dans les domaines suivants :

Ressources humaines Personnel métropolitain dont les missions principales relèvent <u>exclusivement</u> de son Pôle
--

Evaluation des agents :

- Signature des comptes rendus des entretiens professionnels ;
- Procédure de convocation des agents, organisation et réalisation des entretiens professionnels ;
- Courriers de réponse et/ou convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation de note et d'évaluation).

Congés / Aménagements d'horaires :

- Procédures afférentes à l'autorisation de congés annuels ou absences autres que pour raison de santé (Formation, enfant malade, etc.), validation des demandes d'absence dans le logiciel, etc.

Frais de déplacement :

- Remisage à domicile ponctuel inférieur à 3 jours consécutifs dans la limite de 2 par mois pour le même agent.

Paie :

- Etats d'heures supplémentaires des agents ;
- Etats d'astreintes des agents.

Exécution des Marchés publics de seuils métropolitains pour l'exercice des compétences déléguées au Conseil de Territoire et pour les marchés relevant <u>exclusivement</u> de son Pôle
--

- Bon de commande **inférieur à 90 000 € H.T.** y compris ceux issus d'un marché subséquent, d'un accord-cadre, UGAP et autres centrales d'achat ;
- Les ordres de service (sauf ordres de service de démarrage de travaux, affermissement de tranche opérationnelle ou création de prix nouveau) sans limitation de montant ;
- Tout courrier relatif à l'exécution du marché et notamment à la communication de documents prévus en exécution du contrat ;
- Certificats administratifs nécessaires à la bonne exécution des marchés publics, y compris : dans les relations avec le comptable public ;
- Les actes courriers et pièces afférents au paiement des marchés publics, notamment le décompte général définitif et la certification de service fait et les courriers de rejet de facture ;
- Les exemplaires uniques ou certificats de cessibilité en vue du nantissement ou de la cession de créance ;

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Août 2020

- Les décisions d'admission, d'ajournement, ou rejet de fournitures et services ;
- Les décisions afférentes à la réception des travaux ;
- Les actes à caractère coercitif pour l'exécution des marchés publics, notamment l'application de pénalités, réfections et mises en demeure.

Divers

- Dépôts de plainte au nom de Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans les domaines relatifs à la présente délégation de signature et concernant la direction.

Article 3 :

En application de l'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, si Monsieur Jean-Louis Dalmasso titulaire de la présente délégation de signature, estime se trouver en situation de conflit d'intérêts, il en informera, sans délai et par écrit, son supérieur hiérarchique en précisant la teneur des questions pour lesquelles il estime ne pas devoir exercer ses compétences.

Article 4 :

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 5 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Louis Dalmasso, la délégation de signature définie à l'article 1 est donnée à :

- Monsieur Thierry Pennec, Chargé de l'administration métropolitaine pour le Conseil de Territoire du Pays d'Aix

En cas d'absence ou d'empêchement de Messieurs Jean-Louis Dalmasso et Thierry Pennec, la délégation de signature définie à l'article 1 est donnée à :

- Monsieur Domnin Rauscher, Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 6 :

Le présent arrêté sera applicable dès qu'il aura été procédé à sa publication et à sa transmission au représentant de l'Etat dans le Département.

Tout recours contre le présent arrêté doit être formulé auprès du Tribunal Administratif de Marseille, situé 24 rue Breteuil, à Marseille (13006), dans les deux mois à partir de sa date de publication/ notification.

Article 7 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 11 août 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Août 2020

Arrêté n° 20/218/CM

Délégation de fonction de Monsieur Olivier Fregeac, 7ème Conseiller Délégué membre du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2122-18, L. 5211-2, L. 5211-9, L. 5211-10 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération HN 001/8065/20 CM du Conseil de la Métropole du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 005-8069/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 portant élection de Monsieur Olivier Fregeac, 7^{ème} Conseiller Délégué membre du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 20/166/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de fonction de Monsieur Olivier Fregeac, 7^{ème} Conseiller Délégué membre du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Présidente peut déléguer par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, une partie de ses fonctions à un ou plusieurs vice-présidents et, en l'absence ou en cas d'empêchement de ces derniers ou dès lors que ceux-ci sont tous titulaires d'une délégation, aux Conseillers Métropolitains élus membres du Bureau ;
- Qu'il y a lieu, dans l'intérêt du bon fonctionnement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, que la Présidente délègue une partie de ses fonctions aux membres du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que ces délégations s'exerceront dans le strict respect des fonctions demeurant de la compétence de la Présidente et excluent donc les signatures de tous actes en matière de ressources humaines.

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté n° 20/166/CM est abrogé.

Article 2 :

Délégation de fonction est donnée, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, à Monsieur Olivier Fregeac, 7^{ème} Conseiller Délégué membre du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

- Gestion des risques majeurs

Article 3 :

Pour l'exercice de cette délégation de fonction et dans le champ défini à l'article 2, Monsieur Olivier Fregeac reçoit délégation de signature pour les actes énumérés ci-après :

3.1 Courriers aux Elus :

- 3.1.1. Accusés de réception des courriers reçus par la Métropole Aix-Marseille-Provence émanant d'un Maire pour sa commune.
- 3.1.2. Courriers relatifs à l'instruction d'une demande reçue par la Métropole Aix-Marseille-Provence émanant d'un Maire pour sa commune s'inscrivant dans le cadre de la délégation consentie à l'article 1.
- 3.1.3. Courriers informant des décisions prises par la Métropole Aix-Marseille-Provence (postérieurement à la notification des délibérations ou décisions par la Direction des Assemblées des Séances de la Métropole).
- 3.1.4. Courriers précisant les modalités d'application de ces délibérations ou décisions.

3.2 Courriers aux associations, aux partenaires de la Métropole Aix-Marseille Provence et aux particuliers :

- 3.2.1. Accusés de réception, de courriers reçus par la Métropole Aix-Marseille-Provence émanant d'associations, de partenaires de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de particuliers.
- 3.2.2. Courriers relatifs à l'instruction d'une demande reçue par la Métropole Aix-Marseille-Provence émanant d'associations, de partenaires de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de particuliers s'inscrivant dans le cadre de la délégation consentie à l'article 1.

Reçu au Contrôle de légalité le 6 Août 2020

3.2.3. Courriers informant des décisions prises par la Métropole Aix-Marseille-Provence (postérieurement à la notification des délibérations ou décisions par la Direction des Assemblées des Séances de la Métropole).

3.2.4. Courriers précisant les modalités d'application de ces délibérations ou décisions.

3.2.5. Courriers relatifs à la mise en œuvre des dispositifs d'accompagnement des subventions ou des participations financières approuvés par la Métropole Aix-Marseille-Provence s'inscrivant dans le cadre de la délégation consentie à l'article 1.

3.3 Courriers adressés aux services de l'Etat.

3.4 Délibérations approuvées par le Conseil de Métropole et du Bureau de la Métropole dans le champ de la présente délégation, ainsi que les actes afférents.

Article 4 :

Sont exclus du champ de la présente délégation :

En raison de sa qualité de Maire de Peyrolles, les interventions et décisions portant sur des actions initiées par cette commune.

Par ailleurs, en application de l'article 6 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique si Monsieur Olivier Fregeac, titulaire de la présente délégation, estime se trouver en situation de conflit d'intérêts, il en informera le délégant par écrit, en précisant la teneur des questions pour lesquelles il estime ne pas devoir exercer leurs compétences. Un arrêté du délégant détermine en conséquence les questions pour lesquelles la personne intéressée doit s'abstenir d'exercer ses compétences.

Article 5 :

Cette délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 6 :

Le présent arrêté prend effet à la date de publication.

Article 7 :

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet du Département des Bouches-du-Rhône et au Comptable Public de Marseille.

Article 8 :

Conformément à l'article R. 421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 9 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 6 août 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 6 Août 2020

Arrêté n° 20/219/CM

Délégation de signature temporaire à Monsieur Michel Poggetti, Directeur Général Adjoint en charge de l'Inspection Générale des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L. 5210-1-1, L. 5211-9, L. 5211-1 et L. 2122-23, L. 5217-1 et suivants, L. 5218-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération HN 001/8065/20 CM du Conseil de la Métropole du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 005-8069/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 portant élection de Monsieur Christian Amiraty, 2^{ème} Conseiller Délégué membre du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 20/103/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de signature à Monsieur Domnin Rauscher, Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Les actes DRH 2018-7592-CT1 et DRH 2018-7554-CT1 portant Monsieur Domnin Rauscher, Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Les actes DRH 2019-7626-CT1 et DRH 2019-12401-CT1, portant détachement de Monsieur Michel Poggetti sur l'emploi fonctionnel de Directeur Général Adjoint en charge de l'Inspection Générale des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

ARRETE

Article 1 :

A titre exceptionnel, pour permettre le fonctionnement et la continuité des services du 10 août 2020 au 31 août 2020, est donnée délégation de signature en cas d'absence de Monsieur Domnin Rauscher et Mesdames Aurélie Cerutti et Anne-Cécile Debono, à Monsieur Michel Poggetti, Directeur Général Adjoint en charge de l'Inspection Générale des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence, à l'effet de signer les documents visés par l'arrêté n° 20/103/CM et pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans les domaines suivants :

Ressources humaines

Directeurs généraux adjoints et personnel métropolitain dont les missions principales relèvent de la Direction Générale des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Gestion des contrats aidés et des contrats d'apprentissage

- Courriers et attestations divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi, courriers et convocations divers aux agents y compris pour procédure disciplinaire, courrier d'attente pour les demandes d'emploi, états liquidatifs, courriers de licenciement de fin d'engagement, certificat de travail) ;
- Relations avec la C.P.A.M. : Déclaration d'accident de travail, attestation de salaire (arrêt de travail, accident du travail, congés de maternité, congés de paternité) ;
- Relations avec la Trésorerie Principale : envoi contrats de travail, avenants au contrat de travail et R.I.B. ;
- Attestations : Attestations Pôle Emploi, certificat de travail, attestations employeur (demande de logement, cantine scolaire, divers).

Formation des agents :

- Compte Personnel de Formation des agents ;
- Tous les actes administratifs liés au congé de formation professionnelle, congé pour VAE, congé pour bilan de compétences sans incidence financière ;
- Courrier de refus de formation pour nécessité de service ;
- Bulletins d'inscriptions aux stages et formations sans incidence financière.

Accueil de stagiaires :

- Courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi) d'un stage ;
- conventions de stage sans incidence financière et tous les courriers y afférents.

Evaluation des agents :

- Signature des comptes rendus des entretiens professionnels ;
- Procédure de convocation des agents, organisation et réalisation des entretiens professionnels ;
- courriers de réponse et/ou convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation d'évaluation).

Reçu au Contrôle de légalité le 6 Août 2020

Maladie, accident :

- Courriers et arrêtés afférents aux expertises médicales et courriers de saisine des commissions de réforme et des comités médicaux ;
- Courriers d'imputabilité ou non au service de l'accident de service ou de la maladie professionnelle ;
- Courriers afférents aux relations avec les organismes extérieurs dans le cadre des actions récursoires pour accident de trajet ;
- Courriers afférents à la gestion des congés de maladie ordinaire (courriers de rappel de procédure d'envoi des arrêtés de travail, etc.) ;
- Courriers individuels relatifs à l'aménagement du travail en lien avec les services de Médecine (fiche d'aptitude).

Congés / Aménagements d'horaires :

- Courriers et arrêtés relatifs au congé bonifié, au report des congés annuels et congés exceptionnels, au Compte Epargne Temps (C.E.T.) ;
- Autorisations spéciales d'absence hors absences syndicales ;
- Courriers relatifs aux horaires de travail (réduction horaire de grossesse et autres aménagements d'horaires dérogatoires) ;
- congé ou une RTT.

Carrière :

- Courriers et arrêtés de réintégration à temps plein ou de changement de situation (quotité de travail d'un temps complet) ;
- Courriers et arrêtés relatifs au traitement de la rémunération (demi-traitement et sans traitement) et au supplément familial de traitement ;
- Courriers et arrêtés de reclassement par détachement pour inaptitude physique et d'intégration suite à détachement pour inaptitude physique ;
- Courriers et arrêtés d'intégration et de reclassement (nouvelles dispositions statutaires) ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux suspensions de traitement pour services non fait et leur notification ;
- Courriers et arrêtés de mise en maladie (CLM, CLD, ATI, maintien en 1/2 traitement dans l'attente de décision du comité médical, mi-temps thérapeutique) ;
- Courriers et arrêtés de mise en disponibilité et mise en disponibilité d'office (pour suivre le conjoint, adoption, convenances personnelles, élever enfants) ;
- Courriers et arrêtés de reconstitution de carrière (reprise ancienneté privée, publique) ;
- Les courriers et arrêtés de congés maternité, paternité, accueil à l'enfant, adoption ;
- Courriers et arrêtés de congé parental ;
- Les états de service pour inscription à un concours ;
- Mesure d'ordre interne concernant le personnel, notes individuelles, les courriers de rappel des consignes.

Gestion du télétravail :

- Courrier d'autorisation ou refus délivré aux agents.

Paie :

- Courriers et documents relatifs au capital décès et aux pensions de réversion et d'orphelins ;
- Bordereaux de paiement ;
- Déclarations de versement de contribution de solidarité 1 % ;
- Bordereaux de déclaration CNFPT, URSSAF ;
- Divers états liquidatifs et avis de paiement ;
- Etats d'heures supplémentaires des agents ;
- Etats d'astreintes des agents ;

- Etats de vacances des agents ;
- Etats d'indemnités horaires des agents ;
- Allocation enfant handicapé.

Procédure disciplinaire :

- Courriers de rappel à l'ordre ;
- Courriers liés à l'engagement et à l'application de sanctions disciplinaires du 1er groupe prévues à l'article 89 de la Loi du 26 janvier 1984 modifiée, ainsi que les documents établis dans le cadre d'une procédure disciplinaire.

Recrutement :

- Courriers et contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours et documents pour fin de contrat ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours et documents pour fin de contrat ;
- Courriers et contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours et documents pour fin de contrat ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours et documents pour fin de contrat ;
- Courriers et contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours et documents pour fin de contrat ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours et documents pour fin de contrat.

Retraite :

- Courriers avec les caisses de retraite, CNRACL, IRCANTEC, CARSAT, Sécurité Sociale ;
- Dossiers I.R.C.A.N.T.E.C., C.N.R.A.C.L., CARSAT. ;
- Demandes de liquidation de pension C.N.R.A.C.L. et de prestation R.A.P.F.T (rentes, réversion, pension) ;
- Courriers et dossiers de validation de services ;
- Courriers et arrêtés de prolongation dans le cadre du régime CNRACL ;
- Certificats de paiement pour les congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie ;
- Attestations pour congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie.

Protection sociale et santé :

- Bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la protection sociale ;
- Courriers de convocation à une visite médicale et de confirmation (aux médecins professionnels), dans le cadre de recrutements, de mises en stage, de titularisations, de réintégrations ;
- Déclarations d'accidents de travail ;
- Courriers de convocation à une expertise médicale et de confirmation (aux médecins professionnels) dans le cadre d'un accident de travail, de maladie, etc. ;
- Courriers de notification des conclusions d'expertises (imputabilité) ;
- Courriers aux médecins professionnels relatifs aux contrôles médicaux et courriers de notification des conclusions du contrôle médical ;
- Courriers divers aux mutuelles (demandes de communication des statuts, de renseignements sur les cotisations mutualistes, relances, etc.) ;
- Courriers de notification aux agents de participation ou de non-participation aux cotisations mutualistes ;
- Courriers et arrêtés afférents au remboursement au titre du fonds de remboursement du congé de paternité et d'accueil de l'enfant.

Frais de déplacement :

- Ordre de mission national et état de frais inhérents ;
- Remisage à domicile ponctuel inférieur à 3 jours consécutifs dans la limite de 2 par mois pour le même agent.

Divers :

- Dossiers préfecture relatif aux médailles d'honneur régionale, départementale et communale ;
- Etats et attestations de toute nature relatifs au personnel affecté à la direction.

Pour l'ensemble du personnel Métropolitain

Ressources Humaines :

- Les courriers et arrêtés de suspension conservatoire pour procédure disciplinaire et les courriers relatifs à l'application de sanctions disciplinaires des groupes 2, 3 et 4 ;
- Protections fonctionnelle ;
- Saisines de la commission de déontologie ;
- Les ordres de mission pour les déplacements internationaux et états de frais inhérents ;
- Les ordres de mission sur le territoire national des personnes rattachées hiérarchiquement et états de frais inhérents.

Finance :

- Certificats administratifs inhérents aux frais de représentation et frais protocolaires.

Marchés publics et accords-cadres concernant exclusivement les compétences exercées par La Direction Générale des Services

1/ Pour la préparation, passation et signature des marchés y compris subséquents et accord-cadre inférieurs à 90 000 euros HT, concernant les compétences exercées par la DGS :

- Demandes de devis / lettres de commande ;
- Lettre de consultation relative à un marché subséquent inférieur à 90 000 € HT ;
- Courriers de complément de candidature ;
- Courriers d'invitation à soumettre une offre dans le cadre d'une procédure restreinte ;
- Courriers d'engagement et de conduite des négociations ;
- Demande de régularisation des offres ;
- Demande de précisions relatives à la teneur de l'offre ;
- Demande de justification d'une offre anormalement basse ;
- Courriers de demande de prolongation de la durée de validité des offres ;
- Courrier d'attribution du marché, demandes de pièces exigibles au titre de l'article 51 du décret du 25 mars 2016, ou réglementairement requises préalablement à la notification ;
- Courriers de rejet des candidatures et des offres, quel qu'en soit le motif ;
- Courriers de communication des motifs détaillés du rejet de l'offre ou de la candidature / communication aux tiers de certains éléments relatifs à la mise en concurrence et au marché ;

- Décision de déclaration sans suite et les courriers en informant les candidats ;
- Mise au point du marché ou de l'accord-cadre ;
- Pièces contractuelles du marché ou de l'accord-cadre (AE/ lettre de commande/ Cahier des charges) ;
- Courriers de notification.

2/ Pour l'exécution des marchés y compris subséquents et accord – cadre concernant les compétences exercées par la DGS :

- Les bons de commande, y compris bon de commande UGAP ou autre centrale d'achat inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Les ordres de service (sauf ordres de service de démarrage de travaux, affermissement de tranche opérationnelle ou création de prix nouveau) sans limitation de montant ;
- Les avenants à un marché et un accord-cadre inférieur à 90 000 euros HT ;
- Les courriers de reconduction ou non – reconduction des marchés et accords-cadre inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et les courriers ou pièces afférents au suivi des sous-traitances des marchés inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Tout courrier relatif à l'exécution du marché et notamment à la communication de documents prévus en exécution du contrat ;
- Les certificats administratifs nécessaires à la bonne exécution des marchés publics, y compris dans les relations avec le comptable public ;
- Les exemplaires uniques ou certificats de cessibilité en vue du nantissement ou de cession de la créance ;
- Les actes, courriers et pièces afférents au paiement des marchés publics, notamment le décompte général définitif et la certification du service fait et courriers de rejet de facture ;
- Les décisions d'admission, ajournement ou rejet de fournitures et services ;
- Les décisions afférentes à la réception des travaux ;
- Les actes à caractère coercitif pris pour l'exécution des marchés publics, notamment l'application de pénalités, réfections et mises en demeure ;
- La décision de faire exécuter le marché aux frais et risques du titulaire pour tout marché ou accord-cadre inférieur à 90 000 euros ;
- Les décisions de résiliation des marchés publics et accords-cadre inférieurs à 90 000 euros H.T., quel qu'en soit le motif.

<p>Moyens Généraux - Logistique</p>
--

- | |
|---|
| <ul style="list-style-type: none"> - Les accusés de réception des courriers reçus par la Métropole Aix-Marseille-Provence émanant d'un maire pour sa commune, d'associations, de partenaires de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de particuliers ; - Les courriers relatifs à l'instruction d'une demande reçue par la Métropole Aix-Marseille-Provence émanant d'un maire pour sa commune, d'associations, de partenaires de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de particuliers s'inscrivant dans le cadre de la délégation consentie en matière de moyens généraux et de logistique ; - Les courriers informant des décisions prises par la Métropole Aix-Marseille-Provence en la matière (postérieurement à la notification des délibérations ou décisions par la Direction des Assemblées des Séances de la Métropole) ; - Les courriers précisant les modalités d'application de ces délibérations ou décisions ; |
|---|

Reçu au Contrôle de légalité le 6 Août 2020

- Les courriers relatifs à la mise en œuvre des dispositifs d'accompagnement des subventions ou des participations financières approuvés par la Métropole Aix-Marseille-Provence s'inscrivant dans le cadre de la délégation consentie en matière de moyens généraux et/ou logistique ;
- Les courriers adressés aux services de l'Etat dans le cadre de la délégation consentie en matière de moyens généraux et/ou logistique.

Divers

- Dépôts de plainte au nom de Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans les domaines relatifs à la présente délégation de signature et concernant la direction.

Article 2 :

En application de l'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, si Monsieur Michel Poggetti, titulaire de la présente délégation de signature, estime se trouver en situation de conflit d'intérêts, il en informera, sans délai et par écrit, son supérieur hiérarchique en précisant la teneur des questions pour lesquelles il estime ne pas devoir exercer ses compétences.

Article 3 :

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 4 :

Le présent arrêté sera applicable dès qu'il aura été procédé à sa publication et à sa transmission au représentant de l'Etat dans le Département.

Tout recours contre le présent arrêté doit être formulé auprès du Tribunal Administratif de Marseille, situé 24 rue Breteuil, à Marseille (13006), dans les deux mois à partir de sa date de publication/ notification.

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 6 août 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 6 Août 2020

Arrêté n° 20/220/CM

Délégation de signature à Monsieur Christophe Blanc Directeur logistique et flotte technique au sein du Pôle propreté et traitement des déchets du Conseil de Territoire Marseille Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 5210-1-1, L. 5211-9, L. 5211-1 et L. 2122-23, L. 5217-1 et suivants, L. 5218-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération n° HN001/8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN002-8074/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté DRH 2015-9176 du 7 octobre 2015 portant Monsieur Christophe Blanc Directeur des moyens techniques ;
- L'arrêté n° 20/110/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de signature à Monsieur Christophe Blanc Directeur des moyens techniques au sein du Pôle propreté et traitement des déchets du Conseil de Territoire Marseille Provence.

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté n° 20/110/CM est abrogé.

Article 2 :

Délégation est donnée à Monsieur Christophe Blanc, à l'effet de signer les documents, pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et nécessaires à la continuité du service public, relative exclusivement à :

- l'exécution de l'accord-cadre n° 17 AC-001 notifié le 24 juillet 2017 pour une durée d'un an reconductible quatre fois,
- ayant pour objet l'acquisition de gazole pour le parc de véhicules du groupement de commandes avec la Régie des Transports de Marseille (RTM), Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP), Régie des transports des Bouches-du-Rhône (RDT 13), suivants :

1/ la préparation et la passation des marchés subséquents, inférieurs au seuil relatif aux directives européennes des procédures formalisées pour les marchés publics de fournitures et services :

- lettres de consultation relatives à un marché subséquent inférieur à ce seuil ;
- lettres aux candidats en cours de consultation (lettre de réponse aux questions des candidats, information sur les corrections apportées au DCE, etc.) ;
- lettres, circulaires ;
- courriers de négociation ;
- demandes de régularisation des offres ;
- demandes de précisions relatives à la teneur de l'offre ;
- demandes de maintien de l'offre après expiration du délai de validité des offres ;
- lettres de demande des pièces exigibles au titre de l'article 51 du décret du 25 mars 2016, avant notification ;
- lettres de rejet des offres, y compris hors délai ;
- lettres de communication des motifs détaillés du rejet de l'offre / communication aux tiers de certains éléments relatifs à la mise en concurrence et au marché ;
- déclarations sans suite ou d'infructuosité de ces marchés et courriers d'information aux candidats ;
- mises au point de ces marchés et accords-cadres ;
- courriers de notification, pièces contractuelles du marché subséquent.

2/ l'exécution des marchés et accords-cadre compris entre ces seuils :

- bons de commande ;
- ordres de livraison ;
- application de pénalités ;
- décisions relatives à l'admission des fournitures ;
- factures pour approbation du service fait.

Divers

- Dépôts de plainte au nom de Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans les domaines relatifs à la présente délégation de signature et concernant la direction.

Article 3 :

En application de l'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, si Monsieur Blanc, titulaire de la présente délégation de signature, estime se trouver en situation de conflit d'intérêts, il en informera, sans délai et par écrit, son supérieur hiérarchique en précisant la teneur des questions pour lesquelles il estime ne pas devoir exercer ses compétences.

Article 4 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Christophe Blanc la délégation de signature définie à l'article 2, est donnée à :

- Monsieur Luc Asia, Directeur adjoint logistique et flotte technique.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Christophe Blanc et de Monsieur Luc Asia, la délégation de signature définie à l'article 2, est donnée à :

- Monsieur Domnin Rauscher, Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 5 :

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 6 :

Le présent arrêté sera applicable dès qu'il aura été procédé à sa publication et à sa transmission au représentant de l'Etat dans le Département.

Tout recours contre le présent arrêté doit être formulé auprès du Tribunal Administratif de Marseille, situé 24 rue Breteuil, à Marseille (13006), dans les deux mois à partir de sa date de publication/notification

Article 7 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 11 août 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Août 2020

Arrêté n° 20/221/CM

Délégation de signature à Monsieur Laurent Peres, Chargé de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence des Ressources Humaines de la Métropole Aix-Marseille-Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 5210-1-1, L. 5211-9, L. 5211-1 et L. 2122-23, L. 5217-1 et suivants, L. 5218-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération n° HN 001/8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté de nomination DRH 2014-795 du 17 avril 2014 de Monsieur Laurent Peres dans le grade d'attaché principal.
- L'arrêté n° 20/118/CM portant délégation de signature à Monsieur Laurent Peres, Chargé de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence des Ressources Humaines de la Métropole Aix-Marseille-Provence

ARRETE

Article 1 :

L'article n°20/118/CM est abrogé.

Article 2 :

Délégation est donnée à Monsieur Laurent Peres, à l'effet de signer les documents, pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et nécessaires à la continuité du service public, dans les domaines suivants :

Ressources humaines

Personnel métropolitain dont les missions principales relèvent de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence en charge des Ressources Humaines

Gestion des contrats aidés et des contrats d'apprentissage :

- Courriers et attestations divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi, courriers et convocations divers aux agents y compris pour procédure disciplinaire, courrier d'attente pour les demandes d'emploi, états liquidatifs, courriers de licenciement de fin d'engagement, certificat de travail) ;
- Relations avec la C.P.A.M. : Déclaration d'accident de travail, attestation de salaire (arrêt de travail, accident du travail, congés de maternité, congés de paternité) ;
- Relations avec la Trésorerie Principale : envoi contrats de travail, avenants au contrat de travail et R.I.B. ;
- Attestations : Attestations Pôle Emploi, certificat de travail, attestations employeur (demande de logement, cantine scolaire, divers).

Formation des agents :

- Compte Personnel de Formation des agents ;
- Tous les actes administratifs liés au congé de formation professionnelle, congé pour VAE, congé pour bilan de compétences sans incidence financière ;
- Courrier de refus de formation pour nécessité de service ;
- Bulletins d'inscriptions aux stages et formations sans incidence financière.

Accueil de stagiaires :

- Courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi) ;
- Conventions de stage sans incidence financière et tous les courriers y afférents.

Evaluation des agents :

- Signature des comptes rendus des entretiens professionnels ;
- Procédure de convocation des agents, organisation et réalisation des entretiens professionnels ;
- Courriers de réponse et/ou convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation d'évaluation).

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Août 2020

Maladie, accident :

- Courriers et arrêtés afférents aux expertises médicales et courriers de saisine des commissions de réforme et des comités médicaux ;
- Courriers d'imputabilité ou non au service de l'accident de service ou de la maladie professionnelle ;
- Courriers afférents aux relations avec les organismes extérieurs dans le cadre des actions récursoires pour accident de trajet ;
- Courriers afférents à la gestion des congés de maladie ordinaire (courriers de rappel de procédure d'envoi des arrêts de travail, etc.) ;
- Courriers individuels relatifs à l'aménagement du travail en lien avec les services de Médecine (fiche d'aptitude).

Congés / Aménagements d'horaires :

- Courriers et arrêtés relatifs au congé bonifié, au report des congés annuels et congés exceptionnels, au Compte Epargne Temps (C.E.T.) ;
- Autorisations spéciales d'absence hors absences syndicales ;
- Courriers relatifs aux horaires de travail (réduction horaire de grossesse et autres aménagements d'horaires dérogatoires) ;
- Congé ou une RTT.

Carrière :

- Courriers et arrêtés de réintégration à temps plein ou de changement de situation (quotité de travail d'un temps complet) ;
- Courriers et arrêtés relatifs au traitement de la rémunération (demi-traitement et sans traitement) et au supplément familial de traitement ;
- Courriers et arrêtés de reclassement par détachement pour inaptitude physique et d'intégration suite à détachement pour inaptitude physique ;
- Courriers et arrêtés d'intégration et de reclassement (nouvelles dispositions statutaires) ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux suspensions de traitement pour services non fait et leur notification ;
- Courriers et arrêtés de mise en maladie (CLM, CLD, ATI, maintien en 1/2 traitement dans l'attente de décision du comité médical, mi-temps thérapeutique) ;
- Courriers et arrêtés de mise en disponibilité et mise en disponibilité d'office (pour suivre le conjoint, adoption, convenances personnelles, élever enfants) ;
- Courriers et arrêtés de reconstitution de carrière (reprise ancienneté privée, publique) ;
- Courriers et arrêtés de congés maternité, paternité, accueil à l'enfant, adoption ;
- Courriers et arrêtés de congé parental ;
- Etats de service pour inscription à un concours ;
- Mesure d'ordre interne concernant le personnel, notes individuelles, les courriers de rappel des consignes

Gestion du télétravail :

- Courriers d'autorisation ou refus délivré aux agents.

Paie :

- Courriers et documents relatifs au capital décès et aux pensions de réversion et d'orphelins ;
- Bordereaux de paiement ;
- Déclarations de versement de contribution de solidarité 1% ;
- Bordereaux de déclaration CNFPT, URSSAF ;
- Divers états liquidatifs et avis de paiement ;

- Etats d'heures supplémentaires des agents ;
- Etats d'astreintes des agents ;
- Etats de vacations des agents ;
- Etats d'indemnités horaires des agents ;
- Allocation enfant handicapé.

Procédure disciplinaire :

- Courriers de rappel à l'ordre ;
- Courriers liés à l'engagement et à l'application de sanctions disciplinaires du 1er groupe prévues à l'article 89 de la Loi du 26 janvier 1984 modifiée, ainsi que les documents établis dans le cadre d'une procédure disciplinaire.

Recrutement :

- Courriers et contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours et documents pour fin de contrat ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours et documents pour fin de contrat ;
- Courriers et contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours et documents pour fin de contrat ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours et documents pour fin de contrat ;
- Courriers et contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours et documents pour fin de contrat ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours et documents pour fin de contrat.

Retraite :

- Courriers avec les caisses de retraite, CNRACL, IRCANTEC, CARSAT, Sécurité Sociale ;
- Dossiers I.R.C.A.N.T.E.C., C.N.R.A.C.L., CARSAT. ;
- Demandes de liquidation de pension C.N.R.A.C.L. et de prestation R.A.P.F.T (rentes, réversion, pension) ;
- Courriers et dossiers de validation de services ;
- Courriers et arrêtés de prolongation dans le cadre du régime CNRACL ;
- Certificats de paiement pour les congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie ;
- Attestations pour congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie.

Protection sociale et santé :

- Bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la protection sociale ;
- Courriers de convocation à une visite médicale et de confirmation (aux médecins professionnels), dans le cadre de recrutements, de mises en stage, de titularisations, de réintégrations ;
- Déclarations d'accidents de travail ;
- Courriers de convocation à une expertise médicale et de confirmation (aux médecins professionnels) dans le cadre d'un accident de travail, de maladie, etc. ;
- Courriers de notification des conclusions d'expertises (imputabilité) ;
- Courriers aux médecins professionnels relatifs aux contrôles médicaux et courriers de notification des conclusions du contrôle médical ;
- Courriers divers aux mutuelles (demandes de communication des statuts, de renseignements sur les cotisations mutualistes, relances, etc.) ;
- Courriers de notification aux agents de participation ou de non-participation aux cotisations mutualistes ;

- Courriers et arrêtés afférents au remboursement au titre du fonds de remboursement du congé de paternité et d'accueil de l'enfant.

Frais de déplacement :

- Ordre de mission national et état de frais inhérents ;
- Remisage à domicile ponctuel inférieur à 3 jours consécutifs dans la limite de 2 par mois pour le même agent.

Divers :

- Dossiers préfecture relatif aux médailles d'honneur régionale, départementale et communale ;
- Etats et attestations de toute nature relatifs au personnel affecté à la direction.

Ressources humaines

Personnel métropolitain dont les missions principales relèvent de la Direction Générale Adjointe en charge de l'Innovation Numérique et des Systèmes d'Information

Gestion des contrats aidés et des contrats d'apprentissage

- Courriers et attestations divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi, courriers et convocations divers aux agents y compris pour procédure disciplinaire, courrier d'attente pour les demandes d'emploi, états liquidatifs, courriers de licenciement de fin d'engagement, certificat de travail) ;
- Relations avec la C.P.A.M. : Déclaration d'accident de travail, attestation de salaire (arrêt de travail, accident du travail, congés de maternité, congés de paternité) ;
- Relations avec la Trésorerie Principale : envoi contrats de travail, avenants au contrat de travail et R.I.B. ;
- Attestations : Attestations Pôle Emploi, certificat de travail, attestations employeur (demande de logement, cantine scolaire, divers).

Formation des agents :

- Compte Personnel de Formation des agents ;
- Tous les actes administratifs liés au congé de formation professionnelle, congé pour VAE, congé pour bilan de compétences sans incidence financière.

Maladie, accident :

- Courriers et arrêtés afférents aux expertises médicales et courriers de saisine des commissions de réforme et des comités médicaux ;
- Courriers d'imputabilité ou non au service de l'accident de service ou de la maladie professionnelle ;
- Courriers afférents aux relations avec les organismes extérieurs dans le cadre des actions récursoires pour accident de trajet ;
- Courriers afférents à la gestion des congés de maladie ordinaire (courriers de rappel de procédure d'envoi des arrêts de travail, etc.).

Carrière :

- Courriers et arrêtés de réintégration à temps plein ou de changement de situation (quotité de travail d'un temps complet) ;
- Courriers et arrêtés relatifs au traitement de la rémunération (demi-traitement et sans traitement) et au supplément familial de traitement ;

- Courriers et arrêtés de reclassement par détachement pour inaptitude physique et d'intégration suite à détachement pour inaptitude physique ;
- Courriers et arrêtés d'intégration et de reclassement (nouvelles dispositions statutaires) ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux suspensions de traitement pour services non fait et leur notification ;
- Courriers et arrêtés de mise en maladie (CLM, CLD, ATI, maintien en 1/2 traitement dans l'attente de décision du comité médical, mi-temps thérapeutique) ;
- Courriers et arrêtés de mise en disponibilité et mise en disponibilité d'office (pour suivre le conjoint, adoption, convenances personnelles, élever enfants) ;
- Courriers et arrêtés de reconstitution de carrière (reprise ancienneté privée, publique) ;
- Courriers et arrêtés de congés maternité, paternité, accueil à l'enfant, adoption ;
- Courriers et arrêtés de congé parental ;
- Etats de service pour inscription à un concours ;
- Mesure d'ordre interne concernant le personnel, notes individuelles, les courriers de rappel des consignes.

Paie :

- Courriers et documents relatifs au capital décès et aux pensions de réversion et d'orphelins ;
- Bordereaux de paiement ;
- Déclarations de versement de contribution de solidarité 1% ;
- Bordereaux de déclaration CNFPT, URSSAF ;
- Divers états liquidatifs et avis de paiement ;
- Allocation enfant handicapé.

Procédure disciplinaire :

- Courriers liés à l'engagement et à l'application de sanctions disciplinaires du 1er groupe prévues à l'article 89 de la Loi du 26 janvier 1984 modifiée, ainsi que les documents établis dans le cadre d'une procédure disciplinaire.

Recrutement :

- Courriers et contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours et documents pour fin de contrat ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours et documents pour fin de contrat ;
- Courriers et contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours et documents pour fin de contrat ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours et documents pour fin de contrat ;
- Courriers et contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours et documents pour fin de contrat ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours et documents pour fin de contrat.

Retraite :

- Courriers avec les caisses de retraite, CNRACL, IRCANTEC, CARSAT, Sécurité Sociale ;
- Dossiers I.R.C.A.N.T.E.C., C.N.R.A.C.L., CARSAT. ;
- Demandes de liquidation de pension C.N.R.A.C.L. et de prestation R.A.P.F.T (rentes, réversion, pension) ;
- Courriers et dossiers de validation de services ;
- Courriers et arrêtés de prolongation dans le cadre du régime CNRACL ;
- Certificats de paiement pour les congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie ;

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Août 2020

- Attestations pour congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie.

Protection sociale et santé :

- Bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la protection sociale ;
- Courriers de convocation à une visite médicale et de confirmation (aux médecins professionnels), dans le cadre de recrutements, de mises en stage, de titularisations, de réintégrations ;
- Déclarations d'accidents de travail ;
- Courriers de convocation à une expertise médicale et de confirmation (aux médecins professionnels) dans le cadre d'un accident de travail, de maladie, etc. ;
- Courriers de notification des conclusions d'expertises (imputabilité) ;
- Courriers aux médecins professionnels relatifs aux contrôles médicaux et courriers de notification des conclusions du contrôle médical ;
- Courriers divers aux mutuelles (demandes de communication des statuts, de renseignements sur les cotisations mutualistes, relances, etc.) ;
- Courriers de notification aux agents de participation ou de non-participation aux cotisations mutualistes ;
- Courriers et arrêtés afférents au remboursement au titre du fonds de remboursement du congé de paternité et d'accueil de l'enfant.

Divers :

- Dossiers préfecture relatif aux médailles d'honneur régionale, départementale et communale.

Ressources humaines

Pour l'ensemble des agents métropolitains

Et candidatures externes

Formation des agents :

- Tous les actes liés au congé pour VAE, congé pour bilan de compétence **avec incidence financière** ;
- Bulletins d'inscription et convocations aux stages et formations, **avec ou sans incidence financière** ;
- Courriers de notification de la décision du C.N.F.P.T. et de la Métropole relatifs aux tests de préparation aux concours **avec ou sans incidence financière** ;
- Conventions et courriers d'ouvertures de postes à concours ;
- Actes administratifs (courriers de convocations aux Commissions, courriers de notification de la décision de l'autorité – inscription) liés aux demandes d'accès au Droit Individuel à la Formation, à la Validation des Acquis, au Bilan de Compétences et au Congé de Formation Professionnelle avec ou **sans incidence financière** ;
- conventions cadre avec tout organisme de formation avec ou **sans incidence financière** dans le cadre des formations dispensées au titre du Plan de Formation ;
- Courriers divers de suivi (report, abandon d'une préformation, notification d'obligation de présence, de radiation) de stages et formations dispensées par le C.N.F.P.T. ou tout autre organisme de formation **avec ou sans incidence financière**.

Accueil des stagiaires :

Convention de stage (convention industrielle de formation par la recherche CIFRE, stage d'immersion professionnelle...) **avec incidence financière**.

Evaluation des agents :

- Courriers de réponse et/ou convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation d'évaluation).

Congés / Aménagements d'horaires :

- Courriers et arrêtés de mise en congé sans traitement.

Carrière :

- Courriers et arrêtés de modification de la quotité de travail d'un temps non complet ;
- Courriers et arrêté de congé de présence parentale, de congé de solidarité familiale ;
- Les courriers et arrêtés relatifs à l'exercice d'une activité privée, à la création ou la reprise d'une entreprise, au cumul d'activité accessoire et leurs refus ;
- Courriers et arrêtés de temps partiel (de droit, sur autorisation, pour création d'entreprise) ;
- Courriers de refus de nomination par voie d'intégration directe ;
- Courriers de refus demande nomination suite à réussite à concours ;
- Courriers et arrêtés de refus de titularisation en fin de stage ;
- Courriers et arrêtés de licenciement ou de démission en cours de stage ;
- Courriers et arrêtés de réintégration ou de renouvellement pour toutes les positions administratives ;
- Courriers et arrêtés de démission suite à refus de réintégration après une mise en disponibilité (pour suivre le conjoint, adoption, convenances personnelles, élever un enfant, etc.). ;
- Courriers et arrêtés de prolongation et de prorogation de stage ;
- Courriers et arrêtés de licenciement quel que soit le contrat et la période ;
- Courriers de refus de renouvellement de contrats pour tous types de recrutement (CDD, CDI.) ;
- Bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la radiation des effectifs ;
- Courriers et arrêtés d'avancement d'échelon ;
- Courriers et arrêtés de radiation, des cadres ou des effectifs ;
- Courriers et arrêtés de vacation ;
- Désignations en cas de grève : service minimum ;
- Lettres de mises en demeures de reprise de fonction ;
- Courriers de notification de fin de contrat (hors ATA < 15j et ASA < 15j) ;
- Les courriers et arrêtés portant attribution et/ou modifications de régime indemnitaire (excepté la NBI) ;
- Les courriers et arrêtés de contraintes de postes ;
- Les courriers et arrêtés de mise à disposition.
- Tableaux d'avancement et liste d'aptitude.

GPEEC :

- Courriers et arrêtés de changements d'affectation.

Gestion des organisations syndicales :

- Courriers de convocation aux réunions de travail ;
- Refus de congé pour formation syndicale hors délai.
- Convocations aux instances (CT, CHSCT, CAP, CCP)
- Notification d'une grève irrégulière
- Courriers et arrêtés relatifs aux droits syndicaux (DAS...)

Gestion du télétravail :

- Courriers en réponse dans le cadre d'un recours gracieux.

Paie :

- Courriers et arrêtés d'attribution, de fin d'attribution et de refus d'attribution de NBI ;
- Indemnités pour changement de résidence en cas de mutation ;
- Indemnités de licenciement ;
- indemnité de précarité ;
- Conventions et certificats de paiement dans le cadre du transfert d'un compte Epargne Temps ;
- Bordereaux de cotisations des élus Métropolitains et des conseillers de Territoire (CAREL – FONPEL) ;
- Bordereaux de cotisations des agents (PREFON) ;
- Indemnités des élus
- Indemnités compensatrice de congés non pris ;
- Courrier de refus de remises dette sur salaires perçus à tort (indemnités journalières, régime indemnitaire, traitement de base, ...) ;
- Courrier de réponse aux demandes de ruptures conventionnelles et convention de rupture conventionnelle.

Procédure disciplinaire :

- Les courriers et arrêtés de suspension conservatoire pour procédure disciplinaire.

Recrutement :

- Courrier de rejet ou d'attente suite à une candidature ;
- Déclarations de création ou de vacance d'emploi, de nomination ou leurs annulations.

Divers :

- Saisine de la haute Autorité pour la Transparence de la Vie Publique.

Marchés publics et accords-cadres dans le cadre des compétences exercées par la Direction Générale Adjointe en charge des Ressources Humaines
--

1/ Pour la préparation, passation et signature des marchés y compris subséquents et accord-cadre inférieurs à 90 000 euros HT, concernant les compétences exercées par la direction :

- Demandes devis / lettres de commande ;
- Lettre de consultation relative à un marché subséquent inférieur à 90 000 € HT ;
- Courriers de complément de candidature ;
- Courriers d'invitation à soumettre une offre dans le cadre d'une procédure restreinte ;
- Courriers d'engagement et de conduite des négociations ;
- Demande régularisation des offres ;
- Demande précisions relatives à la teneur de l'offre ;
- Demande justification d'une offre anormalement basse ;
- Courriers demande prolongation de la durée de validité des offres ;
- Courrier d'attribution du marché, demandes de pièces exigibles au titre de l'article 51 du décret du 25 mars 2016, ou réglementairement requises préalablement à la notification ;
- Courriers de rejet des candidatures et des offres, quel qu'en soit le motif ;
- Courriers de communication des motifs détaillés du rejet de l'offre ou de la candidature / communication aux tiers de certains éléments relatifs à la mise en concurrence et au marché ;

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Août 2020

- Décision de déclaration sans suite et les courriers en informant les candidats ;
- Mise au point du marché ou de l'accord – cadre ;
- Pièces contractuelles du marché ou de l'accord-cadre (AE/ lettre de commande/ Cahier des charges) ;
- Courriers de notification.

2/ Pour l'exécution des marchés y compris subséquents et accord-cadre concernant les compétences exercées par la direction :

- Les bons de commande, y compris bon de commande UGAP ou autre centrale d'achat inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Les ordres de service de démarrage des travaux, d'affermissement d'une tranche optionnelle ou créant des prix nouveaux pour les seuls marchés inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Les autres ordres de service, sans limitation de montant ;
- Les avenants à un marché et un accord-cadre inférieur à 90 000 euros HT ;
- Les courriers de reconduction ou non – reconduction des marchés et accords-cadre inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et les courriers ou pièces afférents au suivi des sous-traitances des marchés inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Tout courrier relatif à l'exécution du marché et notamment à la communication de documents prévus en exécution du contrat ;
- Les certificats administratifs nécessaires à la bonne exécution des marchés publics, y compris dans les relations avec le comptable public ;
- Les exemplaires uniques ou certificats de cessibilité en vue du nantissement ou de cession de la créance ;
- Les actes, courriers et pièces afférents au paiement des marchés publics, notamment le décompte général définitif et la certification du service fait et les courriers de rejet de facture ;
- Les décisions d'admission, ajournement ou rejet de fournitures et services ;
- Les décisions afférentes à la réception des travaux ;
- Les actes à caractère coercitif pris pour l'exécution des marchés publics, notamment l'application de pénalités, réfections et mises en demeure ;
- La décision de faire exécuter le marché aux frais et risques du titulaire pour tout marché ou accord-cadre inférieur à 90 000 euros ;
- Les décisions de résiliation des marchés publics et accords-cadre inférieurs à 90 000 euros HT, quel qu'en soit le motif.

Divers

- Dépôts de plainte au nom de Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans les domaines relatifs à la présente délégation de signature et concernant la direction.

Article 3 :

En application de l'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, si Monsieur Peres, titulaire d'une délégation de signature, estime se trouver en situation de conflit d'intérêts, il en informera, sans délai et par écrit, son supérieur hiérarchique en précisant la teneur des questions pour lesquelles il estime ne pas devoir exercer ses compétences.

Article 4 :

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 5 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Laurent Peres, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Madame Florence Parmantel

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Laurent Peres et de Madame Florence Parmantel, la délégation de signature définie à l'article 1 est donnée à :

-Monsieur Kévin Aubert

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Laurent Peres, de Madame Florence Parmantel et de Monsieur Kévin Aubert, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Madame Biljana Bogdanovic

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Laurent Peres, de Madame Florence Parmantel, de Monsieur Kévin Aubert, et de Madame Biljana Bogdanovic, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Madame Isabelle Rohee-Sroka

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Laurent Peres, de Madame Florence Parmantel, de Monsieur Kévin Aubert, de Madame Biljana Bogdanovic et de Madame Isabelle Rohee-Sroka, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Monsieur Domnin Rauscher – Directeur Général des Services de la Métropole

Article 6 :

Le présent arrêté sera applicable dès qu'il aura été procédé à sa publication et à sa transmission au représentant de l'Etat dans le département.

Tout recours contre le présent arrêté doit être formulé auprès du Tribunal Administratif de Marseille, situé 24 rue Breteuil, à Marseille (13006), dans les 2 mois à partir de sa date de publication/notification.

Article 7 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 11 août 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Août 2020

Arrêté n° 20/222/CM

Abrogation de l'arrêté n° 20/175/CM portant délégation de fonction de Monsieur Roland Giberti, 8ème vice-président de la Métropole Aix-Marseille-Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2122-18, L. 5211-2, L. 5211-9, L. 5211-10 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération n° HN 001/8065/20 CM du Conseil de la Métropole du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 004-8068/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 portant élection de Monsieur Roland Giberti, 8ème vice-président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône du 28 juillet 2020 acceptant la démission de Monsieur Roland Giberti de son poste de 8ème vice-président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 20/175/CM portant délégation de fonction de Monsieur Roland Giberti, 8^{ème} vice-président de la Métropole Aix-Marseille-Provence

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté n° 20/175/CM portant délégation de fonction de Monsieur Roland Giberti, 8^{ème} vice-président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est abrogé.

Article 2 :

Conformément à l'article R. 421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 3 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 13 août 2020

Martine VASSAL

Arrêté n° 20/223/CM

Abrogation de l'arrêté n° 20/173/CM portant délégation de fonction de Monsieur Serge Perottino, 5ème Conseiller Délégué membre du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2122-18, L. 5211-2, L. 5211-9, L. 5211-10 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération n° HN 001/8065/20 CM du Conseil de la Métropole du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 005-8069/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 portant élection de Monsieur Serge Perottino, 5ème Conseiller Délégué membre du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de démission de Monsieur Serge Perottino de son poste de 5ème Conseiller Délégué membre du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- l'arrêté n° 20/173/CM portant délégation de fonction de Monsieur Serge Perottino, 5^{ème} Conseiller Délégué membre du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté n° 20/173/CM portant délégation de fonction de Monsieur Serge Perottino, 5^{ème} Conseiller Délégué membre du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence est abrogé.

Article 2 :

Conformément à l'article R. 421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 3 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 11 août 2020

Martine VASSAL

Arrêté n° 20/224/CM

Désignation du représentant de la Présidente au sein du Conseil d'Administration de la Régie Scènes et Cinés Ouest Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 416/05 du 1^{er} juillet 2005 de l'ancien Établissement Public de Coopération Intercommunal SAN Ouest Provence approuvant la création d'une régie personnalisée, à caractère industriel et commercial, chargée de la gestion du spectacle vivant et du cinéma dénommée « Scènes et Cinés Ouest Provence » ainsi que ses statuts ;
- La délibération n° CSGE 002-3396/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 14 décembre 2017 relative à la politique culturelle ;
- La délibération n° HN 001/8065/20 CM du Conseil de la Métropole du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 030-8098/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant modification des statuts de la Régie Scènes et Cinés Ouest Provence.

CONSIDÉRANT

- Qu'en application des nouveaux statuts de la Régie Scènes et Cinés Ouest Provence, le Conseil d'Administration est notamment composé du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant ;
- Que la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est donc membre, en cette qualité, du Conseil d'Administration de la Régie Scènes et Cinés Ouest Provence ;
- Qu'il convient à ce titre de procéder à la désignation du représentant de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein du Conseil d'Administration de la régie Scènes et Cinés Ouest Provence.

ARRETE

Article 1 :

Monsieur Daniel Gagnon est désigné pour représenter la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en sa qualité de membre du Conseil d'Administration au sein de la Régie Scènes et Cinés Ouest Provence.

Article 2 :

Madame le Directeur Générale de la Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 6 août 2020

Martine VASSAL

Arrêté n° 20/225/CM

Délégation de signature à Madame Irène Kester, Directeur adjoint de l'urbanisme à la Ville de Marseille, mise à disposition de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la signature des actes d'instruction des dossiers d'autorisation d'urbanisme déposés dans le périmètre de la Grande Opération d'Urbanisme (GOU).

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 5210-1-1, L. 5211-9, L. 5211-1 et L. 2122-23, L. 5217-1 et suivants, L. 5218-1 et suivants ;
- Le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 312-5, R. 423-14 et R. 423-15 ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération n° HN 001/8065/20/CM du Conseil de la Métropole du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° DEVT 001-7952/19/CM du 19 décembre 2019 approuvant le périmètre géographique de la GOU ;
- L'information au Conseil Municipal de la ville de Marseille du 25 novembre 2019 relative à la convention de mise à disposition partielle du Directeur adjoint de l'urbanisme de la ville de Marseille auprès de la Métropole pour l'instruction des dossier d'urbanisme déposés dans le périmètre de la GOU ;
- L'information au Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019 relative à la convention de mise à disposition partielle du Directeur adjoint de l'urbanisme de la ville de Marseille auprès de la Métropole pour l'instruction des dossier d'urbanisme déposés dans le périmètre de la GOU ;
- La convention de mise à disposition précitée conclue entre la ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- L'information au Conseil municipal de la ville de Marseille du 27 juillet 2020 relative à l'avenant n° 1 à la convention de mise à disposition partielle du Directeur adjoint de l'urbanisme de la ville de Marseille auprès de la Métropole pour l'instruction des dossiers d'urbanisme déposés dans le périmètre de la GOU en vue d'y ajouter en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, la mise à disposition de deux autres agents ;
- L'information au Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 relative à l'avenant n° 1 à la convention de mise à disposition partielle du Directeur adjoint de l'urbanisme de la ville de Marseille auprès de la Métropole pour l'instruction des dossiers d'urbanisme déposés dans le périmètre de la GOU en vue d'y ajouter en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, la mise à disposition de deux autres agents ;
- L'avenant n° 1 conclu entre la ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 20/102/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de signature à Madame Irène Kester, Directeur adjoint de l'urbanisme à la ville de Marseille, mise à disposition de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la signature des actes d'instruction des dossiers d'autorisation d'urbanisme déposés dans le périmètre de la Grande Opération d'Urbanisme (GOU).

CONSIDÉRANT

Que pour faciliter le contrôle de l'utilisation des sols et l'instruction des dossiers d'autorisation ou de déclarations prévus au Code de l'urbanisme (y compris les demandes de permis de construire assorties d'une demande d'autorisation ERP fondée sur les dispositions du Code de la Construction et de l'Habitation) déposés dans le périmètre géographique de la GOU, il y a lieu de déléguer la signature des documents nécessaires à l'agent chargé de l'instruction desdites demandes.

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté n° 20/102/CM du 17 juillet 2020 est abrogé.

Article 2 :

Délégation est donnée à Madame Irène Kester, attaché principal territorial, Directeur Adjoint de l'urbanisme de la ville de Marseille, mise à disposition auprès de la Métropole, à l'effet de signer tous documents nécessaires à l'instruction des dossiers d'autorisation ou de déclarations prévus par le Code de l'urbanisme (y compris les demandes de permis de construire assorties d'une demande d'autorisation ERP fondée sur les dispositions du Code de la Construction et de l'Habitation) et déposés dans le périmètre géographique de la GOU, pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette délégation porte sur :

- Les documents prévus par le Code de l'urbanisme et le Code de la Construction et de l'Habitation dans les domaines précités (incomplétudes, consultations de services, notification de délais, etc.),
- La correspondance générale,
- Les états de mise en recouvrement des taxes,
- La transmission des décisions au Préfet pour contrôle de légalité.

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Août 2020

Article 3 :

En application de l'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, si Madame Kester, titulaire de la présente délégation de signature, estime se trouver en situation de conflit d'intérêts, elle en informera, sans délai et par écrit, son supérieur hiérarchique en précisant la teneur des questions pour lesquelles elle estime ne pas devoir exercer ses compétences.

Article 4 :

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 5 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Irène Kester, la présente délégation de signature, telle que définie à l'article 1 est donnée à Mme Florence Henry, adjoint n° 1 au responsable du Service des Autorisations d'Urbanisme (SAU) de la ville de Marseille.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mesdames Irène Kester et Florence Henry, la présente délégation de signature, telle que définie à l'article 1 est donnée à M. Lionel Formentelli, adjoint n° 2 au responsable du Service des Autorisations d'Urbanisme (SAU) de la ville de Marseille.

Article 6 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 11 août 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Août 2020

Arrêté n° 20/226/CM

Désignation de Monsieur Denis Rossi en qualité de représentant de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Commission Consultative des Services Publics Locaux

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.1413-1, L. 2122-18, L. 5211-2, L. 5211-9, L. 5211-10 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- L'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 et le décret n° 2016-86 du 1^{er} février 2016 relatifs aux contrats de concession ;
- La délibération n° HN 001/8065/20/CM du Conseil de la Métropole du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FBPA 039-8309/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 portant création et composition de la Commission Consultative des Services Publics Locaux.

CONSIDÉRANT

- Qu'il y a lieu, dans l'intérêt du bon fonctionnement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, de désigner le représentant de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Commission Consultative des Services Publics Locaux.

ARRETE

Article 1 :

Monsieur Denis Rossi est désigné pour représenter la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Commission Consultative des Services Publics Locaux.

Il en assure la présidence.

Il reçoit, à cet effet, délégation de signature pour tout acte ou document nécessaire à l'exercice de cette fonction.

Article 2 :

La délégation définie à l'article précédent comprend la signature de toutes les pièces et actes relatifs aux missions visées par cette délégation de fonction.

Cette délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 3 :

Le présent arrêté prend effet à la date de la publication.

Article 4 :

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet du Département des Bouches-du-Rhône et au Comptable Public de Marseille.

Article 5 :

Conformément à l'article R. 421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet **www.telerecours.fr**.

Article 6 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 4 septembre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Septembre 2020

Arrêté n° 20/227/CM

**Approbation du Cahier des Charges de Cession de Terrain concernant le lot n° 154
situé dans la ZAC du Ranquet sur la commune d'Istres
Abrogation du Cahier des Charges de Cession de Terrain approuvé par arrêté
préfectoral du 5 mars 1993**

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et plus particulièrement les articles L.311-6, D311-11-1 et D311-11-2 relatifs aux modalités d'approbation et de publication des Cahiers des Charges de Cession de Terrains (CCCT) à l'intérieur des Zones d'Aménagement Concerté (ZAC) ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant Evolution du Logement, l'Aménagement et du Numérique ;
- Le décret n° 55-216 du 3 février 1955 en application duquel le Cahier des Charges de Cession de Terrain comporte également des clauses types, les terrains ayant été acquis par voie d'expropriation ;
- Le décret n° 2001-1383 du 31 décembre 2001 portant dissolution de l'EPAREB ;
- L'arrêté préfectoral du 27 novembre 1985 approuvant la création de la ZAC du Ranquet ;
- L'arrêté préfectoral du 23 novembre 1987 déclarant l'opération d'utilité publique ;
- L'arrêté préfectoral du 23 novembre 1987 approuvant le Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) et le programme d'équipements publics de la zone ;
- L'arrêté préfectoral du 8 octobre 1990 approuvant les modifications de ce PAZ ;
- L'arrêté préfectoral du 5 mars 1993 approuvant le Cahier des Charges de Cession du Terrain du lot 154 ;

- L'arrêté préfectoral du 6 novembre 2003 modifiant la dénomination juridique du Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN) en SAN Ouest Provence ;
- La délibération n° 276/87 du 12 octobre 1987 du Comité Syndical du SAN donnant délégation de maîtrise d'ouvrage à l'EPAREB ;
- La délibération n° 146/12 du 19 avril 2012 du Comité Syndical du SAN Ouest Provence approuvant la 2^{ème} modification de la ZAC du Ranquet ;
- La délibération n° 222/13 du 20 juin 2013 du Comité Syndical du SAN Ouest Provence approuvant le zonage d'assainissement collectif, non collectif et pluvial de la commune d'Istres ;
- La délibération n° 231/13 du 26 juin 2013 du Conseil Municipal d'Istres approuvant le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 20/121/CM du 17 juillet 2020 donnant délégation de signature à Madame Nathalie N'Doumbé chargée de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux ports, infrastructures portuaires, habitat, logement, patrimoine bâti, politique de la ville, stratégie et aménagement du territoire, SCOT, schémas d'urbanisme, mer et littoral, parcs naturels, industrie et réseaux d'énergie, GEMAPI.

CONSIDÉRANT

- Que la ZAC du Ranquet a pour objet l'amélioration des conditions du sol par un équipement de la zone (réfection des voiries, mise en place de réseaux d'eau potable, réalisation de réseaux d'assainissement pluvial et eaux usées,...) ;
- Que Monsieur Bernard Rougon a sollicité de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'acquisition des parcelles cadastrées section DE n° 289 et n° 303, d'une superficie totale de 42 m² qui jouxte son lot afin de l'agrandir ;
- Que la géométrie du lot n° 154 va en conséquence être modifiée par cette adjonction et que le Cahier des Charges de Cession de Terrain approuvé par arrêté préfectoral du 5 mars 1993 doit en conséquence être abrogé et remplacé ;
- Que les dispositions particulières du Cahier des Charges de Cession de Terrain de cette opération sont compatibles avec le PLU.

ARRETE

Article 1 :

Est approuvé tel qu'il est annexé au présent arrêté, le Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot n° 154 situé dans la ZAC du Ranquet sur la commune d'Istres, qui abroge et remplace le Cahier des Charges de Cession de Terrain approuvé par arrêté préfectoral du 5 mars 1993.

Article 2 :

Le présent arrêté sera transmis à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône, inscrit au registre des arrêtés de la Métropole Aix-Marseille-Provence et sera affiché durant un mois :

Reçu au Contrôle de légalité le 13 Août 2020

- au Pharo à Marseille, siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- à la Direction de l'Aménagement du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence, allée de la Passe-Pierre, Trigance 4 à Istres,
- à la Direction de l'Urbanisme de la Mairie d'Istres, Esplanade Bernardin Laugier – 13800 Istres.

Article 3 :

Le Cahier des Charges de Cession du Terrain du lot 154 situé dans la ZAC du Ranquet à Istres est consultable :

- à la Direction de l'Aménagement du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence, allée de la Passe-Pierre, Trigance 4 à Istres,
- à la Direction de l'Urbanisme de la Mairie d'Istres, Esplanade Bernardin Laugier – 13800 Istres.

Article 4 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 13 août 2020

Martine VASSAL

Arrêté n° 20/228/CM

Approbation du Cahier des Charges de Cession de Terrain concernant la parcelle cadastrée section CD n° 168p située dans la ZAC de La Péronne sur la commune de Miramas

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et plus particulièrement l'article L. 311-6 relatif aux modalités de cession de terrains à l'intérieur des Zones d'Aménagement Concerté, dont l'obligation d'approuver un Cahier des Charges de Cession de Terrain lors de chaque cession ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° 93/12 du 22 mars 2012 du Comité Syndical du SAN Ouest Provence approuvant le dossier de création de la ZAC de La Péronne ;
- La délibération n° 356/12 du 8 octobre 2012 approuvant la Concession d'Aménagement conclue entre le SAN Ouest Provence et l'Etablissement Public d'Aménagement et de Développement Ouest Provence (Epad) ;
- La délibération n° 121/2013 du 26 juin 2013 de la commune de Miramas approuvant la révision générale du POS de Miramas valant élaboration du PLU, intégrant de fait les dispositions de l'urbanisme de la ZAC de la Péronne dans le Plan Local d'Urbanisme de Miramas ;
- La délibération n° 266/13 du 18 juillet 2013 du Bureau Syndical du SAN Ouest Provence approuvant l'avenant n° 1 à la Concession d'Aménagement, modifiant la rémunération de l'Aménageur ;

Reçu au Contrôle de légalité le 13 Août 2020

- La délibération n° 272/13 du 18 juillet 2013 du Comité Syndical Ouest Provence approuvant le dossier de réalisation de la ZAC et toutes ses annexes ;
- La délibération n° 273/13 du 18 juillet 2013 du Comité Syndical Ouest Provence approuvant le Programme des Equipements Publics de la ZAC ;
- La délibération n° 582/15 du 17 décembre 2015 du Bureau Syndical du SAN Ouest Provence approuvant l'avenant n° 2 à la Concession d'Aménagement de la ZAC de la Péronne, modifiant l'échéancier prévisionnel pour répartir de manière cohérente les participations en lien avec les dépenses éligibles (à court et moyen terme) ;
- La délibération n° 205/2016 du 23 novembre 2016 du Conseil Municipal de la ville de Miramas approuvant la modification simplifiée n° 1 du PLU de la Commune de Miramas ;
- La délibération n° URB 011-1415/16/CM du 15 décembre 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant l'avenant n° 3 à la Concession d'Aménagement de la ZAC de la Péronne, modifiant l'échéancier prévisionnel sur toute la durée de l'opération ;
- La délibération n° URB 011-2018/17/CM du 18 mai 2017 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant l'avenant n° 4 à la Concession d'Aménagement de la ZAC de la Péronne, modifiant l'échéancier prévisionnel et plus particulièrement sur la répartition des participations publiques ;
- La délibération n° 137/2017 du 5 juillet 2017 du Conseil Municipal de la commune de Miramas approuvant la révision générale n° 2 du PLU de la commune de Miramas ;
- La délibération n° HN-001-8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 20/121/CM du 17 juillet 2020 donnant délégation de signature à Madame Nathalie N'Doumbé chargée de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux ports, infrastructures portuaires, habitat, logement, patrimoine bâti, politique de la ville, stratégie et aménagement du territoire, SCOT, schémas d'urbanisme, mer et littoral, parcs naturels, industrie et réseaux d'énergie, GEMAPI.

CONSIDÉRANT

- Que les dispositions particulières du Cahier des Charges de Cession de Terrain de cette opération sont compatibles avec le Plan Local d'Urbanisme ;
- Que l'aménageur n'accorde aucun droit à bâtir sur la parcelle de terre objet de la cession ;
- Que l'acquéreur fait l'acquisition de la parcelle cadastrée section CD n° 168p à titre de remembrement de sa propriété contigüe cadastrée section CD n° 10 et section CD n° 150 ;
- Que l'acquéreur est tenu de ne pas modifier l'affectation du terrain cédé.

Reçu au Contrôle de légalité le 13 Août 2020

ARRETE

Article 1 :

Est approuvé tel qu'il est annexé au présent arrêté, le Cahier des Charges de Cession de la parcelle cadastrée section CD n° 168p, située dans la ZAC de la Péronne sur la commune de Miramas.

Article 2 :

Le présent arrêté sera transmis à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône, inscrit au registre des arrêtés de la Métropole-Aix-Marseille-Provence et sera affiché durant un mois :

- Au Pharo, à Marseille, siège de la Métropole-Aix-Marseille-Provence
- A la Direction de l' Aménagement du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence, allée de la Passe-Pierre, Trigance 4 à Istres
- Au Service Urbanisme de la Mairie de Miramas, Hôtel de Ville – Place Jean Jaurès à Miramas.

Article 3 :

Le Cahier des Charges de Cession de Terrain de la parcelle cadastrée section CD n° 168p située dans la ZAC de la Péronne à Miramas est consultable :

- A la Direction de l' Aménagement du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence, allée de la Passe-Pierre, Trigance 4 à Istres
- Au Service Urbanisme de la Mairie de Miramas, Hôtel de Ville Place Jean Jaurès à Miramas.

Article 4 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 13 août 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 13 Août 2020

Arrêté n° 20/229/CM

Approbation du Cahier des Charges de Cession de Terrain concernant la parcelle cadastrée section AY n° 635 d'une contenance de 1a54ca située dans la ZAC de Trigance sur la commune d'Istres

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et plus particulièrement les articles L. 311-6, D. 311-11-1 et D. 311-1-2 relatifs aux modalités d'approbation et de publication des Cahiers des Charges de Cession de Terrains (CCCT) à l'intérieur des Zones d'Aménagement Concerté (ZAC) ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant Evolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique ;
- L'arrêté préfectoral du 1^{er} juin 1989 portant création de la ZAC de Trigance à Istres ;
- L'arrêté préfectoral du 28 août 1991 approuvant le Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) et le programme des équipements publics ;
- L'arrêté préfectoral du 24 décembre 2001 modifiant l'arrêté de création de la ZAC pour indiquer que son aménagement sera confié à une Société d'Economie Mixte ou à un établissement public par une convention publique d'aménagement ;
- La délibération n° 271/02 du 26 juin 2002, prise par Ouest Provence, approuvant la convention publique d'aménagement conclue entre Ouest Provence et l'EPAD, en vue de la poursuite de la réalisation de la ZAC de Trigance à Istres ;
- La délibération n° 882/08 du 17 décembre 2008 prise par Ouest Provence approuvant la 5^{ème} modification de la ZAC ;

Reçu au Contrôle de légalité le 13 Août 2020

- La délibération du Conseil Municipal n° 231/13 du 26 juin 2013 approuvant le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres ;
- La délibération n° HN-001-8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 20/121/CM du 17 juillet 2020 donnant délégation de signature à Madame Nathalie N'Doumbé de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux ports, infrastructures portuaires, habitat, logement, patrimoine bâti, politique de la ville, stratégie et aménagement du territoire, SCOT, schémas d'urbanisme, mer et littoral, parcs naturels, industrie et réseaux d'énergie, GEMAPI.

CONSIDÉRANT

- Que la ZAC de Trigance a pour vocation essentielle d'accueillir des logements, du commerce et des activités économiques ;
- Que les dispositions particulières du Cahier des Charges de Cession de Terrain de cette opération sont compatibles avec le PLU ;
- Que l'acquéreur fait l'acquisition de la parcelle cadastrée section AY n° 635 à titre de remembrement de sa propriété contiguë cadastrée section AY n° 106 ;
- Qu'aucune surface de plancher n'est autorisée sur la parcelle ;
- Que le bénéficiaire a fait part à l'EPAD de sa volonté de réaliser sur le terrain cédé un jardin d'agrément.

ARRETE

Article 1 :

Est approuvé le Cahier des Charges de Cession de Terrain ci-annexé concernant la parcelle cadastrée section AY n° 635, située dans la ZAC de Trigance sur la commune d'Istres.

Article 2 :

Le présent arrêté sera transmis à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône, inscrit au registre des arrêtés de la Métropole-Aix-Marseille-Provence et sera affiché durant un mois :

- Au Pharo, à Marseille, siège de la Métropole-Aix-Marseille-Provence ;
- A la Direction de l'Aménagement du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence, allée de la Passe-Pierre, Trigance 4 à Istres ;
- A la Direction de l'Urbanisme Opérationnel de la Mairie d'Istres, Esplanade Bernardin Laugier – 13800 Istres.

Article 3 :

Le Cahier des Charges de Cession de Terrain de la parcelle cadastrée section AY n° 635 située dans la ZAC de Trigance à Istres est consultable :

- A la Direction de l'Aménagement du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence, allée de la Passe-Pierre, Trigance 4 - 13800 Istres ;
- A la Direction de l'Urbanisme Opérationnel de la Mairie d'Istres, Esplanade Bernardin Laugier – 13800 Istres.

Article 4 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 13 août 2020

Martine VASSAL

Arrêté n° 20/230/CM

Délégation de fonction de Monsieur Didier Parakian, VIIIème vice-président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2122-18, L. 5211-2, L. 5211-9, L. 5211-10 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération n° HN 001/8065/20 CM du Conseil de la Métropole du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 005-8069/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 portant élection de Monsieur Didier Parakian en qualité de 10^{ème} membre en qualité de conseiller métropolitain du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La démission de Monsieur Didier Parakian de son mandat de 10^{ème} délégué membre du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- La délibération n° FBPA 041-8311/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 portant élection de Monsieur Didier Parakian en qualité de VIII^{ème} vice-président.

CONSIDÉRANT

- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Présidente peut déléguer par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, une partie de ses fonctions à un ou plusieurs vice-présidents ;
- Qu'il y a lieu, dans l'intérêt du bon fonctionnement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, que la Présidente délègue une partie de ses fonctions aux vice-présidents de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que ces délégations s'exerceront dans le strict respect des fonctions demeurant de la compétence de la Présidente et excluent donc les signatures de tous actes en matière de ressources humaines.

ARRETE

Article 1 :

Délégation de fonction est donnée, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, à Monsieur Didier Parakian en qualité de VIII^{ème} vice-président de la Métropole Aix-Marseille-Provence en ce qui concerne :

- **Fonds européens**
- **Relations avec l'Europe**

Article 2 :

Pour l'exercice de cette délégation de fonction et dans le champ défini à l'article 1, Monsieur Didier Parakian reçoit délégation de signature pour les actes énumérés ci-après :

2.1 Courriers aux Elus :

2.1.1. Accusés de réception des courriers reçus par la Métropole Aix-Marseille-Provence émanant d'un Maire pour sa commune.

2.1.2. Courriers relatifs à l'instruction d'une demande reçue par la Métropole Aix-Marseille-Provence émanant d'un Maire pour sa commune s'inscrivant dans le cadre de la délégation consentie à l'article 1.

2.1.3. Courriers informant des décisions prises par la Métropole Aix-Marseille-Provence (postérieurement à la notification des délibérations ou décisions par la Direction des Assemblées des Séances de la Métropole).

2.1.4. Courriers précisant les modalités d'application de ces délibérations ou décisions.

2.2 Courriers aux associations, aux partenaires de la Métropole Aix-Marseille Provence et aux particuliers :

2.2.1. Accusés de réception, de courriers reçus par la Métropole Aix-Marseille-Provence émanant d'associations, de partenaires de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de particuliers.

2.2.2. Courriers relatifs à l'instruction d'une demande reçue par la Métropole Aix-Marseille-Provence émanant d'associations, de partenaires de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de particuliers s'inscrivant dans le cadre de la délégation consentie à l'article 1.

2.2.3. Courriers informant des décisions prises par la Métropole Aix-Marseille-Provence (postérieurement à la notification des délibérations ou décisions par la Direction des Assemblées des Séances de la Métropole).

2.2.4. Courriers précisant les modalités d'application de ces délibérations ou décisions.

Reçu au Contrôle de légalité le 17 Août 2020

2.2.5. Courriers relatifs à la mise en œuvre des dispositifs d'accompagnement des subventions ou des participations financières approuvés par la Métropole Aix-Marseille-Provence s'inscrivant dans le cadre de la délégation consentie à l'article 1.

2.3 Courriers adressés aux services de l'Etat.

2.4 Délibérations approuvées par le Conseil de Métropole et du Bureau de la Métropole dans le champ de la présente délégation, ainsi que les actes afférents.

Article 3

En application de l'article 6 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, si Monsieur Didier Parakian, titulaire de la présente délégation, estime se trouver en situation de conflit d'intérêts, il en informera le délégant par écrit en précisant la teneur des questions pour lesquelles il estime ne pas devoir exercer ses compétences. Un arrêté du délégant détermine en conséquence les questions pour lesquelles la personne intéressée doit s'abstenir d'exercer ses compétences.

Article 4 :

Cette délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 5 :

Le présent arrêté prend effet à la date de publication.

Article 6 :

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet du Département des Bouches-du-Rhône et au Comptable Public de Marseille.

Article 7 :

Conformément à l'article R. 421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 8 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 17 août 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 17 Août 2020

Arrêté n° 20/231/CM

Délégation de fonction de Madame Catherine Pila, 10ème conseillère déléguée membre du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2122-18, L. 5211-2, L. 5211-9, L. 5211-10 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération n° HN 001/8065/20 CM du Conseil de la Métropole du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 005-8069/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 portant élection de Monsieur Didier Parakian en qualité de 10^{ème} conseiller délégué membre du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 20/174/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de fonction de Monsieur Didier Parakian en tant que 10ème délégué membre du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La démission de Monsieur Didier Parakian de son mandat de 10^{ème} délégué membre du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FBPA 042-8312/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 31 juillet 2020 portant élection de Madame Catherine Pila en qualité de 10^{ème} conseillère déléguée membre du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Reçu au Contrôle de légalité le 17 Août 2020

CONSIDÉRANT

- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Présidente peut déléguer par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, une partie de ses fonctions à un ou plusieurs vice-présidents et en l'absence ou en cas d'empêchement de ces derniers ou dès lors que ceux-ci sont tous titulaires d'une délégation, aux Conseillers Métropolitains élus membres du Bureau ;
- Qu'il y a lieu, dans l'intérêt du bon fonctionnement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, que la Présidente délègue une partie de ses fonctions aux membres du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que ces délégations s'exerceront dans le strict respect des fonctions demeurant de la compétence de la Présidente et excluent donc les signatures de tous actes en matière de ressources humaines.

ARRETE

Article 1 :

Est abrogé l'arrêté n° 20/174/CM du 17 juillet 2020.

Article 2 :

Délégation de fonction est donnée, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, à Madame Catherine Pila, 10^{ème} conseillère déléguée membre du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence en ce qui concerne :

- Conseil de développement

Article 3 :

Pour l'exercice de cette délégation de fonction et dans le champ défini à l'article 2, Madame Catherine Pila reçoit délégation de signature pour les actes énumérés ci-après :

3.1 Courriers aux Elus :

- 3.1.1. Accusés de réception des courriers reçus par la Métropole Aix-Marseille-Provence émanant d'un Maire pour sa commune.
- 3.1.2. Courriers relatifs à l'instruction d'une demande reçue par la Métropole Aix-Marseille-Provence émanant d'un Maire pour sa commune s'inscrivant dans le cadre de la délégation consentie à l'article 2.
- 3.1.3. Courriers informant des décisions prises par la Métropole Aix-Marseille-Provence (postérieurement à la notification des délibérations ou décisions par la Direction des Assemblées des Séances de la Métropole).
- 3.1.4. Courriers précisant les modalités d'application de ces délibérations ou décisions.

3.2 Courriers aux associations, aux partenaires de la Métropole Aix-Marseille Provence et aux particuliers :

- 3.2.1. Accusés de réception, de courriers reçus par la Métropole Aix-Marseille-Provence émanant d'associations, de partenaires de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de particuliers.
- 3.2.2. Courriers relatifs à l'instruction d'une demande reçue par la Métropole Aix-Marseille-Provence émanant d'associations, de partenaires de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de particuliers s'inscrivant dans le cadre de la délégation consentie à l'article 2.

Reçu au Contrôle de légalité le 17 Août 2020

3.2.3. Courriers informant des décisions prises par la Métropole Aix-Marseille-Provence (postérieurement à la notification des délibérations ou décisions par la Direction des Assemblées des Séances de la Métropole).

3.2.4. Courriers précisant les modalités d'application de ces délibérations ou décisions.

3.2.5. Courriers relatifs à la mise en œuvre des dispositifs d'accompagnement des subventions ou des participations financières approuvés par la Métropole Aix-Marseille-Provence s'inscrivant dans le cadre de la délégation consentie à l'article 2.

3.3 Courriers adressés aux services de l'Etat.

3.4 Délibérations approuvées par le Conseil de Métropole et du Bureau de la Métropole dans le champ de la présente délégation, ainsi que les actes afférents.

Article 4 :

En application de l'article 6 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, si Madame Catherine Pila, titulaire de la présente délégation, estime se trouver en situation de conflit d'intérêts, elle en informera le délégant par écrit en précisant la teneur des questions pour lesquelles elle estime ne pas devoir exercer ses compétences. Un arrêté du délégant détermine en conséquence les questions pour lesquelles la personne intéressée doit s'abstenir d'exercer ses compétences.

Article 5 :

Cette délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 6 :

Le présent arrêté prend effet à la date de publication.

Article 7 :

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet du Département des Bouches-du-Rhône et au Comptable Public de Marseille.

Article 8 :

Conformément à l'article R. 421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 9 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 17 août 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 17 Août 2020

Arrêté n° 20/232/CM

Délégation de fonction de Monsieur Christian Burle, XVème vice-président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2122-18, L. 5211-2, L. 5211-9, L. 5211-10 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération n° HN 001/8065/20 CM du Conseil de la Métropole du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 004-8068/20/CM du Conseil de la Métropole du 9 juillet 2020 portant élection de Monsieur Christian Burle en qualité de XVème vice-président ;
- L'arrêté n° 20/147/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de fonction de Monsieur Christian Burle, XVème vice-président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Présidente peut déléguer par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, une partie de ses fonctions à un ou plusieurs vice-présidents ;

- Qu'il y a lieu, dans l'intérêt du bon fonctionnement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, que la Présidente délègue une partie de ses fonctions aux vice-présidents de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que ces délégations s'exerceront dans le strict respect des fonctions demeurant de la compétence de la Présidente et excluent donc les signatures de tous actes en matière de ressources humaines.

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté n°20/147/CM est abrogé.

Article 2 :

Délégation de fonction est donnée, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, à Monsieur Christian Burle en qualité de XVème vice-président de la Métropole Aix-Marseille-Provence en ce qui concerne :

- **L'Agriculture, la viticulture et la ruralité**
- **L'alimentation et les circuits courts**

Article 3 :

Pour l'exercice de cette délégation de fonction et dans le champ défini à l'article 2, Monsieur Christian Burle reçoit délégation de signature pour les actes énumérés ci-après :

3.1 Courriers aux Elus :

- 3.1.1. Accusés de réception des courriers reçus par la Métropole Aix-Marseille-Provence émanant d'un Maire pour sa commune.
- 3.1.2. Courriers relatifs à l'instruction d'une demande reçue par la Métropole Aix-Marseille-Provence émanant d'un Maire pour sa commune s'inscrivant dans le cadre de la délégation consentie à l'article 2.
- 3.1.3. Courriers informant des décisions prises par la Métropole Aix-Marseille-Provence (postérieurement à la notification des délibérations ou décisions par la Direction des Assemblées des Séances de la Métropole).
- 3.1.4. Courriers précisant les modalités d'application de ces délibérations ou décisions.

3.2 Courriers aux associations, aux partenaires de la Métropole Aix-Marseille Provence et aux particuliers :

- 3.2.1. Accusés de réception, de courriers reçus par la Métropole Aix-Marseille-Provence émanant d'associations, de partenaires de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de particuliers.
- 3.2.2. Courriers relatifs à l'instruction d'une demande reçue par la Métropole Aix-Marseille-Provence émanant d'associations, de partenaires de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de particuliers s'inscrivant dans le cadre de la délégation consentie à l'article 2.
- 3.2.3. Courriers informant des décisions prises par la Métropole Aix-Marseille-Provence (postérieurement à la notification des délibérations ou décisions par la Direction des Assemblées des Séances de la Métropole).
- 3.2.4. Courriers précisant les modalités d'application de ces délibérations ou décisions.
- 3.2.5. Courriers relatifs à la mise en œuvre des dispositifs d'accompagnement des subventions ou des participations financières approuvés par la Métropole Aix-Marseille-Provence s'inscrivant dans le cadre de la délégation consentie à l'article 2.

3.3 Courriers adressés aux services de l'Etat.

3.4 Délibérations approuvées par le Conseil de Métropole et du Bureau de la Métropole dans le champ de la présente délégation, ainsi que les actes afférents.

Article 4 :

Sont exclues du champ de la présente délégation :

En raison de sa qualité de Maire de Peynier, les interventions et décisions portant sur des actions initiées par cette commune.

Par ailleurs, en application de l'article 6 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique si Monsieur Christian Burle, titulaire de la présente délégation, estime se trouver en situation de conflit d'intérêts, il en informera le délégant par écrit, en précisant la teneur des questions pour lesquelles il estime ne pas devoir exercer ses compétences. Un arrêté du délégant détermine en conséquence les questions pour lesquelles la personne intéressée doit s'abstenir d'exercer ses compétences.

Article 5 :

Cette délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 6 :

Le présent arrêté prend effet à la date de publication.

Article 7 :

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet du Département des Bouches-du-Rhône et au Comptable Public de Marseille.

Article 8 :

Conformément à l'article R. 421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 9 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 17 août 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 17 Août 2020

Arrêté n° 20/233/CM

Délégation de signature de Monsieur Roland Giberti, vice-président de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Président du Conseil de Territoire Marseille Provence - en matière d'autorisation préalable de mise en location

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2122-18, L. 5211-2, L. 5211-9, L. 5211-10 et suivants ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- Le décret n° 2016-1790 du 19 décembre 2016 relatif aux régimes de déclaration et d'autorisation préalable de mise en location ;
- La délibération n° DEVT 012-5206/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant approbation d'une stratégie territoriale durable et intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé ;
- La délibération n° DEVT 005-5511/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 février 2019 relative à l'instauration d'une autorisation préalable de mise en location sur le quartier Noailles à Marseille 1^{er} arrondissement ;
- La délibération n° HN 001/8065/20 CM du Conseil de la Métropole du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 001-001/20/CT du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 juillet 2020 portant élection de Monsieur Roland Giberti en qualité de président du Conseil de Territoire Marseille Provence.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole a adopté une stratégie territoriale durable et intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne ;
- Que le permis de louer est l'un des outils de lutte contre les marchands de sommeil et le mal-logement ;
- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Présidente peut déléguer par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, une partie de ses fonctions à un ou plusieurs vice-présidents ;
- Qu'il y a lieu, dans l'intérêt du bon fonctionnement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, que la Présidente délègue une partie de ses fonctions aux vice-présidents ;
- Que Monsieur Roland Giberti est vice-président de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence en sa qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence.

ARRETE

Article 1 :

Délégation de signature est donnée, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, à Monsieur Roland Giberti, vice-président de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence en qui concerne :

Les autorisations et refus préalables de mise en location ou en relocation de logements vides ou meublés à usage de résidence principale qui sont soumis au titre 1^{er} ou au titre 1^{er} bis de la loi 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs, dans le cadre du permis de louer, situés dans le périmètre du Quartier de Noailles, 13001 Marseille

Article 2 :

Cette délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 3 :

Le présent arrêté prend effet à sa date de publication.

Article 4 :

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet du Département des Bouches-du-Rhône et au Comptable Public de Marseille.

Article 5 :

Conformément à l'article R. 421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Reçu au Contrôle de légalité le 17 Août 2020

Article 6 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 17 août 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 17 Août 2020

Arrêté n° 20/234/CM

Désignation des représentants auprès du Jury - Consultation n° 71200226 - Concours restreint - Mission de maîtrise d'œuvre - Extension du réseau de tramway de Marseille de la rue de Rome vers la place du Quatre Septembre

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Commande Publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'élection de Monsieur Pascal Montecot en qualité de 7^{ème} Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le 9 juillet 2020 ;
- L'arrêté n° 20/148/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de fonctions à Monsieur Pascal Montecot, Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La consultation n° 71200226 - Concours restreint - Mission de maîtrise d'œuvre – Extension du réseau de tramway de Marseille de la rue de Rome vers la place du Quatre Septembre

CONSIDÉRANT

- La nécessité de désigner les maîtres d'œuvre, en vue de la constitution de la commission d'appel d'offres composée en jury.

ARRETE

Article 1 :

Sont désignés pour siéger au sein de la commission d'appel d'offres composée en jury :

- Monsieur Antoine Beau, architecte, membre du Syndicat des Architectes des BDR
- Madame Kerstin Brandstätter, ingénieur, membre du Syntec
- Monsieur William Cassard, ingénieur, membre du CINOV

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Septembre 2020

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence, est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 9 septembre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Septembre 2020

Arrêté n° 20/235/CM

Désignation des représentants de la Métropole au sein de l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence doit désigner par arrêté de sa présidente un représentant titulaire et un représentant suppléant au sein de l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée.

ARRETE

Article 1 :

Monsieur : Martial ALVAREZ est désigné comme représentant Titulaire de la Métropole au sein de Conseil d'Administration à Euroméditerranée et Monsieur Didier REAULT est désigné comme représentant suppléant de la Métropole au sein de Conseil d'Administration à Euroméditerranée.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 25 août 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 25 Août 2020

Arrêté n° 20/236/CM

Plan Local d'Urbanisme de la ville de Saint-Savournin - Arrêté d'engagement de la modification n°1

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Septembre 2020

- La délibération du Conseil Municipal de Saint Savournin du 3 décembre 2018 saisissant le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile afin qu'il demande au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence de solliciter l'engagement de la procédure de modification ;
- La délibération du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 26 mars 2019 demandant au Conseil de la Métropole de solliciter la Présidente du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de Saint Savournin ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 sollicitant la Présidente du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de Saint Savournin ;
- La délibération HN 007-8079/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- Le Plan local d'Urbanisme de la commune de Saint Savournin en vigueur.

CONSIDÉRANT

- Que le Conseil de la Métropole a sollicité l'engagement d'une modification n°1 du PLU de Saint-Savournin en date du 28/03/2019 suite à la saisine du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de la commune ;
- La nécessité d'engager une modification du PLU ayant pour objet l'ouverture à l'urbanisation du secteur AUB au Nord-Est du village de la commune ;
- Que la modification a principalement pour objet l'ouverture à l'urbanisation d'une zone AUB, secteur de mixité sociale, afin de permettre le développement d'offres de logements sur la commune et notamment l'offre en logements aidés ;
- Qu'il est nécessaire de justifier l'utilité de cette ouverture au regard des capacités d'urbanisation encore inexploitées dans les zones déjà urbanisées et la faisabilité opérationnelle d'un projet dans ces zones ;
- Qu'en dehors des zones à urbaniser, la commune ne dispose pas à ce jour de capacités de densification de son tissu urbain existant ;
- Que cette zone AU se situe en continuité directe du centre-ville, qu'elle est caractérisée par la desserte viaire, des réseaux d'assainissement, et qu'elle permet de répondre aux enjeux et orientations présentées au PLU de la commune ;
- Que le projet envisagé ne change pas les orientations définies au projet d'aménagement et de développement durables, qu'il ne réduit pas un espace boisé classé, une zone agricole, ou une zone naturelle et forestière, qu'il ne réduit pas une protection ;
- Que les modifications du document d'urbanisme projetées relèvent du champ d'application de la procédure de modification conformément au code de l'urbanisme ;
- Que la modification n° 1 envisagée aura dès lors pour effet de modifier le règlement (écrit et graphique) sur le secteur de la zone AUB ;

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Septembre 2020

- Qu'à la suite de la demande écrite par délibération de la commune de Saint-Savournin, le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a saisi le Conseil de la Métropole afin qu'il sollicite de la Présidente l'engagement de la procédure de modification n° 1 ;
- Que le Conseil de la Métropole a sollicité de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'engagement de la procédure de modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de Saint Savournin par délibération en date du 26 mars 2019 ;
- Que le projet envisagé ne change pas les orientations définies au projet d'aménagement et de développement durables, qu'il ne réduit pas un espace boisé classé, une zone agricole, ou une zone naturelle et forestière, qu'il ne réduit pas une protection ;
- Qu'il apparaît en conséquence utile d'adapter le PLU sur ces points ;
- Qu'il convient que la Présidente de la Métropole engage par arrêté, la procédure de modification n° 1 du PLU de Saint-Savournin.

ARRETE

Article 1 :

Il est prescrit une procédure de modification n°1 du PLU de la commune de Saint-Savournin ayant pour objet l'ouverture à l'urbanisation du secteur AUB, encadré par une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP).

Article 2 :

La modification n°1 du PLU de la commune de Saint-Savournin concerne l'évolution du règlement écrit et graphique.

Les modalités de l'enquête publique seront précisées, par arrêté de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 9 septembre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Septembre 2020

Arrêté n° 20/239/CM

Arrêté d'engagement de la modification n°3 du PLU de la commune de Simiane-Collongue

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme,
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération cadre n° URB 001-3569/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification des documents d'Urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération n° FAG 165-8066/19/CM du Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019 concernant la délégation des compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°HN 001-8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération cadre n° HN 005-0877/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 de délégation de compétence du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

- La décision n°18MA00290 de la Cour Administrative d'Appel de Marseille du 19 juillet 2018 enjoignant de modifier le PLU de Simiane-Collongue ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 décembre 2019 sur le lancement de la procédure de modification n°3 du PLU de la commune de Simiane-Collongue ;
- La délibération n° URB 011-7903/19/CM du 19 décembre 2019 par laquelle, le Conseil de la Métropole a engagé une procédure de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Simiane-Collongue ;
- Le PLU et ses évolutions successives approuvées de la commune de Simiane-Collongue en vigueur.

CONSIDÉRANT

- Que les objectifs de la procédure de la modification n°3 du PLU de la commune de Simiane-Collongue envisagée sont notamment :
Réglementer, dans la zone AU du Plan Local d'Urbanisme, l'implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques et par rapport aux limites séparatives ;
- Les points objets de la présente procédure engendreront des modifications des pièces écrites et graphiques en conséquence ;
- Qu'il s'avère utile, voire nécessaire, d'adapter le PLU de la commune de Simiane-Collongue sur ces points ;
- Que cette modification n'a pas pour conséquence de changer les orientations du Plan d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) ; ni de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ; ni de réduire une protection édictée en raison d'un risque de nuisance, de la qualité des sites, des paysages, ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance ; ni d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser au-delà des neuf ans suivants sa création ;
- Qu'en conséquence, les évolutions du document d'urbanisme projetées relèvent bien du champ d'application de la procédure de modification conformément aux dispositions du Code de l'Urbanisme ;
- Que la modification n°3 envisagée aura dès lors pour effet de modifier notamment : le règlement ;

ARRETE

Article 1 :

Il est prescrit une procédure de modification n°3 du PLU de la commune de Simiane-Collongue.

Article 2 :

La modification n°3 du PLU de la commune de Simiane-Collongue a notamment pour objet :

Réglementer, dans la zone AU, l'implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques et par rapport aux limites séparatives. Les points objets de la présente procédure engendreront des modifications des pièces écrites en conséquence.

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Septembre 2020

Article 3 :

Conformément à l'article L.153-40 du Code de l'Urbanisme, le projet de modification n°3 du PLU de la commune de Simiane-Collongue sera notifié au Préfet, au maire de la commune concernée et aux personnes publiques associées mentionnées à ses articles L.132-7 et L.132-9, avant d'être soumis à enquête publique.

Article 4 :

Conformément à l'article L.153-41 du Code de l'Urbanisme, le projet de modification n°3 du PLU de la commune de Simiane-Collongue sera soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre 1er du Code de l'Environnement.

Article 5 :

A l'issue de l'enquête publique prévue à l'article 4 ci-dessus, le projet de modification n°3 du PLU de la commune de Simiane-Collongue, éventuellement amendé de façon mineure pour tenir compte des avis émis, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur, sera approuvé par délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 6 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 10 septembre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Septembre 2020

Arrêté n° 20/240/CM

Arrêté modificatif de composition du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail

VU

- La loi n°83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Le décret n°85-565 du 30 mai 1985, modifié, relatif aux comités techniques des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;
- Le décret n°85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale, notamment les articles 28 et 32 fixant les modalités de désignation des représentants du personnel au sein des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail librement désignés par les organisations syndicales de fonctionnaires remplissant les conditions exigées par l'article 9 bis de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 précitée ;
- La délibération FAG 052-3822/18/CM du 18 mai 2018 relative à l'approbation du nombre de représentants du personnel et des règles instituant le paritarisme et décision de recueil de l'avis des représentants de la Métropole au sein du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (C.H.S.C.T) de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération HN 001-8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 portant élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Procès-Verbal du 6 décembre 2018, établi par le bureau centralisateur, portant recensement des votes et la proclamation des résultats de l'élection professionnelle du jeudi 6 décembre 2018 des représentants du personnel au comité technique de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 19/014/CM du 30 janvier 2019 portant composition du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail suite aux élections professionnelles du 6 décembre 2018 ;

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Août 2020

- Les arrêtés modificatifs n° 19/104/CM du 17 mai 2019, n° 19/219/CM du 26 septembre 2019 et n°2020-C-41 du 24 avril 2020 portant modification de la composition du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail.

CONSIDÉRANT

- Pour le collège de l'Administration de la Métropole Aix-Marseille-Provence :

Les propositions de la Présidente de la Métropole, élue par délibération du 9 juillet 2020, de désigner les représentants du collège de l'administration du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté n°2020-C-41 du 24 avril 2020 est modifié comme suit :

Sont désignés en qualité de membres titulaires et suppléants de l'administration et du personnel au Comité d'Hygiène et de Sécurité et des Conditions de Travail de la Métropole Aix-Marseille-Provence :

REPRESENTANTS DE L'ADMINISTRATION

Titulaires

- M. Martial ALVAREZ
- Mme Solange BIAGGI
- M. Guy BARRET
- M. Alain ROUSSET
- Mme Véronique MIQUELLY
- M. Gérard FRAU
- M. Laurent SIMON
- M. Domnin RAUSCHER
- M. Laurent PERES
- Mme Nathalie N'DOUMBE

Suppléants

- M. Christian AMIRATY
- M. Roland MOUREN
- M. Philippe GINOUX
- M. Régis MARTIN
- Mme Nicole JOULIA
- M. Yves VIDAL
- M. Bernard DESTROST
- Mme Florence PARMANTEL
- M. Fabrice BARDISA
- M. Laurent BLANES

REPRESENTANTS DU PERSONNEL

Titulaires

- M. Josué KNOPPERS (FO)
- M. Eric DOGNON (FO)
- M. Karim YAGOUN (FO)
- M. Nouredine ABECHA (FO)
- M. Francis ATOKO (FO)
- M. Laurent BENAC (SNUTER 13 – FSU)
- M. Franck PAPAIN (SNUTER 13 – FSU)
- M. César PITOISET (SNUTER 13 – FSU)
- M. Michel KROL (UNSA)
- M. Fabrice AUBERT (CGT)

Suppléants

- M. Laurent PARRINELLO (FO)
- M. Richard CAUVIN (FO)
- M. Frédéric MONNOT (FO)
- M. Jean-Marc KUGOGNE(FO)
- Mme Dominique BRETON (FO)
- M. Jérémy PORTE (SNUTER 13 – FSU)
- M. Fabien DUMAS (SNUTER 13 – FSU)
- M. Larbi BOURAS (SNUTER 13 – FSU)
- M. Jean-Pierre MORENO (UNSA)
- M. Alain LAHMAR (CGT)

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Août 2020

Article 2 :

Monsieur Martial Alvarez assure la présidence du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail.

En cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, Madame Véronique Miquelly assurera cette même présidence.

Article 3 :

La Présidente certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la notification et/ou de son affichage et que le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 4 :

Le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté

Fait à Marseille, le 28 août 2020

Martine VASSAL

Arrêté n° 20/241/CM

Délégation de fonction de Monsieur Yves Vidal, 3ème conseiller délégué membre du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2122-18, L. 5211-2, L. 5211-9, L. 5211-10 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération n° HN 001-8665/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FBPA 042-8312/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 31 juillet 2020 portant élection de Monsieur Yves Vidal en qualité de 3^{ème} conseiller délégué membre du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Présidente peut déléguer par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, une partie de ses fonctions à un ou plusieurs vice-présidents et, en l'absence ou en cas d'empêchement de ces derniers ou dès lors que ceux-ci sont tous titulaires d'une délégation, aux Conseillers Métropolitains élus membres du Bureau ;

- Qu'il y a lieu, dans l'intérêt du bon fonctionnement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, que la Présidente délègue une partie de ses fonctions aux membres du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que ces délégations s'exerceront dans le strict respect des fonctions demeurant de la compétence de la Présidente et excluent donc les signatures de tous actes en matière de ressources humaines.

ARRETE

Article 1 :

Délégation de fonction est donnée, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, à Monsieur Yves Vidal, 3^{ème} membre en qualité de Conseiller Métropolitain du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence en ce qui concerne :

- **Foncier économique**

Article 2 :

Pour l'exercice de cette délégation de fonction et dans le champ défini à l'article 1, Monsieur Yves Vidal reçoit délégation de signature pour les actes énumérés ci-après :

2.1 Courriers aux Elus :

- 2.1.1. Accusés de réception des courriers reçus par la Métropole Aix-Marseille-Provence émanant d'un Maire pour sa commune.
- 2.1.2. Courriers relatifs à l'instruction d'une demande reçue par la Métropole Aix-Marseille-Provence émanant d'un Maire pour sa commune s'inscrivant dans le cadre de la délégation consentie à l'article 1.
- 2.1.3. Courriers informant des décisions prises par la Métropole Aix-Marseille-Provence (postérieurement à la notification des délibérations ou décisions par la Direction des Assemblées des Séances de la Métropole).
- 2.1.4. Courriers précisant les modalités d'application de ces délibérations ou décisions.

2.2 Courriers aux associations, aux partenaires de la Métropole Aix-Marseille Provence et aux particuliers :

- 2.2.1. Accusés de réception, de courriers reçus par la Métropole Aix-Marseille-Provence émanant d'associations, de partenaires de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de particuliers.
- 2.2.2. Courriers relatifs à l'instruction d'une demande reçue par la Métropole Aix-Marseille-Provence émanant d'associations, de partenaires de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de particuliers s'inscrivant dans le cadre de la délégation consentie à l'article 1.
- 2.2.3. Courriers informant des décisions prises par la Métropole Aix-Marseille-Provence (postérieurement à la notification des délibérations ou décisions par la Direction des Assemblées des Séances de la Métropole).
- 2.2.4. Courriers précisant les modalités d'application de ces délibérations ou décisions.
- 2.2.5. Courriers relatifs à la mise en œuvre des dispositifs d'accompagnement des subventions ou des participations financières approuvés par la Métropole Aix-Marseille-Provence s'inscrivant dans le cadre de la délégation consentie à l'article 1.

2.3 Courriers adressés aux services de l'Etat.

2.4 Délibérations approuvées par le Conseil de Métropole et du Bureau de la Métropole dans le champ de la présente délégation, ainsi que les actes afférents.

Article 3 :

Sont exclues du champ de la présente délégation :

En raison de sa qualité de Maire de Grans, les interventions et décisions portant sur des actions initiées par cette commune.

Par ailleurs, en application de l'article 6 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, si Monsieur Yves Vidal, titulaire de la présente délégation, estime se trouver en situation de conflit d'intérêts, il en informera le délégant par écrit en précisant la teneur des questions pour lesquelles il estime ne pas devoir exercer ses compétences. Un arrêté du délégant détermine en conséquence les questions pour lesquelles la personne intéressée doit s'abstenir d'exercer ses compétences.

Article 4 :

Cette délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 5 :

Le présent arrêté prend effet à la date de publication.

Article 6 :

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet du Département des Bouches-du-Rhône et au Comptable Public de Marseille.

Article 7 :

Conformément à l'article R. 421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 8 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 9 septembre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Septembre 2020

DÉCISIONS

Décision n° 20/528/D

Mise à disposition du parking "Le Bestouan" à Cassis - occupation temporaire pour l'organisation du "Sardines Titus Triathlon" et les 10-11 octobre 2020 dans le cadre du contrat de DSP 14/026 confié à la société Effia Stationnement Cassis

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de délégation de service public pour l'exploitation des parcs en enclos de Marseille approuvé par délibération n° DTM 001-1317/15/CC du 25/09/2015.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire des immeubles relevant de son domaine public suivant :
 - parkings en enclos « Le Bestouan » ;
- Que ce bien est géré, dans le cadre d'une convention de délégation de service public n°14/026 par la société Effia Stationnement Cassis ;
- Que l'article 14.3 « Utilisation des parcs de stationnement pour d'autres usages » prévoit que l'autorité délégante se réserve le droit d'utiliser gratuitement les parcs de stationnement dans la limite de quatre jours par parc de stationnement et par an ;
- Que dans ce cadre la Métropole peut autoriser l'occupation des parkings ;

Reçu au Contrôle de légalité le 29 Juillet 2020

- Que les biens immobiliers du domaine public de la Métropole ne peuvent faire l'objet que d'une autorisation temporaire d'occupation à caractère précaire et révocable ;
- Que Monsieur Hervé Pellissier, Président du club Sardines Organisation, a informé la Métropole par mail du 15 mai 2020, de sa volonté d'occuper le parc en enclos « Le Bestouan » et l'a sollicitée afin que lui soit délivrée une autorisation d'occupation temporaire à titre précaire et révocable, dans le cadre de l'organisation du « Sardines Titus triathlon » qui se déroulera du 10 octobre 2020 à 8h00 au 11 octobre 2020 à 17h00.

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée l'occupation temporaire à titre précaire et révocable, par l'association dans le cadre de l'organisation « Sardines Titus Triathlon » qui se déroulera du 10 octobre 2020 à 8h00 au 11 octobre 2020 à 17h00, des biens relevant du domaine public de la Métropole suivant :

- Parking « Le Bestouan » à Cassis.

Article 2 :

La présente autorisation est délivrée pour le samedi 10 octobre 2020 à 8h00 au dimanche 11 octobre 2020 à 17h00. A son terme, elle ne sera susceptible d'aucune reconduction.

Article 3 :

Le bénéficiaire est responsable de tous les accidents et dommages pouvant résulter des agissements exécutés au titre de la présente autorisation soit de son fait, soit de celui des personnes agissant pour son compte ou autorisées ou invitées par lui à se trouver sur les lieux. Il contractera à cet effet la ou les polices d'assurance garantissant les risques inhérents à son activité et de responsabilité civile en général, et s'engage à fournir une copie à la Métropole et au délégataire Effia Stationnement Cassis, dès l'entrée en vigueur de la présente autorisation.

Article 4 :

Le bénéficiaire est tenu d'utiliser les biens mis à disposition conformément à l'objet visé à l'article 1.

Toute utilisation non conforme audit objet et/ou non compatible avec l'affectation publique des biens, entraînera de fait, et sans indemnité, l'annulation de la présente autorisation.

Article 5 :

La présente autorisation est incessible et intransmissible. Elle est accordée intuitu personae. Le bénéficiaire ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit.

Article 6 :

Tout litige résultant de l'exécution de la présente autorisation est du ressort du Tribunal Administratif de Marseille 22-24 rue Breteuil, 13281 Marseille, cedex 06. Cependant les parties s'engagent avant tout recours contentieux à se rencontrer afin de trouver une solution amiable.

Article 7 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 29 juillet 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 29 Juillet 2020

Décision n° 20/608/D

Demande de prorogation de la validité de la Déclaration d'Utilité Publique de la ZAC des Aiguilles à Ensues-la-Redonne

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération HN001/8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente ;
- Les délibérations n°URB 5/260/CC du 30 mars 2006 et n°DEV 002-929/13/CC du 13 décembre 2013, approuvant les dossiers de création et de réalisation de la Zone d'Aménagement Concerté des Aiguilles ;
- La délibération n°001-500/11/CC du 8 juillet 2011 qui approuve la concession d'aménagement et son concessionnaire la Sarl ENSUA ;
- La délibération n°001-1171/15/CC du 3 juillet 2015, approuvant la déclaration de projet sur l'intérêt général de l'opération d'aménagement de la ZAC des Aiguilles ;
- L'arrêté préfectoral du 1^{er} septembre 2015, notamment ses articles 1 et 2 déclarant d'utilité publique l'opération d'aménagement de la ZAC des Aiguilles.

CONSIDÉRANT

- Que dans le cadre de la structuration économique de son territoire, la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité réaliser une zone d'activités à vocation logistique sur le site des Aiguilles à Ensues-la-Redonne, aux fins de participer à l'organisation de la logistique métropolitaine ;
- Que les acquisitions foncières et l'aménagement de la ZAC des Aiguilles ont fait l'objet d'une Déclaration d'Utilité Publique par arrêté préfectoral en date du 1^{er} septembre 2015 ;
- Qu'il est précisé que le concessionnaire ENSUA est autorisé à acquérir les terrains nécessaires à l'opération par voie amiable ou par voie d'expropriation dans un délai de cinq ans à compter de la date de cet arrêté ;
- Que ce délai de cinq ans n'a pas permis au concessionnaire ENSUA d'entrer en possession de tout le foncier en raison de difficultés rencontrées suite à de nombreux recours ;
- Qu'il est nécessaire de bénéficier des effets de la DUP au delà de ce délai afin de mener à bien les dernières acquisitions foncières nécessaires à la réalisation du projet ;
- Que les objectifs de l'opération n'ont pas été modifiés et demeurent les mêmes que les objectifs initiaux ;

DECIDE

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole est autorisée à solliciter la prorogation de la Déclaration d'Utilité Publique auprès de Monsieur le Préfet pour une durée de 5 ans au bénéfice de la société ENSUA, concessionnaire de l'opération de la ZAC des Aiguilles.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision

Fait à Marseille, le 06 août 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 6 Août 2020

Décision n° 20/612/D

Location d'un stand de 87 m2 pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, au Marché International des Professionnels de l'Immobilier (MIPIM) à Cannes

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération HN001/8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que le MIPIM, salon international, est en effet un rendez-vous annuel incontournable des acteurs nationaux et internationaux de l'immobilier d'entreprise ;
- Qu'il constitue pour la Métropole l'occasion de promouvoir ses projets et son territoire, et d'entretenir des relations avec les acteurs et décideurs économiques nationaux et internationaux ;
- Que dans le cadre de sa participation à ce salon, la Métropole souhaite louer un stand de 87 m² ;
- Que la Métropole souhaite également bénéficier de prestations de publicité connexes à sa participation au salon à savoir : disposer de deux demi-pages de présentation dans le journal du salon ainsi qu'un panneau de publicité extérieur de 5x3m dit « panneau Talpa »

- Qu'il convient donc de conclure avec la société par action simplifiée (SAS) Reed MIDEM, société organisatrice du MIPIM, un contrat de location pour ce stand lequel inclut lesdites prestations.

DECIDE

Article 1 :

Est approuvé le contrat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société par action simplifiée (SAS) Reed MIDEM relatif à la location d'un stand lors du Marché International des Professionnels de l'Immobilier (MIPIM) qui se déroulera à Cannes du 16 au 19 mars 2021.

Article 2 :

Le contrat prend effet à compter de sa signature et trouvera son terme à l'issue du MIPIM, le 19 mars 2021.

Article 3 :

Le coût de la location du stand et des prestations connexes de publicité s'élève à la somme totale de 115 796,04 euros TTC, répartie comme suit :

- prix de la location du stand : 90 464,04 euros TTC ;
- prix des prestations connexes de publicité : 25 332 euros TTC.

Article 4 :

En ce qui concerne les sommes dues au titre du présent contrat, les modalités de règlement sont les suivantes :

- 30% du prix, soit 34 738,82 euros seront versés à la signature du contrat ;
- 50% du prix, soit 57 898,02 euros seront versés avant le 15 octobre 2020 ;
- 20% du prix, soit 23 159,20 euros seront versés avant le 7 décembre 2020.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal de la Métropole 2020 : Fonction 64 – nature 6233 « foires et expositions » - sous-politique B330

Article 6 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 03 septembre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 3 Septembre 2020

Décision n° 20/682/D

Approbation de l'avenant n° 1 au marché de travaux pour la construction d'une unité de traitement tertiaire dans la STEP de Rassuen à Istres. Autorisation donnée au directeur de l'EPAD de signer l'avenant n° 1

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération HN 001/8065/20 CM du Conseil de la Métropole du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente ;
- La délibération n° 264/05 du Bureau syndical de Ouest Provence du 27 mai 2005 confiant la mission de maîtrise d'ouvrage déléguée à l'EPAD Ouest Provence ;
- La délibération n° 968/11 du 14 novembre 2011 par laquelle le Président de Ouest Provence a attribué le marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage n° 2011-021 pour l'augmentation de la capacité de la station d'épuration de Rassuen à Istres, pour un montant de 186 607 euros H.T. à la société Canal de Provence, 13182 Aix-en-Provence Cedex 5 ;
- La décision n° 555/14 du 27 juin 2014 par laquelle le Président de Ouest Provence a approuvé l'avenant n° 1 au marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage n° 2011-021 pour un montant de 8 900 euros H.T. ;
- La décision n° 330/17 du 6 juin 2017 par laquelle le Président du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence a approuvé l'avenant n° 2 au marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage n° 2011-021 sans incidence sur le montant du marché ;

- La décision n° 17/308/D du 26 juillet 2017 par laquelle le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence a autorisé le Directeur de l'EPAD Ouest Provence à signer le marché de maîtrise d'œuvre pour l'augmentation de capacité de la STEP de Rassuen avec le groupement Bureau d'Etudes Eysseric Environnement/Ai Project/Ecofilae pour un montant de 425 264 euros HT ;
- La décision n° 19/048/D du 8 février 2019 attribuant le marché de travaux pour la construction d'une unité de traitement tertiaire dans la Step de Rassuen à Istres et donnant l'autorisation au directeur de l'EPAD a signer le marché attribué au groupement OTV SUD/ALLAMANO ZA pour un montant de 1 799 000 euros HT soit 2 158 800 euros T.T.C. décomposé comme suit : 1 469 000 euros HT soit 1 762 800 euros TTC pour la tranche ferme et 330 000 euros HT soit 396 000 euros TTC pour la tranche optionnelle.

CONSIDÉRANT

- Qu'il est nécessaire d'établir un avenant n° 1 impactant la tranche ferme afin d'acter les travaux supplémentaires suivants;
- Que l'ordre de service n° 3 avait pour objet la mise en place d'une porte pour passage entre le local pompes et filtration, cette demande a été émise par l'exploitant afin d'améliorer la sécurité en créant une deuxième porte de secours, ainsi que la mise en place de 2 pompes de dosage qui permet ainsi de disposer d'un matériel supplémentaire et enfin la confection d'un second escalier d'accès à la passerelle d'intervention pour plus de sécurité et de confort d'exploitation soit un montant global de travaux supplémentaires 8 462,07 euros H.T. soit 10 154,48 euros T.T.C. ;
- Que l'ordre de service n° 4 avait pour objet des plus values pour le dévoiement des réseaux 1 et 2, en effet les travaux se déroulent en lieu et place d'un ancien ouvrage abandonné et pour lequel aucun plan de recollement récent n'était disponible, Suite à sa démolition des travaux ont donc été nécessaires afin de mener à bien l'opération en minimisant les perturbations sur le fonctionnement de la STEP pour un montant de 23 552,80 euros H.T. soit 28 263,36 euros T.T.C. ;
- Que l'ordre de service n° 5 avait pour objet la prise en compte d'une demande de la maîtrise d'ouvrage afin de dissocier l'alimentation et le comptage électrique de l'installation REUSE pour un montant de 12 206 euros H.T. soit 14 647,20 euros T.T.C. ;
- Que l'ensemble des travaux supplémentaires de la tranche ferme représente un montant de 44 220,87 euros H.T. soit 53 065,04 euros T.T.C. ;
- Que le montant de la tranche ferme est modifié de 1 469 000 euros H.T. soit 1 762 800 euros T.T.C. à 1 513 220,87 euros H.T. soit 1 815 865,04 euros T.T.C. ;
- Que le montant de tranche optionnelle reste inchangé ;
- Que le montant global du marché est porté de 1 799 000 euros H.T. soit 2 158 800 euros T.T.C. à 1 843 220,87 euros H.T. soit 2 211 865,04 euros T.T.C. ;
- Que les délais nécessaires à la réalisation des travaux supplémentaires des OS 3, 4 et 5 sont respectivement de 10, 14 et 3 jours ouvrés et que les travaux ont été interrompu pendant 4 jours pour intempérie, le délai de réalisation de la phase 2 de la tranche ferme est prolongé de 105 jours ouvrés en tenant compte de la période de confinement dû au Covid-19.

DECIDE

Article 1 :

Monsieur le Directeur de l'EPAD est autorisé à signer l'avenant n° 1 au marché n° 2018-012 pour les travaux de construction d'une unité de traitement tertiaire dans la STEP de Rassuen à Istres.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget assainissement, chapitre 2017503000, nature 238, code opération 2017503000 pour un montant de 44 220,87 euros H.T. soit 53 065,04 euros T.T.C..

Article 3 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 31 juillet 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Juillet 2020

DECISION DE FINANCEMENT

POUR L'ACQUISITION ET L'AMELIORATION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2019130550239

N° SIREN du maître d'ouvrage

751956624

Famille d'organisme

Tiers secteur

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

COOP SOLIHA MEDIT- BATISS LOG INSERT

10 che des grives

13013 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20201305500075

Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)

13203 Marseille - 3e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2020

Opération :

109 rue Loubon_SA 216

109 rue Loubon

13003 Marseille - 3e arrondissement

Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu le décret n° 98-331 du 30 avril 1998,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la réalisation de travaux d'amélioration, de transformation ou d'aménagement de 1 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 1 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 1 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : COOP SOLIHA MEDIT- BATISS LOG INSERT (n° SIREN : 751956624).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 13 200,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. La Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 16 JUL. 2020

**DGA DEVELOPPEMENT URBAIN
ET STRATEGIE TERRITORIALE**
Direction Habitat et Politique de la Ville
Christelle MOUREN

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Acquisition)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLA1

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	13 200,00	10,38%
Subvention EPCI	16 000,00	12,59%
Conseil Régional	6 000,00	4,72%
Subvention Département	12 712,00	10,00%
Ville de Marseille	5 000,00	3,93%
Subvention Autres	12 711,00	10,00%
Sous-total Subventions	65 623,00	51,62%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	61 494,00	48,38%
Sous-total Prêts	61 494,00	48,38%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	127 117,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	127 117,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 145 033,64 €

Aide : PLA-I

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	1	89,35 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	1	89,35 m²
Assiette *	:	145 033,64 €
Taux de subvention	:	9,10 %
SUBVENTION	:	13 200,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 1	Surface utile :	89,35 m²
Assiette : 145 033,64 €	SUBVENTION :	13 200,00 €
	Taux moyen de subvention :	9,10 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 13 200,00 €

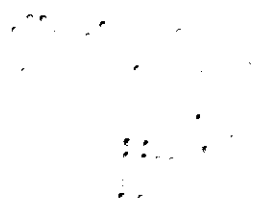
II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière H.T.	90 900,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	22 000,00 €
Prestations intellectuelles et frais	11 797,00 €
Décision No : 20201305500075	Page : 4/5

Prix de revient H.T.	124 697,00 €
Montant de la TVA	2 420,00 €
Prix de revient TTC	127 117,00 €
Prix de revient TTC au m ² de surface utile (PR/SU)	1 422,69 €/m ²

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



20 / 684 / D _

DECISION DE FINANCEMENT
CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :
2014130550110_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
573620754

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...
S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20201305500081

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13215 Marseille - 15e arrondissement

Exercice
2020

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération :
ILOT ALLAR
RUE ANDRE ALLAR
13015 MARSEILLE

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département

Bouches du Rhône

Date

22/11/2016

N° de décision

20161305500091

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)

S.A. UNICIL

SA HLM / ESH

Code bénéficiaire : 573620754

Adresse :

11 RUE ARMENY

Ville :

13006 Marseille

Exercice :

2016

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 59)

Assiette de subvention

A la date de la DF 5161

6 405 137,98 €

Recalculée

6 437 355,44 €

Subvention

Initiale

Recalculée

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

(A) 194 800,00 €

(B) 194 800,00 €

Montant des acomptes versés

(C) 114 737,20 €

Solde à verser

(B-C) 80 062,80 €

Fait à MARSEILLE

le :

16 JUIL. 2020

Nathalie N'ABOU
DGA DEVELOPPEMENT URBAIN
ET STRATEGIE TERRITORIALE
Direction Habitat et Politique de la Ville
110 Christelle MOUREN

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	11 960,00	0,21%
Conseil Général	0,00	0,00%
Subvention Commune	0,00	0,00%
Sous-total Subventions	11 960,00	0,21%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	1 980 708,00	34,99%
Prêt CDC logement	1 997 053,00	35,28%
1%.	0,00	0,00%
Prêt PEEC remboursement IN FINE	0,00	0,00%
Sous-total Prêts	3 977 761,00	70,26%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	1 671 599,00	29,53%
Sous-total Fonds Propres	1 671 599,00	29,53%
Total du Financement (I + II + III)	5 661 320,00	

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	182 840,00	6,52%
Conseil Général	194 800,00	6,94%
Subvention Commune	300 000,00	10,69%
Sous-total Subventions	677 640,00	24,15%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	750 909,00	26,76%
Prêt CDC logement	757 106,00	26,98%
1%.	480 000,00	17,11%
Prêt PEEC remboursement IN FINE	140 000,00	4,99%
Sous-total Prêts	2 128 015,00	75,85%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	0,00	0,00%
Sous-total Fonds Propres	0,00	0,00%
Total du Financement (I + II + III)	2 805 655,00	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Conseil Général	194 800,00	2,30%
Subvention Commune	300 000,00	3,54%
Subvention Etat	194 800,00	2,30%
Sous-total Subventions	689 600,00	8,14%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	2 754 159,00	32,53%

Prêt CDC foncier	2 731 617,00	32,26%
1%.	480 000,00	5,67%
Prêt PEEC remboursement IN FINE	140 000,00	1,65%
Sous-total Prêts	6 105 776,00	72,11%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	1 671 599,00	19,74%
Sous-total Fonds Propres	1 671 599,00	19,74%
Total du Financement (I + II + III)	8 466 975,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	8 466 975,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 6 437 355,44 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	41	2 802,50 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLUS »	41	2 802,50 m²
Assiette *	:	4 679 572,69 €
Taux de subvention	:	0,26 %
SUBVENTION	:	11 960,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	18	1 052,70 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	18	1 052,70 m²
Assiette *	:	1 757 782,75 €
Taux de subvention	:	10,40 %
SUBVENTION	:	182 840,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 59	Surface utile :	3 855,20 m²
Assiette : 6 437 355,44 €	SUBVENTION :	194 800,00 €
	Taux moyen de subvention :	3,03 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :	194 800,00 €
---------------------	---------------------

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière HT	2 962 750,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	4 232 500,00 €
Prestations intellectuelles et frais	1 269 750,00 €
Prix de Revient H.T.	8 465 000,00 €
Montant de la TVA	1 975,00 €
Prix de revient TTC	8 466 975,00 €

Prix de revient au M² de surface utile (PR / SU)

2 196,25 €/m²

Type d'opération : Hors opération spécifique

20 / 685 / D -

DECISION DE FINANCEMENT CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :
2016130550096_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
751956624

Famille d'organisme
Tiers secteur

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

COOP SOLIHA MEDIT- BATISS LOG INSERT

10 che des grives

13013 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20201305500082

Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)

13214 Marseille - 14e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2020

Opération : Traverse des Cypès (logement n°253-233)
16 traverse des Cypès
13014 Marseille



FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département

Bouches du Rhône

Date

30/11/2016

N° de décision

20161305500118

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)

COOP SOLIHA MEDIT- BATISS LOG INSERT

UES

Code bénéficiaire : 751956624

Adresse :

10 che des grives

Ville :

13013 Marseille

Exercice :

2016

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 1)

Assiette de subvention

A la date de la DF 5161

Recalculée

98 569,28 €

99 439,18 €

Subvention

Initiale

Recalculée

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

(A) 13 200,00 €

(B) 13 200,00 €

Montant des acomptes versés

(C) 0,00 €

Solde à verser

(B-C) 13 200,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 16 JUIL. 2020

Nathalie N'Gourbe
DGA DEVELOPPEMENT URBAIN
ET STRATEGIE TERRITORIALE
Direction Habitat et Politique de la Ville
Christelle MOUREN

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	13 200,00	11,50%
Conseil Régional	24 600,00	21,43%
Subvention Département	11 042,00	9,62%
Subvention EPCI	3 000,00	2,61%
Ville de Marseille	5 000,00	4,36%
Autres	11 345,00	9,89%
Sous-total Subventions	68 187,00	59,41%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	29 222,00	25,46%
Prêt CDC foncier	15 735,00	13,71%
Sous-total Prêts	44 957,00	39,17%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	1 622,63	1,41%
Sous-total Fonds Propres	1 622,63	1,41%
Total du Financement (I + II + III)	114 766,63	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	114 766,63	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 99 439,18 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	1	61,16 m²
Logements « Individuel »		
<hr/>		
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	1	61,16 m²
Assiette *	:	99 439,18 €
Taux de subvention	:	13,27 %
SUBVENTION	:	13 200,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 1	Surface utile :	61,16 m²
Assiette : 99 439,18 €	SUBVENTION :	13 200,00 €
	Taux moyen de subvention :	13,27 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 13 200,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière HT	82 000,00 €
Décision No : 20201305500082	Page : 3/4

	31 00394	
Coût du bâtiment ou des travaux		14 151,16 €
Prestations intellectuelles et frais	05 70 15	17 303,62 €
Prix de Revient H.T.		113 454,78 €
Montant de la TVA	01 73994	1 311,85 €
Prix de revient TTC		114 766,63 €
Prix de revient au M² de surface utile (PR / SU)		1 876,50 €/m²

Type d'opération : Hors opération spécifique

20 / 6 8 6 / D

DECISION DE FINANCEMENT
CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :
2014130550085_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
058811670

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. ERILIA

72 bis rue Perrin Solliers

13291 Marseille Cedex 06

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20201305500079

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13215 Marseille - 15e arrondissement

Exercice
2020

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Opération : 23 PLUS/ 9 PLA/ Cap Med /13015 Erilia
5 boulevard de la Méditerranée
13015 Marseille



FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	30/12/2014	20141305500185
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme,...)		
S.A. ERILIA		
SA HLM / ESH		
Code bénéficiaire : 058811670		
Adresse :		
72 bis rue Perrin Solliers		
Ville :	13291 Marseille Cedex 06	
Exercice :	2014	

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 32)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	3 673 641,00 €	3 794 002,27 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 99 300,00 €	(B) 99 300,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 94 632,00 €
Solde à verser		(B-C) 4 667,10 €

Fait à MARSEILLE

16 JUL. 2020
le :

Nathalie N. GOURCÉ
DGA DEVELOPPEMENT URBAIN
ET STRATEGIE TERRITORIALE
Direction Habitat et Politique de la Ville
Plo *Christelle MOUREN*

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	87 000,00	6,74%
Surcharge foncière	13 142,01	1,02%
Subvention PEEC 1 pour 1	13 500,00	1,05%
1%.	0,00	0,00%
Sous-total Subventions	113 642,01	8,81%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	431 270,00	33,43%
Prêt CDC logement	567 826,00	44,01%
1%.	0,00	0,00%
Sous-total Prêts	999 096,00	77,44%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	177 494,11	13,76%
Sous-total Fonds Propres	177 494,11	13,76%
Total du Financement (I + II + III)	1 290 232,12	

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	12 300,00	0,36%
Surcharge foncière	34 857,99	1,02%
Subvention PEEC 1 pour 1	34 500,00	1,01%
1%.	30 000,00	0,88%
Sous-total Subventions	111 657,99	3,27%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	1 141 326,00	33,44%
Prêt CDC logement	1 502 711,00	44,03%
1%.	230 000,00	6,74%
Sous-total Prêts	2 874 037,00	84,22%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	426 907,33	12,51%
Sous-total Fonds Propres	426 907,33	12,51%
Total du Financement (I + II + III)	3 412 602,32	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention PEEC 1 pour 1	48 000,00	1,02%
1%.	30 000,00	0,64%
Subvention Etat	99 300,00	2,11%
Surcharge foncière	48 000,00	1,02%
Sous-total Subventions	225 300,00	4,79%
II - Partie Prêts		

Prêt CDC logement	2 070 537,00	44,03%
Prêt CDC foncier	1 572 596,00	33,44%
1%.	230 000,00	4,89%
Sous-total Prêts	3 873 133,00	82,36%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	604 401,44	12,85%
Sous-total Fonds Propres	604 401,44	12,85%
Total du Financement (I + II + III)	4 702 834,44	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	4 702 834,44	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 3 794 002,27 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	23	1 594,75 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	23	1 594,75 m²
Assiette *	:	2 755 104,56 €
Taux de subvention	:	0,45 %
SUBVENTION	:	12 300,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	9	601,35 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	9	601,35 m²
Assiette *	:	1 038 897,71 €
Taux de subvention	:	8,37 %
SUBVENTION	:	87 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 32	Surface utile :	2 196,10 m²
Assiette : 3 794 002,27 €	SUBVENTION :	99 300,00 €
	Taux moyen de subvention :	2,62 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

Surcharge foncière

Surface utile totale	:	2 196,10 m²
Assiette de subvention	:	1 123 909,21 €
Taux de subvention	:	4,27 %
Montant de subvention	:	48 000,00 €

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :	147 300,00 €
---------------------	---------------------

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière HT	1 377 558,49 €
Coût du bâtiment ou des travaux	3 001 365,24 €
Prestations intellectuelles et frais	78 739,24 €
Prix de Revient H.T.	4 457 662,97 €
Montant de la TVA	245 171,47 €
Prix de revient TTC	4 702 834,44 €
Prix de revient au M² de surface utile (PR / SU)	2 141,45 €/m²

Type d'opération : accord Action Logement 2013-2015

C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	48 000,00	4,27%
Subvention PEEC 1 pour 1	48 000,00	4,27%
Sous-total Subventions	96 000,00	8,54%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	1 027 909,21	91,46%
Sous-total Prêts	1 027 909,21	91,46%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	1 123 909,21	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	1 123 909,21	

D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	329 415,00 €
Surface utile totale	2 196,10 m²
Dont SU Collectif	2 196,10
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière	1 377 558,49 €
Assiette de subvention (dépassement)	1 123 909,21 €
Taux de la subvention	4,27 %

20 / 687 / D _

**DECISION DE CLOTURE
POUR SURCHARGE FONCIERE**

Numéro d'opération :
2014130550085_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
058811670

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...
S.A. ERILIA

72 bis rue Perrin Solliers

13291 Marseille Cedex 06

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20201305500041

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13215 Marseille - 15e arrondissement

Exercice
2020

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Opération : 23 PLUS/ 9 PLAI/Cap Med /13015 Erilia
5 boulevard de la Méditerranée
13015 Marseille

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département

Bouches du Rhône

Date

30/12/2014

N° de décision

20141305500184

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)

S.A. ERILIA

SA HLM / ESH

Code bénéficiaire : 058811670

Adresse :

72 bis rue Perrin Solliers

Ville :

13291 Marseille Cedex 06

Exercice :

2014

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 32)

Assiette de subvention

A la date de la DF

Recalculée

1 073 800,50 €

1 123 909,21 €

Subvention

Initiale

Recalculée

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

48 000,00

48 000,00

Montant des acomptes versés

(C) 38 400,00 €

Solde à verser

(B-C) 9 600,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 16 JUL. 2020

Nathalie N. GOUTIER
DGA DEVELOPPEMENT URBAIN
ET STRATEGIE TERRITORIALE
Direction Habitat et Politique de la Ville
Christelle MOUREN

C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	48 000,00	4,27%
Subvention PEEC 1 pour 1	48 000,00	4,27%
Sous-total Subventions	96 000,00	8,54%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	1 027 909,21	91,46%
Sous-total Prêts	1 027 909,21	91,46%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	1 123 909,21	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	1 123 909,21	

D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	329 415,00 €
Surface utile totale	2 196,10 m²
Dont SU Collectif	2 196,10
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière HT	1 377 558,49 €
TVA de la charge fonciere	75 765,72 €
Charge foncière TTC	1 453 324,21 €
Assiette de subvention (dépassement)	1 123 909,21 €
Taux de la subvention	4,27 %

Décision n° 20/692/D

Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de la commune de Septèmes-les-Vallons des lots n° 365 et 375 sis Résidence Les Collines, Quartier du Pré de l'Aube - 13240 Septèmes-les-Vallons cadastrés AO 51 et 53 à 66 appartenant aux Consorts Lévy

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1, L 211-1 et suivants, L.213-1 et suivants et L 300-1 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération HN001/8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente ;
- Les délibérations URB 001-7380/19 et URB 010-7381/19 du 19 décembre 2019 instaurant le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé aux communes membres à l'exception de la Ville de Marseille ;
- La délibération n° URB 001-7993 CM du 19 décembre 2019 approuvant le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° URB 024-7916/CM du 19 décembre 2019 déléguant le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé sur le territoire de Marseille Provence ;

- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie de Septèmes-les-Vallons le 12 juin 2020 enregistrée sous le numéro 013 106 20 M0064 portant aliénation des lots n° 365 et 375 sis Résidence Les Collines, Quartier du Pré de l'Aube - 13240 Septèmes-les-Vallons cadastrés AO 51 et 53 à 66 appartenant aux Consorts Levy.

CONSIDÉRANT

- Qu'en application de l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, en matière d'Aménagement de l'Espace Métropolitain, la compétence Plan Local d'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 211-2 du Code de l'Urbanisme, la compétence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre en matière de Plan Local d'Urbanisme emporte de plein droit sa compétence en matière de droit de préemption urbain ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence peut déléguer son droit de préemption dans les conditions de droit commun prévues aux articles L. 211-2 et L. 213-3 du Code de l'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération du 17 juillet 2020, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption ;
- Que la commune de Septèmes-les-Vallons met en œuvre une politique de l'habitat aux fins d'atteindre les objectifs de la loi ALUR visés par les articles L300-1, L210-1 du Code de l'Urbanisme consistant d'une part à accroître sa production de logements locatifs sociaux par an et d'autre part à élaborer un axe de travail relatif à la réhabilitation de l'habitat ancien.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la commune de Septèmes-les-Vallons pour l'acquisition de la pleine propriété des lots 365 et 375 représentant trente et un dix millièmes d'une superficie carrez de 74,76 m², dépendant d'un immeuble sis sur les parcelles cadastrées section AO n°51 et 53 à 66 d'une contenance cadastrale de 36 309 m² sis Quartier du pré de l'Aube, Les collines, 13240 Septèmes-les-Vallons appartenant aux Consorts Levy.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 03 août 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Août 2020

Décision n° 20/693/D

Décision d'ester en justice - Désignation de la SELARL Parme et Avocats pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à l'association les Amis de la Terre Bouches-du-Rhône - Provence dans le cadre de l'approbation du Plan Local d'Urbanisme - PLU - de la Penne-sur-Huveaune

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération HN001/8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N° HN 002-8074/20/MM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Présidente ;
- La requête n°2002602-2 déposée le 19 juin 2020 devant le Tribunal Administratif par l'association les Amis de la Terre Bouches-du-Rhône – Provence sollicitant l'annulation de la délibération n°URB024-7127/19/CM du Conseil de Métropole du 24 octobre 2019 approuvant le PLU de la commune de la Penne-sur-Huveaune.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif et d'être représentée dans cette affaire par la SELARL Parme Avocats domiciliée 12, boulevard de Courcelles, 75017 Paris.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SELARL Parme Avocats pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 29 juillet 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 29 Juillet 2020

Décision n° 20/694/D

Décision d'ester en justice - Désignation de la SELARL Parme Avocats pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à l'association de Défense de l'Environnement de la Basse Vallée de l'Huveaune - ADBVH - dans le cadre de l'approbation du Plan Local d'Urbanisme - PLU - de la Penne-sur-Huveaune

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération HN001/8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N° HN 002-8074/20/MM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Présidente ;
- La requête n°2004523-2 déposée le 18 juin 2020 devant le Tribunal Administratif par l'association de Défense de l'Environnement de la Basse Vallée de l'Huveaune sollicitant l'annulation de la délibération n°URB024-7127/19/CM du Conseil de Métropole du 24 octobre 2019 approuvant le PLU de la commune de la Penne-sur-Huveaune.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif et d'être représentée dans cette affaire par la SELARL Parme Avocats domiciliée 12, boulevard de Courcelles, 75017 Paris.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SELARL Parme Avocats pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 29 juillet 2020

Martine VASSAL

Décision n° 20/695/D

Décision d'ester en justice - Désignation de la SELARL Camille Mialot Avocat pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la Commune des Pennes-Mirabeau

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération HN001/8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N° HN 002-8074/20/MM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Présidente ;
- la requête n°2004406-4 déposée le 12 juin 2020, au Tribunal Administratif de Marseille, par la Commune des Pennes Mirabeau, demandant l'annulation entière de la délibération n°URB 0001-7993/19/CM, du 19 décembre 2019, approuvant le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal du territoire Marseille-Provence.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELARL Camille Mialot Avocat domiciliée 71 boulevard Saint-Michel 75005 Paris.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SELARL Camille Mialot Avocat pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence , nature 6227.

Article 4:

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr .

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 29 juillet 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 29 Juillet 2020

Décision n° 20/697/D

Décision d'ester en justice - Désignation du groupement Vedesi-Sindres pour défendre les intérêts de la la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Dehane

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération HN001/8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N° HN 002-8074/20/MM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Présidente ;
- La requête en appel n°20MA01487 déposée le 30 mars 2020 par Monsieur Dehane devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille sollicitant l'annulation du jugement n°1708974 rendu le 27 janvier 2020 par le Tribunal Administratif de Marseille rejetant la requête par laquelle Monsieur Dehane sollicitait l'annulation de la décision du 5 septembre 2017 portant rejet du recours gracieux suite au non renouvellement de son contrat à durée déterminée.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant la Cour administrative d'appel de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par le groupement Vedesi/Sindres dont le mandataire est la SCP d'Avocats Vedesi , domiciliée , 28 rue d'Enghien 69002 Lyon.

Article 2 :

Les honoraires dus au groupement Vedesi/Sindres pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4:

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr .

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 29 juillet 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 29 Juillet 2020

Décision n° 20/698/D

Décision d'ester en justice - Désignation de la SELAS Charrel et Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Madame Vanessa Fato

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération HN001/8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N° HN 002-8074/20/MM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Présidente ;
- Requête n°2003705-5 déposée le 14 mai 2020, au Tribunal Administratif de Marseille, par Madame Vanessa Fato demandant l'annulation de la décision de refus de sa demande d'octroi d'une aide au titre du fonds de solidarité logement.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELAS Charrel et Associés domiciliée, 5 rue Boussairolles 34000 Montpellier.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SELAS Charrel et Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4:

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr .

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 29 juillet 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 29 Juillet 2020

Décision n° 20/699/D

Décision d'ester en justice - Désignation de la SELARL Cabinet Cabanes pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la Société Viriot-Hautbout dans le cadre du lot 4 « Chauffage, ventilation, climatisation, plomberie » du marché portant sur les travaux de construction du centre de maintenance du tramway à Aubagne

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération HN001/8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N° HN 002-8074/20/MM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Présidente ;
- L'ordonnance n°1805116-3 rendue par le Tribunal Administratif du 27 avril 2020 par laquelle la Métropole Aix-Marseille-Provence, venant aux droits de l'ex-Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, a été condamnée à verser à la société Viriot-Hautbout à titre de provision, la somme de 35 923,81 euros toutes taxes comprises correspondant au solde du marché de travaux de construction du centre de maintenance du tramway d'Aubagne assortie des intérêts moratoires à compter du 23 juin 2015.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELARL Cabinet Cabanes domiciliée 141, rue de Wagram, 75017 Paris.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SELARL Cabinet Cabanes pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 29 juillet 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 29 Juillet 2020

Décision n° 20/700/D

Vente aux enchères de véhicules d'exploitation et de collecte des déchets de la Métropole Aix-Marseille-Provence mis à la réforme

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 relative aux délégations de compétences du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDERANT

- Que l'opération de mise à la réforme d'un bien consiste à le sortir de l'actif de la collectivité pour sa valeur nette comptable en cas de démolition, de destruction ou de mise hors service d'une immobilisation résultant d'un acte volontaire (mise au rebut d'un bien en fin de vie ou devenu obsolète...) ou d'un évènement indépendant de la volonté de la collectivité (incendie, vol...) ;
- Que la Direction Logistique de la Flotte Technique du Territoire Marseille-Provence gère un parc de véhicules industriels destinés à l'exercice des missions de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans des domaines variés tels que la propreté urbaine et la voirie ;
- Que compte tenu de l'ancienneté et du kilométrage important de certains de ces véhicules et équipements, qui n'ont plus de valeur nette comptable, il convient de procéder à leur mise à la réforme et ainsi de les retirer de l'inventaire du patrimoine de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Reçu au Contrôle de légalité le 6 Août 2020

- Qu'en outre, afin de maintenir un parc de véhicules opérationnel, la Métropole Aix-Marseille-Provence a fait l'acquisition de véhicules et engins neufs pour les besoins de cette Direction .

DECIDE

Article 1 :

D'approuver l'opération de mise à la réforme des engins, véhicules et équipements de la Métropole Aix-Marseille-Provence, dont la liste figure en annexe.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision

Fait à Marseille, le 06 août 2020

Martine VASSAL

Décision n° 20/703/D

Signature d'une convention d'occupation précaire et révocable à titre onéreux d'une maison de type 3 faisant partie d'un ensemble immobilier nommé Domaine de Conclué situé au 53 Route de Saint-Chamas à Istres, au bénéfice de Monsieur Philippe D'Oliveira

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° URB 071-19/12/19 BM du 19 décembre 2019 d'acquisition à titre onéreux d'un tènement foncier situé lieudit Conclué, 53 route de Saint-Chamas à Istres, propriété de la SCI Domaine de Conclué ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relative à l'élection à Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence va devenir le propriétaire d'un ensemble immobilier nommé Domaine de Conclué, situé au 53 route de Saint-Chamas sur la commune d'Istres cadastré section BZ n° 3, n° 21, n° 22, n° 36, CA n° 23, E n° 486 à 491, n° 498 à 501, n° 540, n° 602 à 607 et n° 960, dont les termes ont été définis par la délibération n° URB 071-7442/19/BM du 19 décembre 2019 et dont la signature de l'acte a lieu le 27 juillet 2020 ;

- Que l'actuel propriétaire vendeur, Monsieur Philippe D'Oliveira, représentant de la SCI Domaine de Conclué a formulé le souhait de rester occupant dudit bien, après la vente de celui-ci, le temps de déménager dans son nouveau logement ;
- Que conformément aux dispositions de l'article L. 221-2 du Code de l'Urbanisme, le bien précité, acquis pour la constitution de réserves foncières, est susceptible d'un changement de destination en vue de la réalisation de futures opérations d'aménagement, ne peut faire l'objet que de concessions temporaires qui ne confèrent au preneur aucun droit à se maintenir dans les lieux lorsque l'immeuble est repris en vue de son utilisation définitive ;
- Que dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a convenu de conclure une convention d'occupation précaire et révocable au profit de Monsieur Philippe D'Oliveira ;
- Que ladite convention d'occupation précaire sera enregistrée sous le numéro ASTECH 13047104.

DECIDE

Article 1 :

De signer la convention ci-annexée, relative à l'occupation précaire et révocable au bénéfice de Monsieur Philippe D'Oliveira, d'une maison de type 3 d'environ 87 m² située sur le domaine de Conclué et cadastrée à la section BZ n° 3.

Article 2 :

Cette convention est consentie et acceptée pour une durée qui commencera à courir le 27 juillet 2020 et prendra fin au plus tard le 30 septembre 2020.

Article 3 :

La présente convention est conclue à titre onéreux moyennant le paiement d'une redevance forfaitaire d'occupation nette et non révisable, d'un montant de 200 euros, pour la durée de l'occupation.

Article 4 :

La recette correspondante sera inscrite au budget principal de la Métropole, chapitre 75, nature 752.

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 30 juillet 2020

Martine VASSAL

Décision n° 20/704/D

Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de Marseille Habitat d'un immeuble situé au 37 rue Thubaneau à Marseille 1er arrondissement cadastré 801 D 0140 appartenant à Monsieur Claude Frandji.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1, L 211-1 et suivants, L.213-1 et suivants et L 300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération HN001/8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole à la Présidente ;
- La délibération n° URB 011-7382/19/BM du 19 décembre 2019 instaurant le Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille sur le territoire de la Ville de Marseille ;
- La délibération n° URB 024-7916/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 19 décembre 2019 déléguant le Droit de Préemption Urbain et le Droit de Préemption Urbain Renforcé sur le territoire de Marseille Provence ;
- La délibération n° URB 001-7993/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 19 décembre 2019 portant approbation du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du Territoire Marseille Provence ;

- La délibération du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille-Provence n° FCT 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert des opérations d'aménagement en cours des communes de Marseille et la Ciotat ;
- La concession d'Eradication de l'Habitat Indigne « EHI » n° T1600918CO, couvrant le lot n°1 « Centre Sud » (1er, 5ème, 6ème, 7ème, 8ème, 10ème, 11ème, 12ème arrondissements ainsi que les quartiers Grands - Carmes et Hôtel de Ville dans le 2ème arrondissement, les quartiers Blancarde et Cinq Avenue dans le 4ème arrondissement) approuvée par la Ville de Marseille par délibération n° 07/1257/EHCV du 10 décembre 2007 ;
- L'avenant n° 18 à la concession précitée du 22 décembre 2015, par lequel la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée à la Ville de Marseille en qualité d'autorité concédante ;
- La délibération n° DEVT 012-5206/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 13 décembre 2018 approuvant une stratégie territoriale durable et intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé ;
- La déclaration d'intention d'aliéner n° 013201 20 M0145 reçue en mairie de Marseille le 8 juin 2020, portant aliénation d'un immeuble situé à Marseille 1er arrondissement, 37 rue Thubaneau, sur une parcelle cadastrée 801 D 0140 et appartenant à Monsieur Claude Frandji.

CONSIDÉRANT

- Qu'en application de l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille Provence exerce, en matière d'Aménagement de l'Espace Métropolitain, la compétence Plan Local d'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 211-2 du Code de l'Urbanisme, la compétence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre en matière de plan local d'urbanisme emporte de plein droit sa compétence en matière de droit de préemption urbain ;
- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° HN-002-8074/20/CM du 17 juillet 2020, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption ;
- Que par effet de la délibération n° URB 024-7916/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 19 décembre 2019, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à déléguer ponctuellement à l'occasion de l'aliénation d'un bien déterminé le Droit de Préemption Urbain (DPU) ou le Droit de Préemption Urbain Renforcé (DPUR) à toutes les personnes mentionnées à l'article L 213-3 du Code de l'Urbanisme sur le territoire de la Ville de Marseille, au titre desquelles tout concessionnaire d'une opération d'aménagement ;
- Que ce bien entre dans le champ d'intervention de l'opération d'Eradication de l'Habitat Indigne confiée au concessionnaire Marseille Habitat pour le lot n°1 ;

- Que la concession d'Eradication de l'Habitat Indigne est un outil opérationnel de lutte contre l'habitat indigne permettant d'intervenir sans délai sur le parc privé dégradé marseillais par la maîtrise foncière d'immeubles en mauvais état structurel et/ou présentant des conditions médiocres d'habitabilité pour leurs occupants ;
- Que la maîtrise foncière de ce bien est nécessaire à la requalification du tissu urbain dégradé et la lutte contre l'habitat indigne compte tenu de l'approbation par délibération métropolitaine du 20 juin 2019 n° DEVT 003-64/19/CM de l'acquisition par voie d'expropriation pour cause d'utilité publique au profit de Marseille Habitat d'une première vague de 40 immeubles sur l'ensemble de la ville de Marseille pour permettre la production de logement social dont l'immeuble sis 37 rue Thubaneau 13001.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à Marseille Habitat pour l'acquisition de la pleine propriété de l'immeuble d'une surface utile de 390 m² environ, sis sur la parcelle cadastrée 801 D 0140 d'une contenance cadastrale de 132 m², situé au 37 rue Thubaneau à Marseille 1er arrondissement appartenant à Monsieur Claude Frandji.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision

Fait à Marseille, le 04 août 2020

Martine VASSAL

Décision n° 20/705/D

Mise en demeure d'acquérir la parcelle cadastrée AR 0150 sise impasse des Oiseaux à Sausset-les-Pins, appartenant à Madame Jacqueline VEGLIO ALCAIS.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 230-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° URB 001-7993/19/CM du 19 décembre 2019 approuvant le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUI) du Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal n° HN 001-8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine VASSAL en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La mise en demeure d'acquérir du 16 avril 2019 et réceptionnée le 7 mai 2019 ;
- L'ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire, à l'adaptation des procédures pendant cette même période et ses modificatifs ;
- L'avis de la Direction Immobilière de l'Etat du 22 juillet 2020.

CONSIDÉRANT

- Que par courrier reçu le 7 mai 2019, Madame Jacqueline VEGLIO ALCAIS a mis en demeure la Métropole Aix-Marseille-Provence d'acquérir la parcelle cadastrée AR 0150 sise Impasse des Oiseaux à Sausset-les-Pins ;
- Que la parcelle cadastrée AR 0150 est grevée au PLUI de l'emplacement réservé pour voirie n° SLP-003-12.

DECIDE

Article 1 :

Est décidé d'acquérir la parcelle cadastrée AR 0150 pour une superficie de 371 m² située à Sausset-les-Pins moyennant la somme de 213 000 euros conformément à l'évaluation de la Direction Immobilière de l'Etat en date du 22 juillet 2020.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision

Fait à Marseille, le 29 juillet 2020

Martine VASSAL

Décision n° 20/706/D

Décision d'ester en justice - Désignation de la SELAS Charrel et Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Mesdames Florence Metge épouse Galatoire et Pascale Metge épouse Allen

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN001/8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/MM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente ;
- La requête n°2004591-2 déposée le 19.06.2020 devant le Tribunal Administratif de Marseille par Mesdames Florence Metge épouse Galatoire et Pascale Metge épouse Allen demandant l'annulation de la délibération URB 001-7933/19/CM du 19 décembre 2019 par laquelle le conseil de la Métropole Aix Marseille Provence a approuvé le PLUI du territoire Marseille Provence et ensemble la décision implicite de rejet du recours gracieux du 21/04/2020 au motif que les parcelles dont elles sont propriétaires ont été classées en zone UM1 ce qui exclut toute nouvelle construction sur des terrains non bâtis.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELAS Charrel et Associés domiciliée, 5 rue Boussairolles, 34000 Montpellier.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SELAS Charrel et Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4:

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr .

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 30 juillet 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 30 Juillet 2020

Décision n° 20/707/D

Décision d'estimer en justice. Désignation du Cabinet Abeille Associés Avocats pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Yves POINTEL

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête en référé n° 2004635 présentée par Monsieur Yves Pointel devant le Tribunal Administratif de Marseille, suite à une chute dans une excavation de chantier survenue avenue des Belges à Aix-en-Provence le 14 décembre 2018, et tendant à la production par la commune d'Aix-en-Provence de l'enquête administrative par elle diligentée ; à ce que soit ordonnée une expertise médicale ; à la condamnation de la commune et de la Métropole au versement d'une provision de 10 000 euros, et enfin, à ce qu'une somme de 2000 euros soit mise à la charge de la commune et de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le fondement de l'article L. 761-1 du Code de Justice Administrative ;
- La déclaration de sinistre enregistrée par la SMACL, assureur de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par le Cabinet Abeille Associés Avocats.

Article 2 :

Les crédits nécessaires au règlement des honoraires dus au Cabinet Abeille Associés Avocats pour représenter la Métropole, ainsi que tous les frais inhérents à ce dossier, sont pris en charge par la SMACL Assurances au titre de la protection juridique.

Article 3 :

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 4 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 30 juillet 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 30 Juillet 2020

Décision n° 20/708/D

Décision d'ester en justice. Désignation du groupement Sindres-Vedesi pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Yves et Magali Peirone (référé suspension)

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête en référé n°2005200-4 présentée par Monsieur Yves Peirone et Madame Magali Peirone auprès du juge des référés du Tribunal Administratif de Marseille et tendant à la suspension de l'arrêté du 14 mai 2020 par lequel l'adjoint délégué à l'urbanisme de la commune d'Aix-en-Provence a autorisé les travaux projetés dans la déclaration préalable de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la réalisation d'aires de stationnement ouvertes au public sur un terrain sis Chemin de Beauvalle à Aix-en-Provence (parcelle cadastrée section CI 0165), ainsi qu'à ce qu'une somme de 2 000 euros soit mise à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le fondement de l'article L. 761-1 du Code de Justice Administrative.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par le groupement Sindres-Vedesi – 40 rue Edouard Delanglade – 13006 Marseille.

Article 2 :

Les honoraires dus au groupement Sindres-Vedesi pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 30 juillet 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 30 Juillet 2020

Décision n° 20/709/D

Décision d'estimer en justice. Désignation du groupement Sindres-Vedesi pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Yves et Magali Peirone (procédure au fond)

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°2005194-4 présentée par Monsieur Yves Peirone et Madame Magali Peirone devant le Tribunal Administratif de Marseille et tendant à l'annulation de l'arrêté du 14 mai 2020 par lequel l'adjoint délégué à l'urbanisme de la commune d'Aix-en-Provence a autorisé les travaux projetés dans la déclaration préalable de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la réalisation d'aires de stationnement ouvertes au public sur un terrain sis Chemin de Beauvalle à Aix-en-Provence (parcelle cadastrée section CI 0165), ainsi qu'à ce qu'une somme de 2 000 euros soit mise à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le fondement de l'article L. 761-1 du Code de Justice Administrative.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par le groupement Sindres-Vedesi – 40 rue Edouard Delanglade – 13006 Marseille.

Article 2 :

Les honoraires dus au groupement Sindres-Vedesi pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 30 juillet 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 30 Juillet 2020

Décision n° 20/710/D

Demande de subvention d'investissement relative à l'opération - Requalification et désimperméabilisation des espaces publics de la zone des Paluds à Aubagne- auprès de l'Agence de l'eau.contrat de Rivière Phase II

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° URB 029-13/12/18 CM approuvant la création et de l'affectation de l'opération d'investissement "Etudes pré-opérationnelles secteurs à enjeux"
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains de ces investissements traduisent les politiques publiques métropolitaines et peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.
- Que dans le cadre du plan d'action du projet des « Nouveaux Paluds », a été identifiée la nécessité de requalifier les espaces publics de la zone des Paluds. Cette démarche de requalification des espaces publics, visant d'une part à hiérarchiser les usages pour améliorer le fonctionnement global de la zone et d'autre part à répondre à des enjeux d'amélioration de cadre de vie, repose sur trois piliers :

- la gestion globale de l'eau,
- les mobilités (et notamment la place du piétons/de l'actif) et
- la végétalisation des espaces (lutte contre les îlots de chaleur, lutte contre la pollution).

Les préconisations des « Ateliers des Territoires » engagées par la DDTM, la DREAL et l'Agence de l'eau sur le volet gestion de l'eau seront prises en compte. Cette étude comporte un volet désimperméabilisation des espaces publics. L'étude de « Requalification des espaces publics » a un objectif opérationnel visant à définir un programme et un calendrier de travaux.

- Qu'au vu des enjeux identifiés sur la gestion du pluvial, cette étude a fait l'objet d'une fiche action inscrite au Contrat de rivière phase II, approuvé par délibération du Conseil de Métropole du 19 décembre 2019.
- Que le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 79100 euros HT.
- Que cette étude s'inscrit dans l'opération globale "Etudes secteurs à enjeux" créée en 2019 pour un montant de 1 500 000 € TTC.
- Qu'une demande de subvention a également été déposée auprès de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, dans le cadre du "Contrat d'équilibre Territoriale" approuvé par délibération n° URB 019-14/12/17 CM en date du 14 décembre 2017.
- Que le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Financement externe

Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur Contrat Régional Etat Région	50 %	39550 euros HT
Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse Contrat de Rivière Huveaune Phase II	30 %	23730 euros HT

Autofinancement

Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	15820 euros HT
TOTAL	100 %	79100 euros HT

DECIDE

Article 1 :

D'approuver la demande de subvention auprès l'Agence de l'eau pour la mise en œuvre de la fiche action n°BD35 du Contrat de Rivière approuvé en décembre 2019 et à autoriser la signature de tous les documents y afférents

Article 2 :

D'autoriser à solliciter des aides financières auprès de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération

Article 3 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à réaliser cette opération, selon les principes de la Charte Qualité nationale des réseaux d'eau potable et selon les principes de la Charte Qualité nationale des réseaux d'assainissement, et à mentionner dans les pièces du Dossier de Consultation des Entreprises que l'opération sera réalisée sous la charte qualité nationale des réseaux d'eau potable et de la Charte Qualité nationale des réseaux d'assainissement

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le budget 2020 et suivant de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Opération n° 2019000700 - Sous-Politique C141 - chapitres 20 et 23 - Fonction 515.

La recette correspondante sera constatée en section d'investissement sur le budget 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Opération n°2019000700 – Chapitre 13 - Fonction 515 - Sous politique C141.

Article 4 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 31 août 2020

Martine VASSAL

Décision n° 20/711/D

Demande de subvention auprès du Conseil Régional Provence Alpes-Côte-d'Azur pour le co-financement des études portant sur la réalisation de la ligne de tramway "VAL TRAM" entre la Boulladisse et Aubagne.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n°44-0415 du conseil communautaire du Pays d’Aubagne et de l’Etoile du 14 mai 2015, approuvant le lancement de la concertation préalable du 18 mai au 20 juin 2015 ;
- La délibération n° 21-0715 du 6 juillet 2015 du conseil communautaire du Pays d’Aubagne et de l’Etoile, approuvant le bilan de la concertation préalable ;
- La délibération n°023-1398 du 15 décembre 2016, approuvant la création et l’affectation d’une autorisation de programme relative au projet d’investissement du tramway Val’Tram entre La Bouilladisse et Aubagne ;
- La délibération n°022-1397 du 15 décembre 2016, engageant la procédure d’enquête publique du projet Val’Tram ;
- Le Contrat Régional d’Equilibre Territorial de la Métropole Aix-Marseille Provence, conclu le 16 février 2018 entre la Métropole et le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d’Azur ;
- La délibération 034-5124 du 13 décembre 2018, approuvant la création et l’affectation de l’opération d’investissement « réalisation d’aménagements modes actifs de type voies vertes ;
- La délibération 003-7092 du 24 octobre 2019, approuvant la révision du programme et l’affectation de l’opération d’investissement d’un tramway entre Aubagne et la Bouilladisse-val’Tram ;
- La délibération HN 001/8065/20 CM du Conseil de la Métropole du 9 juillet 2020 relative à l’élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération HN002-8074/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 Juillet 2020 relative à la délégation de compétence à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

PREAMBULE

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation ;

Le projet Val'Tram consiste en la réalisation d'une ligne de tramway à traction électrique standard entre La Bouilladisse et Aubagne en réutilisant principalement la plateforme de l'ancienne voie ferrée dite de Valdonne ;

La réouverture de la Voie de Valdonne est identifiée comme un axe prioritaire dans le traitement de la question des déplacements sur le Pays d'Aubagne et de l'Etoile depuis de nombreuses années. Elle fait l'objet de mesures prises dans le Plan de Déplacements Urbains de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile adopté en juillet 2006, dans le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT), dans l'Agenda 21 adopté en octobre 2012 et plus récemment dans l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine adopté en décembre 2016 et dans le projet de PDU métropolitain arrêté en décembre 2019 ;

Cette ligne de tramway d'une longueur de 14.4 kilomètres dont 1.2 kilomètres de voie nouvelle entre Aubagne-nord et la gare d'Aubagne bénéficiera d'un site propre intégral sur l'ensemble du parcours avec priorité aux feux et onze stations complètement aménagées dans le cadre du projet ;

La ligne offrira une meilleure desserte du territoire en desservant la vallée principale vers La Bouilladisse et la vallée de la Sainte-Baume (Auriol / Saint-Zacharie), tout en pensant en parallèle aux évolutions du plan de circulation et à l'ambition de la ville d'Aubagne de réviser la hiérarchie de son réseau pour valoriser les contournements du centre-ville ;

L'intermodalité du projet est assuré par l'aménagement de 3 parcs relais pour un total de 500 places en libre accès et de poches de stationnement de proximité, une arrivée en gare d'Aubagne en prolongement de la ligne de tramway Charrel – Gare en connexion directe avec le TER et les lignes de cars express métropolitaines, d'aménagements permettant les échanges de quais à quais avec le réseau de bus des lignes de l'agglomération, des stationnements vélos sur chacune des stations ;

Le calendrier prévisionnel de l'opération est le suivant :

- Deuxième trimestre 2021 : mise à jour des études d'Avant-Projet
- 2021-2022 : études de Projets
- 2023-2025 : travaux et mise en service

Le coût prévisionnel des études relatives au projet de création de la ligne de tramway Val'Tram est estimé à **3 M€HT**.

Le Plan de financement prévisionnel de ces études est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-d'Azur « CRET de la Métropole Aix-Marseille Provence »	20%	600 000 €
Métropole Aix-Marseille-Provence	80 %	2 400 000 €
TOTAUX	100 %	3 000 000 €

CONSIDÉRANT

- Qu'il convient de solliciter une aide financière auprès du Conseil Régional Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, dans le cadre du Contrat Régional d'Equilibre Territorial de la Métropole Aix-Marseille Provence, pour le co-financement des études relatives au projet de création de la ligne de tramway Val'Tram entre La Bouilladisse et Aubagne.

DECIDE

Article 1 :

D'autoriser Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, à solliciter des aides financières auprès du Conseil Régional Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent notamment toute convention d'exécution, pour la réalisation des études relatives au projet de création de la ligne de tramway Val'Tram entre La Bouilladisse et Aubagne.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille Provence sur les imputations budgétaires : Budget Annexe Transports - Section Investissement - Opération : 2017400100 - Nature : 2031 - Sous politique : C210.

La recette correspondante est inscrite aux budgets 2020 et suivants de la Métropole sur les imputations budgétaires : Budget Annexe Transports - Section Investissement - Nature : 1312 -Sous politique C210 - Code opération n° 2017400100.

Article 3 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 07 septembre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Septembre 2020

Décision n° 20/712/D

Mise à disposition préalable au transfert de propriété d'un terrain appartenant à la Ville de Marseille au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'extension Nord-Sud du réseau Tramway.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole qui a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération ainsi que la création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel / Montfuron ;
- La délibération HN 001-8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 002-8074/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

PREAMBULE

La Métropole Aix-Marseille-Provence, autorité organisatrice des transports depuis le 1^{er} janvier 2016, assure la maîtrise d'ouvrage des extensions Nord et Sud du réseau de tramway de Marseille, au Nord jusqu'à Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à la Gaye. Cette extension poursuit l'objectif de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun.

Par délibération n° DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération ainsi que la création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel / Montfuron.

Le prolongement évoqué représente :

- Sur sa partie Nord, un linéaire supplémentaire de 1.8 km (Extension Arenc – Capitaine Gèze) ;
- Sur sa partie Sud, un linéaire supplémentaire de 4.4 km (Extension Castellane – La Gaye).

Le projet intègre la requalification complète des artères empruntées avec un traitement complet de façade à façade.

Dans le cadre de l'opération, la rue de Lyon doit être élargie à 29 m, notamment sur des terrains appartenant actuellement à la Ville de Marseille.

Aussi, la Ville de Marseille entend mettre à disposition de la Métropole Aix-Marseille-Provence un terrain constitué des parcelles cadastrées 901 I n°29, 33 et 34 et envisage de l'autoriser à engager les travaux de dépollution et de démolition de l'ensemble du bâti sur ledit terrain.

Au terme de ces travaux, les cessions foncières en vue de l'intégration dans le domaine public métropolitain des terrains en cause seront régularisées par acte notarié.

CONSIDÉRANT

- Que la Ville de Marseille entend mettre à la disposition de la Métropole Aix-Marseille-Provence un ensemble de parcelles dont elle est propriétaire pour la réalisation des extensions Nord et Sud du tramway de Marseille ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence sera donc autorisée par la Ville de Marseille à occuper temporairement lesdites parcelles et à opérer les travaux de dépollution et de démolition du bâti dans l'attente des procédures foncières de transfert de propriété.

DECIDE

Article 1 :

D'approuver et signer la convention avec la Ville de Marseille portant mise à disposition anticipée, préalablement au transfert de propriété d'une emprise bâtie de 3828 m², composée des parcelles cadastrées 901 I n°29, 33 et 34.

Cette convention permet à la Métropole Aix-Marseille-Provence de procéder aux opérations de désamiantage et de démolition des bâtiments à l'intérieur du périmètre foncier.

Article 2 :

Cette convention est conclue entre les partenaires à titre gracieux pour une durée de huit ans.

Sa résiliation interviendra de plein droit à la signature de l'acte de transfert de propriété du terrain en cause.

Article 3 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 20 août 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 20 Août 2020

Décision n° 20/713/D

Délégation du droit de préemption urbain à la commune de Cadolive pour l'acquisition d'un bien immobilier situé Quartier Le Paté appartenant à la SARL L'Escaillon

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1, L 211-2, L 213-3, L 300-1 et suivants ;
- La Loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La Loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° URB 014-3666/18/CM du 22 mars 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Cadolive ;
- La délibération n° URB 020-7912/19/CM du 19 décembre 2019 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant la Modification simplifiée n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Cadolive ;
- La délibération n° URB 040-4658/18/CM du 18 octobre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence instaurant le droit de préemption urbain sur les zones U et AU de son territoire ;
- La délibération n° HN001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN002-8074/20/CM du 17 Juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie de Cadolive le 24 Juin 2020 enregistrée sous le numéro IA 13020 20 M0017 portant aliénation des parcelles cadastrées section AA61, AA105, AA106, AA108, AA109, soit un terrain nu de 4 049 m² sis Quartier Le Paté, appartenant à la SARL L'ESCAILLON ;
- Le courrier de la commune de Cadolive, du 30 juin 2020 sollicitant la Métropole afin que lui soit délégué le droit de préemption.

CONSIDÉRANT

- Qu'en application de l'article L 211-2 du Code de l'Urbanisme, la compétence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre en matière de plan local d'urbanisme emporte de plein droit sa compétence en matière de droit de préemption urbain ;
- Qu'en application de l'article L 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption ;
- Qu'en l'espèce, le bien proposé à l'aliénation sur la commune de Cadolive, soit un terrain non bâti de 4 049 m² cadastré section AA61, AA105, AA106, AA108, AA109, classés en zones 1Au et Nt du Plan Local d'Urbanisme de la Commune approuvé le 22 mars 2018, et modifié le 19 décembre 2019, est concerné par l'Opération d'Aménagement Programmé dite de la « Cité Minière du Paté » dont les enjeux principaux sont de permettre la rénovation urbaine de l'ancienne cité minière et l'amélioration du maillage viaire avec la Commune de Saint Savournin, limitrophe.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain est délégué à la commune de Cadolive pour l'acquisition des parcelles cadastrées section AA61, AA105, AA106, AA108, AA109, sises Quartier Le Paté, appartenant à la SARL L'Escaillon.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 20 août 2020

Martine VASSAL

Décision n° 20/714/D

Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de la commune de La Ciotat d'un terrain et d'une construction sis 15 rue Louis Vignol 13600 La Ciotat, cadastrés AC 0281 appartenant à Madame Anne-Marie JEANSELME

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1, L 211-1 et suivants, L 213-1 et suivants et L 300 -1 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération URB 021-7916/CM du 19 décembre 2019 déléguant le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé sur le territoire de Marseille Provence
- Les délibérations URB 001-7380/19 et URB 010-7381/19 du 19 décembre 2019 instaurant le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé aux communes membres à l'exception de la Ville de Marseille ;
- La délibération URB001-7993/CM du 19 décembre 2019 approuvant le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) du Territoire Marseille Provence ;
- La délibération HN 001-8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole à la Présidente ;
- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie de La Ciotat le 1er juillet 2020, enregistrée sous le numéro IA 013 028 20 M0246 portant aliénation d'un terrain et d'une construction sis 15 rue Louis Vignol à la Ciotat, cadastrés AC 0281, appartenant à Madame Anne-Marie JEANSELME ;
- Le courrier de la commune de La Ciotat du 31 juillet 2020 sollicitant la Métropole Aix-Marseille-Provence afin que lui soit délégué le droit de préemption urbain renforcé.

Reçu au Contrôle de légalité le 20 Août 2020

CONSIDÉRANT

- Qu'en application de l'article L 211-2 du Code de l'Urbanisme, la compétence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre en matière de plan local d'urbanisme emporte de plein droit sa compétence en matière de droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé ;
- Qu'en application de l'article L 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption ;
- Qu'en l'espèce, le bien proposé à l'aliénation sur la commune de La Ciotat, soit un terrain et une construction cadastrés AC 0281, classés en zone UBp du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal du Territoire Marseille Provence, approuvé le 19 décembre 2019 est situé 15 rue Louis Vignol, au sein du centre ancien, lequel fait l'objet d'une opération de revitalisation dans un secteur couvert par une concession d'aménagement en phase d'étude pré-opérationnelle.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la commune de La Ciotat pour l'acquisition d'un terrain et d'une construction sis 15 rue Louis Vignol 13600 La Ciotat, cadastrés AC0281 pour 50 m², appartenant à Madame Anne-Marie JEANSELME.

Article 2 :

Monsieur le Directeur général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 20 août 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 20 Août 2020

Décision n° 20/715/D

Délégation du droit de préemption urbain au profit de la commune de Saint Victoret d'un terrain et d'une construction sis 46 Boulevard Guynemer 13730 Saint Victoret, cadastrés AB0250, appartenant à Mme Véronique ROUX

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1, L 211-1 et suivants, L 213-1 et suivants et L 300 -1 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Les délibérations URB 001-7380/19 et URB 010-7381/19 du 19 décembre 2019 instaurant le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé aux communes membres à l'exception de la Ville de Marseille ;
- La délibération URB 021-7916/CM du 19 décembre 2019 déléguant le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé sur le territoire de Marseille Provence ;
- La délibération URB001-7993/CM du 19 décembre 2019 approuvant le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) du Territoire Marseille Provence ;
- la délibération HN 001-8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole à la Présidente ;
- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie de Saint-Victoret le 24 juillet 2020, enregistrée sous le numéro IA 013 102 20 M0090 portant aliénation d'un terrain et d'une

construction sis 46 boulevard Guynemer à Saint-Victoret, cadastrés AB0250, appartenant à Madame Véronique Roux ;

- Le courrier de la commune de Saint-Victoret du 29 juillet 2020 sollicitant la Métropole Aix-Marseille-Provence afin que lui soit délégué le droit de préemption urbain.

CONSIDÉRANT

- Qu'en application de l'article L 211-2 du Code de l'Urbanisme, la compétence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre en matière de plan local d'urbanisme emporte de plein droit sa compétence en matière de droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé ;
- Qu'en application de l'article L 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption.
- Qu'en l'espèce, le bien proposé à l'aliénation sur la commune de Saint-Victoret, soit un terrain et une construction cadastrés AB 0250, classés en zone UBt2 du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal du Territoire Marseille Provence, approuvé le 19 décembre 2019 est situé 46 boulevard Guynemer, au sein du centre ancien, et que son acquisition doit contribuer au bon développement du centre-ville ancien et son re-dynamisme en favorisant l'installation de commerces de proximité et d'équipements publics.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain est délégué à la commune de Saint-Victoret pour l'acquisition d'un terrain et d'une construction sis 4 Boulevard Guynemer 13700 Saint-Victoret, cadastrés AB0250 pour 481 m², appartenant à Madame Véronique ROUX.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 09 septembre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Septembre 2020

Décision n° 20/716/D

Délégation du droit de préemption urbain à la commune de La Fare les Oliviers pour l'acquisition d'un bien immobilier cadastré section AM numéro 70 sis chemin de la Giraude appartenant aux consorts Cavalli.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme et notamment les articles L 210-1, L 211-2, L 213-3, L 300-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection du Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole à la Présidente ;
- La délibération du 26 juin 2000 prise par la commune de La Fare les Oliviers instituant le droit de préemption sur la commune de La Fare les Oliviers ;
- La délibération du 23 novembre 2007 prise par la commune de La Fare les Oliviers modifiant le périmètre du droit de préemption sur la commune de La Fare les Oliviers ;
- La délibération du 24 juin 2010 prise par la commune de La Fare les Oliviers modifiant la délibération du 23 novembre 2007 dans son 3^{ème} visa et 3^{ème} alinéa ;
- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie de La Fare les Oliviers le 28 juillet 2020 enregistrée sous le n°013 037 20M0069 portant aliénation d'un bien immobilier cadastré section AM sous le numéro 70 appartenant aux Consorts Cavalli ;
- Le courrier de la commune de La Fare les Oliviers du 30 juillet 2020 demandant à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence de lui déléguer son droit de préemption urbain.

Reçu au Contrôle de légalité le 20 Août 2020

CONSIDÉRANT

- Qu'en application de l'article L.5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice du droit de préemption,
- Qu'en l'espèce, le bien proposé à l'aliénation situé sur la commune de La Fare les Oliviers cadastré section AM numéro 70 classé en zone UC et grevé d'un emplacement réservé n° 47 (*aménagement de la voie communale chemin de la Germaine et de la Giraude*) au Plan Local d'Urbanisme en vigueur, ne présente pas d'intérêt pour la Métropole mais permettrait à la commune de mettre en œuvre ledit aménagement de la voie communale
- Que la préemption présente donc un intérêt pour la commune de La Fare les Oliviers.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain est délégué à la commune de La Fare les Oliviers pour l'acquisition d'un bien immobilier cadastré section AM numéro 70 sis, chemin de la Giraude à La Fare les Oliviers, appartenant aux Consorts CAVALLI.

Article 2 :

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique «Télérécours citoyen» accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 3 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision

Fait à Marseille, le 20 août 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 20 Août 2020

Décision n° 20/717/D

Délégation du droit de préemption urbain à la commune de La Fare les Oliviers pour l'acquisition d'un bien immobilier cadastré section AH numéro 655 sis 7B, chemin de la Crémade

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme et notamment les articles L 210-1, L 211-2, L 213-3, L 300-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection du Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole à la Présidente ,
- La délibération du 26 juin 2000 prise par la commune de La Fare les Oliviers instituant le droit de préemption sur la commune de La Fare les Oliviers,
- La délibération du 23 novembre 2007 prise par la commune de La Fare les Oliviers modifiant le périmètre du droit de préemption sur la commune de La Fare les Oliviers,
- La délibération du 24 juin 2010 prise par la commune de la Fare les Oliviers modifiant la délibération du 23 novembre 2007 dans son 3^{ème} visa et 3^{ème} alinéa,
- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie de La Fare les Oliviers le 8 juillet 2020 enregistrée sous le n°013 037 20M0052 portant aliénation d'un bien immobilier cadastré section AH sous le numéro 655 appartenant à Monsieur Benoît ARANDA,
- Le courrier de la commune de La Fare les Oliviers du 8 juillet 2020 demandant à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence de lui déléguer son droit de préemption urbain.

Reçu au Contrôle de légalité le 20 Août 2020

CONSIDÉRANT

- Qu'en application de l'article L.5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice du droit de préemption,
- Qu'en l'espèce, le bien proposé à l'aliénation situé sur la commune de La Fare les Oliviers cadastré section AH numéro 655 classé en zone UC et grevé d'un emplacement réservé n° 23 (*aménagement de la voie communale chemin de la Crémade*) au Plan Local d'Urbanisme en vigueur, ne présente pas d'intérêt pour la Métropole mais permettrait à la commune de mettre en œuvre ledit aménagement de la voie communale,
- Que la préemption présente donc un intérêt pour la commune de La Fare les Oliviers.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain est délégué à la commune de La Fare les Oliviers pour l'acquisition d'un bien immobilier cadastré section AH numéro 655 sis 7B, chemin de la Crémade à La Fare les Oliviers, appartenant à Monsieur Benoît ARANDA.

Article 2 :

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique «Télérecours citoyen» accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 3 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 20 août 2020

Martine VASSAL

Décision n° 20/718/D

Demande de subvention d'investissement relative au financement de l'opération "Achat de Vélos à Assistance Electrique (VAE) par la Métropole Aix-Marseille-Provence"

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération MOB 014-8341/20 CM du 31 juillet 2020 relative à la création de l'opération d'acquisition d'une flotte de vélo à assistance électrique en vue du déplacement d'un service de location longue durée.

CONSIDÉRANT

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « Achat de Vélos à Assistance Electrique (VAE) par la Métropole Aix-Marseille-Provence »
- Que l'objectif de la location de vélo longue durée est de proposer une offre de mobilité en vue d'obtenir un report modal de la voiture vers les modes de déplacements actifs sur des trajets du quotidien.
- Qu'en constituant une flotte de vélos à assistance électrique proposée à la location longue durée, la Métropole Aix-Marseille-Provence entend amorcer une modification des habitudes de déplacement par le passage sur la pratique du vélo électrique ;

- Que dans ce cadre il convient de solliciter une subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière et en particulier le Département des Bouches-du-Rhône.

DECIDE

Article 1 :

D'autoriser madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, à solliciter des aides financières auprès du Département des Bouches-du-Rhône ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 20 août 2020

Martine VASSAL

Décision n° 20/719/D

Mise à disposition du parking P2 des plages « David », au profit de La Ville de Marseille pour l'organisation de la Fête du Vent 2020. Contrat de DSP 15/1623 confié à la société Effia Stationnement Marseille

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire des immeubles relevant de son domaine public suivant :
- Parking David P2 Plages – Promenade Georges Pompidou, 13008 Marseille,
- Que ce bien est géré, dans le cadre d'une convention de délégation de service public n°15/1623 par la société EFFIA STATIONNEMENT Marseille ;
- Que l'article 14.3 « Utilisation des parcs de stationnement pour d'autres usages » prévoit que l'autorité délégante se réserve le droit d'utiliser gratuitement les parcs de stationnement dans la limite de quatre jours par parc de stationnement et par an ;
- Que dans ce cadre la Métropole peut autoriser l'occupation des parkings ;

- Que les biens immobiliers du domaine public de la Métropole ne peuvent faire l'objet que d'une autorisation temporaire d'occupation à caractère précaire et révocable ;
- Que la Ville de Marseille a informé la Métropole de la volonté d'occuper le bien précité et l'a sollicitée afin que lui soit délivrée une autorisation d'occupation temporaire à titre précaire et révocable, dans le cadre de l'organisation de la Fête du Vent, Festival International du Cerf-volant, du 19 septembre 2020 à 8h00 au 20 septembre 2020 à 19h00.

DECIDE

Article 1 :

D'approuver la convention d'occupation temporaire du parking P2 des plages « David » sis promenade Georges Pompidou, 13008 Marseille, au profit de la Ville de Marseille, dans le cadre de la fête du vent.

Article 2 :

La présente autorisation est délivrée, à titre précaire pour la période du 19 septembre 2020 à 8h00 au 20 septembre 2020 à 19h00. A son terme, elle ne sera susceptible d'aucune reconduction.

Article 3 :

Le bénéficiaire est responsable de tous les accidents et dommages pouvant résulter des agissements exécutés au titre de la présente autorisation soit de son fait, soit de celui des personnes agissant pour son compte ou autorisées ou invitées par lui à se trouver sur les lieux. Il contractera à cet effet la ou les polices d'assurance garantissant les risques inhérents à son activité et de responsabilité civile en général, et s'engage à fournir une copie à la Métropole dès l'entrée en vigueur de la présente autorisation.

Article 4 :

Le bénéficiaire est tenu d'utiliser les biens mis à disposition conformément à l'objet visé à l'article 1.

Toute utilisation non conforme audit objet et/ou non compatible avec l'affectation publique des biens, entraînera de fait, et sans indemnité, l'annulation de la présente autorisation.

Article 5 :

La présente autorisation est incessible et intransmissible. Elle est accordée intuitu personae. Le bénéficiaire ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit.

Article 6 :

Tout litige résultant de l'exécution de la présente autorisation est du ressort du Tribunal Administratif de Marseille 22-24 rue Breteuil, 13281 Marseille, cedex 06. Cependant les parties s'engagent avant tout recours contentieux à se rencontrer afin de trouver une solution amiable.

Article 7 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 20 août 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 20 Août 2020

Décision n° 20/720/D

Délégation du droit de préemption urbain au profit de la commune de Saint-Victoret des lots n° 1 et 3, sis 77 Boulevard Barthélémy Abbadie 13700 Saint-Victoret, cadastrés AB 244, appartenant à Madame Josette DE MARIA

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1, L 211-1 et suivants, L.213-1 et suivants et L 300-1 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Les délibérations URB 001-7380/19 et URB 010-7381/19 du 19 décembre 2019 instaurant le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé aux communes membres à l'exception de la Ville de Marseille ;
- La délibération n° URB 024-7916/CM du 19 décembre 2019 déléguant le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé sur le territoire de Marseille Provence ;
- La délibération n° URB 001-7993 CM du 19 décembre 2019 approuvant le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du Territoire Marseille Provence ;
- La délibération HN 001-8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole à la Présidente ;
- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie de Saint-Victoret le 22 juin 2020 enregistrée sous le numéro 013 102 20 M0089 portant aliénation des lots n° 1 et 3 sis 77 Boulevard Barthélémy Abbadie 13700 Saint-Victoret cadastrés AB 244 appartenant à Madame Josette De Maria ;

- Le courrier de la commune de Saint-Victoret du 2 juillet 2020 sollicitant la Métropole Aix-Marseille-Provence afin que lui soit délégué le droit de préemption urbain.

CONSIDÉRANT

- Que le bien est situé en zone UBt2 du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal du Territoire de Marseille Provence dont fait partie la commune de Saint-Victoret, zone favorisant notamment les transitions entre les tissus à dominante continue et les tissus à dominante discontinue ;
- Que le centre ancien de la commune de Saint-Victoret compte aujourd'hui très peu de commerces ;
- Que la commune souhaite favoriser l'installation de petits commerces de proximité et redynamiser le centre-ville historique ;
- Que ce projet est en cohérence avec les projets Prieuré I et II consistant en la réhabilitation du centre-ville ancien ;
- Que cette préemption doit contribuer au redynamisme et au bon développement du centre-ville ancien ;

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain est délégué à la commune de Saint-Victoret pour l'acquisition des lots n° 1 et 3 représentant 731/1 000èmes des parties communes sis 77 Boulevard Barthélémy Abbadie 13700 Saint-Victoret cadastrés AB 244 pour 115 m² et appartenant à Madame Josette DE MARIA.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 20 août 2020

Martine VASSAL

Décision n° 20/722/D

Délégation du droit de préemption urbain à la commune d'Aix-en-Provence pour l'acquisition des parcelles cadastrées AR 145 et AR 146 sises 3 rue Gauffredy à Aix-en-Provence (13100)

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-9 et L. 5217-2 ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 210-1, L. 211-2, L. 213-3 et L. 300-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 à la Présidente ;
- La délibération n°2015-350 du Conseil Municipal de la commune d'Aix-en-Provence en date du 23 juillet 2015 actualisant les droits de préemption urbain sur la commune d'Aix-en-Provence ;
- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie d'Aix-en-Provence le 31 juillet 2020 portant aliénation des parcelles cadastrées AR 145 et AR 146 sises 3 rue Gauffredy à Aix-en-Provence (13100)
- Le courrier de la commune d'Aix-en-Provence en date du 10 août 2020 sollicitant la Métropole Aix-Marseille-Provence afin que lui soit délégué le droit de préemption urbain.

CONSIDÉRANT

- Qu'en application de l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille Provence exerce, en matière d'Aménagement de l'Espace Métropolitain, la compétence Plan Local d'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 211-2 du Code de l'Urbanisme, la compétence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre en matière de plan local d'urbanisme emporte de plein droit sa compétence en matière de droit de préemption urbain ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence peut déléguer son droit de préemption dans les conditions de droit commun prévues aux articles L. 211-2 et L. 213-3 du Code de l'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption.
- Qu'en l'espèce le bien proposé à l'aliénation ne présente pas d'enjeu pour la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Que ces parcelles se situent dans un périmètre présentant un intérêt patrimonial particulier pour la commune d'Aix-en-Provence

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain est délégué à la commune d'Aix-en-Provence pour l'acquisition parcelles cadastrées AR 145 et AR 146 sises 3 rue Gauffredy à Aix-en-Provence (13100)

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 20 août 2020

Martine VASSAL

Décision n° 20/723/D

Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de la commune de Septèmes-les-Vallons du lot n° 3 sis 33 avenue du 8 mai 1945 -13240 Septèmes-les-Vallons cadastré BA 140 appartenant à Madame Stéphanie FORTUNE.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1, L 211-1 et suivants, L.213-1 et suivants et L 300-1 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Les délibérations URB 001-7380/19 et URB 010-7381/19 du 19 décembre 2019 instaurant le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé aux communes membres à l'exception de la Ville de Marseille ;
- La délibération n° URB 024-7916/CM du 19 décembre 2019 délégrant le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé sur le territoire de Marseille Provence ;
- La délibération n° URB 001-7993/CM du 19 décembre 2019 approuvant le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 à la Présidente ;
- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie de Septèmes-les-Vallons le 3 août 2020 enregistrée sous le numéro 013 106 20 M0091 portant aliénation du lot n° 3 sis 33 avenue du 8 mai 1945 13240 Septèmes-les-Vallons cadastré BA 140 appartenant à Madame Stéphanie FORTUNE.

- Le courrier de la commune de Septèmes-les-Vallons du 6 août 2020 sollicitant la Métropole Aix-Marseille-Provence afin que lui soit délégué le droit de préemption urbain.

CONSIDÉRANT

- Qu'en application de l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, en matière d'Aménagement de l'Espace Métropolitain, la compétence Plan Local d'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 211-2 du Code de l'Urbanisme, la compétence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre en matière de Plan Local d'Urbanisme emporte de plein droit sa compétence en matière de droit de préemption urbain ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence peut déléguer son droit de préemption dans les conditions de droit commun prévues aux articles L. 211-2 et L. 213-3 du Code de l'Urbanisme ;
- Que la maîtrise foncière de ce bien, situé en zone UB2, permettra à la commune de Septèmes-les-Vallons de mettre en œuvre une politique de l'habitat aux fins d'atteindre les objectifs de la loi ALUR visés par les articles L300-1, L210-1 du Code de l'Urbanisme consistant d'une part à répondre aux obligations de production de logements locatifs sociaux et d'autre part à élaborer un axe de travail relatif à la réhabilitation de l'habitat ancien tant dans les noyaux villageois que dans les résidences significatives de la commune.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la commune de Septèmes-les-Vallons pour l'acquisition du lot n° 3 consistant en un appartement de 67.36 m², représentant les 336/1 000èmes des parties communes, sis 33 avenue du 8 mai 1945 – 13240 Septèmes-les-Vallons, cadastré BA 140 pour 162 m² et appartenant à Madame Stéphanie FORTUNE.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 20 août 2020

Martine VASSAL

Décision n° 20/724/D

Vente aux enchères d'engins, de poids lourds, de véhicules et équipements de la Métropole Aix-Marseille-Provence mis à la réforme

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 relative aux délégations de compétences du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence dispose d'un parc diversifié d'engins, de poids lourds, de véhicules légers et d'équipements lui permettant d'exercer ses compétences dans des domaines variés tels que la propreté urbaine, la collecte des déchets, la voirie et la circulation ;
- Compte tenu de l'ancienneté et du kilométrage important de certains de ces engins, poids lourds, véhicules et équipements, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence a, par décision, procédé à la mise à la réforme de ces véhicules ;
- Que les engins, poids-lourds, véhicules et équipements concernés par cette mise à la réforme, et dont la liste figure en annexe, sont issus du parc de véhicules industriels géré par la Direction Logistique de la Flotte Technique du Territoire Marseille-Provence et du parc de véhicule affecté à la collecte des déchets sur le Territoire du Pays d'Aix ;

- Qu'il est aujourd'hui proposé de procéder à la vente aux enchères des véhicules et équipements ainsi réformés et de confier la procédure de vente de ces biens au Commissariat aux Ventes des Domaines ; pour précision, un expert mandaté par les Domaines fixera le prix de vente et répartira les véhicules en trois catégories :
 - Véhicules pouvant rester en circulation,
 - Véhicules non ré-immatriculables vendus pour pièces détachées (vente aux récupérateurs de pièces détachées),
 - Véhicules à faire détruire par un ferrailleur agréé (non vendus par les Domaines).
- Que la Direction Nationale d'Interventions Domaniales sera rémunérée par la perception d'une taxe forfaitaire de 11 % payée par l'adjudicataire en sus du prix d'adjudication.
- Qu'à l'issue de la vente aux enchères, les invendus ainsi que les engins, poids lourds, véhicules et équipements classés à détruire seront confiés à un ferrailleur agréé pour dépollution et destruction.

DECIDE

Article 1 :

Est autorisée la vente aux enchères des engins, poids lourds, véhicules et équipements de la Métropole Aix-Marseille-Provence dont la liste figure en annexe.

Article 2 :

Est confiée la procédure de vente de tout ou partie de ces véhicules et équipements au Commissariat aux Ventes des Domaines.

Article 3 :

La recette de la vente des engins, poids lourds, véhicules et équipements, issus du parc de véhicules industriels géré par la Direction Logistique de la Flotte Technique du Territoire Marseille-Provence sera constatée sur le budget principal du Territoire Marseille-Provence.

La recette de la vente des engins, véhicules et équipements, issus du parc de véhicules affectés à la collecte des déchets sur le Territoire du Pays d'Aix sera constatée sur le budget annexe Service Public d'Elimination des Déchets - Territoire du Pays d'Aix, nature 775 et fonction 7212.

Article 4 :

Monsieur Le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de la présente décision.

Fait à Marseille, le 09 septembre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Septembre 2020

Décision n° 20/725/D

Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de Marseille Habitat de biens et droits immobiliers situés au 57 Rue des Petites Maries à Marseille 1er arrondissement cadastrés 801 B 57 appartenant à Monsieur Jean-Marc Asta.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1, L 211-1 et suivants, L.213-1 et suivants et L 300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001/8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020, relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM, du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole à la Présidente ;
- La délibération URB 011-7382/19/BM du 19 décembre 2019 instaurant le Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la Ville de Marseille ;
- La délibération n° URB 024-7916/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 19 décembre 2019 déléguant le Droit de Préemption Urbain et le Droit de Préemption Urbain Renforcé sur le territoire de Marseille Provence ;
- La délibération n° URB 001-7993/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 19 décembre 2019 portant approbation du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille-Provence n° FCT 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert des opérations d'aménagement en cours des communes de Marseille et la Ciotat ;

Reçu au Contrôle de légalité le 27 Août 2020

- La concession d'Eradication de l'Habitat Indigne « EHI » n° T1600918CO, couvrant le lot n°1 « Centre Sud » (1er, 5ème, 6ème, 7ème, 8ème, 10ème, 11ème, 12ème arrondissements ainsi que les quartiers Grands - Carmes et Hôtel de Ville dans le 2ème arrondissement, les quartiers Blancarde et Cinq Avenue dans le 4ème arrondissement) approuvée par la ville de Marseille par délibération n°07/1257/EHCV du 10 décembre 2007 ;
- L'avenant n°18 à la concession précitée du 22 décembre 2015, par lequel la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée à la ville de Marseille en qualité d'autorité concédante ;
- La délibération n° DEVT 012-5206/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 13 décembre 2018 approuvant une stratégie territoriale durable et intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé ;
- La délibération n° DEVT 006-7464/19/BM du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence constituant un engagement des procédures d'expropriation nécessaires à la lutte contre l'habitat indigne ;
- La déclaration d'intention d'aliéner n° 013 201 20 M 0213 reçue en mairie de Marseille le 1^{er} juillet 2020, portant aliénation de biens et droits immobiliers situés au 57 Rue des Petites Maries à Marseille 1er arrondissement, sur une parcelle cadastrée 801 B 0057 et appartenant à Monsieur Jean-Marc Asta ;

CONSIDÉRANT

- Qu'en application de l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille Provence exerce, en matière d'Aménagement de l'Espace Métropolitain, la compétence Plan Local d'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 211-2 du Code de l'Urbanisme, la compétence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre en matière de plan local d'urbanisme emporte de plein droit sa compétence en matière de droit de préemption urbain ;
- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption ;
- Que par effet de la délibération n° URB 024-7916/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 19 décembre 2019, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à déléguer ponctuellement à l'occasion de l'aliénation d'un bien déterminé le Droit de Préemption Urbain (DPU) ou le Droit de Préemption Urbain Renforcé (DPUR) à toutes les personnes mentionnées à l'article L 213-3 du Code de l'Urbanisme sur le territoire de la ville de Marseille, au titre desquelles tout concessionnaire d'une opération d'aménagement ;
- Que ce bien entre dans le champ d'intervention de l'opération d'Eradication de l'Habitat Indigne confiée au concessionnaire Marseille Habitat pour le lot n°1 ;
- Que la concession d'Eradication de l'Habitat Indigne est un outil opérationnel de lutte contre l'habitat indigne permettant d'intervenir sans délais sur le parc privé dégradé marseillais par la maîtrise foncière d'immeubles en mauvais état structurel et/ou présentant des conditions médiocres d'habitabilité pour leurs occupants ;

- Que la maîtrise foncière de ce bien parait nécessaire à la requalification du tissu urbain dégradé et à la lutte contre l'habitat indigne compte tenu de son état de péril lié à celui de l'immeuble mitoyen, à savoir le 59, Rue des Petites Maries (ce dernier, étant l'objet de la délibération en date du 19 décembre 2019 n° DEVT 006-7464/19/BM approuvant l'engagement de procédures d'expropriation nécessaire à la lutte contre l'habitat indigne concernant 19 immeubles afin de permettre la production de logements sociaux et citée ci-dessus).

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à Marseille Habitat pour l'acquisition de la pleine propriété des lots numéros 3, 4, 5 et 6 représentant respectivement les 226, les 243, les 15 et de nouveau les 15 millièmes de copropriété, dans l'immeuble sis sur la parcelle cadastrée 801 B 57 d'une contenance de 58 m², situé au 57 Rue des Petites Maries à Marseille 1^{er} arrondissement appartenant à Monsieur Jean-Marc Asta.

Article 2 :

Monsieur Le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 27 août 2020

Martine VASSAL

Décision n° 20/726/D

Réforme d'engins, véhicules et équipements de la Métropole Aix-Marseille-Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 002-17/07/20 CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que l'opération de mise à la réforme d'un bien consiste à le sortir de l'actif de la collectivité pour sa valeur nette comptable en cas de démolition, de destruction ou de mise hors service d'une immobilisation résultant d'un acte volontaire (mise au rebut d'un bien en fin de vie ou devenu obsolète...) ou d'un événement indépendant de la volonté de la collectivité (incendie, vol...) ;
- Que la Direction Logistique de la Flotte Technique du Territoire Marseille-Provence gère un parc de véhicules industriels destinés à l'exercice des missions de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans des domaines variés tels que la propreté urbaine et la voirie ;
- Que compte tenu de l'ancienneté et du kilométrage important de certains de ces véhicules et équipements, qui n'ont plus de valeur nette comptable, il convient de procéder à leur mise à la réforme et ainsi de les retirer de l'inventaire du patrimoine de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Qu'en outre, afin de maintenir un parc de véhicules opérationnel, la Métropole Aix-Marseille-Provence a fait l'acquisition de véhicules et engins neufs pour les besoins de cette Direction.

DECIDE

Article 1 :

D'approuver l'opération de mise à la réforme des engins, véhicules et équipements de la Métropole Aix-Marseille-Provence, dont la liste figure en annexe.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 09 septembre 2020

Martine VASSAL

Décision n° 20/727/D

Délégation du droit de préemption urbain renforcé à la commune d'Auriol pour l'acquisition d'un bien immobilier situé 15 Rue Coulette appartenant à Monsieur Bonito François.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1, L 211-2, L 213-3, L 300-1 et suivants ;
- La Loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La Loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001/8065/20 CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente ;
- La délibération n° 01/2012 du 19 février 2012 du Conseil Municipal approuvant le Plan Local d'Urbanisme de la Commune d'Auriol ;
- La délibération n° 61/2015 du 29 juin 2015 du Conseil Municipal approuvant la modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune d'Auriol ;
- La délibération n° 55/2017 du 10 juillet 2017 du Conseil Municipal approuvant la modification n° 2 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune d'Auriol ;
- La délibération n° URB 011-6793/19/CM du 26 septembre 2019 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, instituant le droit de préemption urbain renforcé sur la Commune d'Auriol ;
- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie d'Auriol le 05 août 2020 enregistrée sous le numéro IA 13007 20 M0056 portant aliénation du lot 2 soit un pour une surface de 54,10 m2 sis 15 Rue Coulette, appartenant à Monsieur Bonito François ;

- La demande de la commune d'Auriol du 05 août 2020 sollicitant la Métropole Aix-Marseille-Provence afin que lui soit délégué le droit de préemption urbain.

CONSIDÉRANT

- Qu'en application de l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille Provence exerce, en matière d'Aménagement de l'Espace Métropolitain, la compétence Plan Local d'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 211-2 du Code de l'Urbanisme, la compétence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre en matière de plan local d'urbanisme emporte de plein droit sa compétence en matière de droit de préemption urbain ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence peut déléguer son droit de préemption dans les conditions de droit commun prévues aux articles L. 211-2 et L. 213-3 du Code de l'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016, le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption ;
- Que cette vente correspondant à une partie de maison de village est concomitante à la vente de l'autre partie ;
- Que ce bien classé en zone UA du Plan Local d'Urbanisme de la Commune d'Auriol présente un potentiel pour la redynamisation du centre ancien ;
- Que la maîtrise foncière de ce bien permettra à la commune de mener les expertises nécessaires à la production de logements qualitatifs à coût maîtrisé en mixité sociale et permettra notamment son remembrement.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la Commune d'Auriol pour l'acquisition du lot 2 soit un appartement d'une surface de 54,10 m² dans l'immeuble cadastré AC507, sis 15 Rue Coulette et appartenant à Monsieur Bonito François.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 07 septembre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Septembre 2020

Décision n° 20/728/D

Délégation du droit de préemption urbain renforcé à la commune d'Auriol pour l'acquisition d'un bien immobilier situé 15 Rue Coulette appartenant à Monsieur Bonito François.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1, L 211-2, L 213-3, L 300-1 et suivants ;
- La Loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La Loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001/8065/20 CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente ;
- La délibération n° 01/2012 du 19 février 2012 du Conseil Municipal approuvant le Plan Local d'Urbanisme de la Commune d'Auriol ;
- La délibération n° 61/2015 du 29 juin 2015 du Conseil Municipal approuvant la modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune d'Auriol ;
- La délibération n° 55/2017 du 10 juillet 2017 du Conseil Municipal approuvant la modification n° 2 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune d'Auriol ;
- La délibération n° URB 011-6793/19/CM du 26 septembre 2019 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, instituant le droit de préemption urbain renforcé sur la Commune d'Auriol ;

- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie d'Auriol le 5 août 2020 enregistrée sous le numéro IA 13007 20 M0055 portant aliénation d'une partie du lot 1 soit un appartement dans l'immeuble cadastré AC507 pour une surface de 64,60 m², sis 15 Rue Coulette, appartenant à Monsieur Bonito François ;
- La demande de la commune d'Auriol du 5 août 2020 sollicitant la Métropole Aix-Marseille-Provence afin que lui soit délégué le droit de préemption urbain.

CONSIDÉRANT

- Qu'en application de l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille Provence exerce, en matière d'Aménagement de l'Espace Métropolitain, la compétence Plan Local d'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 211-2 du Code de l'Urbanisme, la compétence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre en matière de plan local d'urbanisme emporte de plein droit sa compétence en matière de droit de préemption urbain ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence peut déléguer son droit de préemption dans les conditions de droit commun prévues aux articles L. 211-2 et L. 213-3 du Code de l'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016, le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption ;
- Que cette vente correspondant à une partie de maison de village est concomitante à la vente de l'autre partie ;
- Que ce bien classé en zone UA du Plan Local d'Urbanisme de la Commune d'Auriol présente un potentiel pour la redynamisation du centre ancien ;
- Que la maîtrise foncière de ce bien permettra de mener les expertises nécessaires à la production de logements qualitatifs à coût maîtrisé en mixité sociale et permettra notamment son remembrement.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la commune d'Auriol pour l'acquisition du lot 1 soit un appartement d'une surface habitable de 64,60 m² dans l'immeuble cadastré AC507, sis 15 Rue Coulette et appartenant à Monsieur Bonito François.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 07 septembre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Septembre 2020

Décision n° 20/729/D

Mise à disposition préalable au transfert de propriété de parcelles de terrain appartenant à la Ville de Marseille au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence nécessaire au commencement de la phase II des travaux de création de la voie U226, dans le cadre du projet de rénovation urbaine Notre Dame Limite/Solidarité à Marseille 15^{ème}.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relatif à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 002-8074/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que dans le cadre du projet de rénovation urbaine Notre Dame Limite/Solidarité à Marseille 15^{ème}, la Métropole Aix-Marseille-Provence a besoin que des emprises foncières appartenant à la Ville de Marseille lui soient mises à disposition afin de permettre le démarrage des travaux de la phase II afin de poursuivre la création de la voie U226 ;
- Qu'à cette fin, une convention de mise à disposition préalable au transfert de propriété doit être conclue entre la Ville de Marseille, propriétaire des terrains et la Métropole Aix-Marseille-Provence, maître d'ouvrage du chantier.

DECIDE

Article 1 :

De signer la convention avec la Ville de Marseille et au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant mise à disposition anticipée préalablement au transfert de propriété des emprises de terrain listées ci-après :

- 97 m² à détacher de la parcelle 903 D 0079 ;
- 2 947 m² à détacher de la parcelle 903 D 0075.

Article 2 :

Cette convention est conclue entre les partenaires à titre gracieux, sa résiliation interviendra de plein droit à la signature de l'acte de transfert de propriété des terrains en cause.

Article 3 :

Le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 09 septembre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Septembre 2020

Décision n° 20/730/D

Convention de mise à disposition pour l'installation d'un poste électrique ENEDIS à Cassis (13260)-Parcelle portant le numéro cadastral AN 129

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire d'une parcelle cadastrée AN 129 à Cassis (13260) référencée sous le numéro AS-TECH 13022000T001 ;
- Que le distributeur d'électricité ENEDIS a sollicité l'établissement d'une convention de mise à disposition afin d'installer un poste de transformation électrique et tous ses accessoires alimentant le réseau de distribution publique d'électricité sur une partie de cette parcelle ;
- Que le distributeur d'électricité ENEDIS procédera à tous les travaux nécessaires et se chargera en tant que concessionnaire de l'entretien et du renouvellement de ses appareils ;

- Qu'il conviendra de délibérer par la suite pour approuver la convention de servitude ;
- Que la convention de mise à disposition prendra effet à la date de sa notification et sera conclue pour la durée des ouvrages.

DECIDE

Article 1 :

De signer une convention de mise à disposition de la parcelle cadastrée AN 129 à Cassis (13260) au profit d'ENEDIS afin de permettre l'installation d'un poste de transformation électrique et de son entretien pendant la durée de vie des ouvrages.

Article 2 :

La présente convention est conclue à titre gratuit, conformément à l'article R 332-16 du Code de l'Urbanisme.

Article 3 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix Marseille Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 07 septembre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Septembre 2020

Décision n° 20/731/D

Mise à disposition préalable au transfert de propriété de parcelles de terrain appartenant à la SA Nouvelle d'Habitations à Loyer Modéré à Marseille, au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence nécessaire au commencement de la phase II des travaux de création de la voie U226, dans le cadre du projet de rénovation urbaine Notre Dame Limite/Solidarité à Marseille 15^{ème}.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relatif à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 002-8074/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que dans le cadre du projet de rénovation urbaine Notre Dame Limite/Solidarité à Marseille 15^{ème}, la Métropole Aix-Marseille-Provence a besoin que des emprises foncières appartenant à SA Nouvelle d'Habitations à Loyer Modéré à Marseille, lui soient mises à disposition afin de permettre le démarrage des travaux de la phase II et de poursuivre la création de la voie U226 ;
- Qu'à cette fin, une convention de mise à disposition préalable au transfert de propriété doit être conclue entre la SA Nouvelle d'Habitations à Loyer Modéré à Marseille, propriétaire des terrains et la Métropole Aix-Marseille-Provence, maître d'ouvrage du chantier.

DECIDE

Article 1 :

De signer la convention avec la SA Nouvelle d'Habitations à Loyer Modéré à Marseille au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant mise à disposition anticipée préalablement au transfert de propriété des emprises de terrain listées ci-après :

- 96 m² à détacher de la parcelle 903 D 0078 ;
- 7 m² à détacher de la parcelle 903 D 0076 ;
- 37m² à détacher de la parcelle 903 D 0037 ;
- 162 M² à détacher de la parcelle 903 D 0042 ;
- 107 m² à détacher de la parcelle 903 D 0038 ;
- 935 m² à détacher de la parcelle 903 D 0036 ;
- 2194 m² à détacher de la parcelle 903 D 0106

Article 2 :

Cette convention est conclue entre les partenaires à titre gracieux, sa résiliation interviendra de plein droit à la signature de l'acte de transfert de propriété des terrains en cause.

Article 3 :

Le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 09 septembre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Septembre 2020

Décision n° 20/733/D

Exercice du Droit de Prémption Urbain sur les biens et droits immobiliers du lot n° 55 situé sur la parcelle cadastré AP 0016 sise 16 Avenue du Docteur Schweitzer 13700 Marignane, appartenant à Cornuel Danielle, Paragallo Mickael et Gianazzi Laetitia

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 210-1 et suivants, R. 211-1 et suivants, L. 211-1 et suivants, L. 213-1 et suivants, R. 213-1 et suivants et L. 300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001/8065/20 CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente ;
- La délibération n° URB 009-7380/19/BM du 19 décembre 2019 instaurant le Droit de Prémption Urbain par la Métropole Aix-Marseille Provence sur le Territoire de Marseille Provence ;
- La délibération n° URB 001-7993/19/CM du 19 décembre 2019 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant approbation du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du Territoire Marseille Provence ;
- La déclaration d'intention d'aliéner n° IA 01354 20 M 0173 reçue en mairie de Marignane le 3 juillet 2020 portant aliénation du lot n° 55 en nature de garage situé sur la parcelle cadastrée n° AP 16 située au 16 Avenue du Docteur Schweitzer 13700 Marignane ;

- L'avis favorable de la commune de Marignane du 10 juillet 2020.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente pour instaurer le Droit de Prémption Urbain sur le Territoire Marseille Provence ;
- Que le Droit de Prémption Urbain (DPU) a été instauré sur l'ensemble des zones U, AU et les zones urbaines spéciales (US) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Territoire Marseille Provence ;
- Que la parcelle cadastrée n° AP 16 sise 16 Avenue du Docteur Schweitzer à Marignane est située en zone UC2 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du Territoire Marseille Provence, zonage qui permet notamment le développement de collectifs discontinus ;
- Que ladite parcelle est grevée de l'emplacement réservé n° T025, dont la destination est réservée au parking gare routière (La Caravelle) et dont le bénéficiaire est la Métropole Aix-Marseille-Provence.

DECIDE

Article 1 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence décide d'exercer son droit de préemption urbain conformément aux dispositions de l'article R.213-8 (b) du Code de l'Urbanisme, et de faire une offre d'acquérir pour le lot n° 55 situé sur la parcelle cadastrée n° AL 16, située 16 Avenue du Docteur Schweitzer 13700 Marignane, appartenant à Cornuel Danielle, Paragallo Mickael et Gianazzi Laetitia, moyennant le prix de sept mille euros conformément aux conditions visées dans la déclaration d'intention d'aliéner, en vue de constituer une réserve foncière concourant à la mise en œuvre du futur parking gare routière ;

Article 2 :

La décision d'acquérir l'immeuble ci-dessus désigné est notifiée par la Métropole Aix-Marseille-Provence au propriétaire domicilié chez Maître Pascal Bonetto, 2 Place du 11 Novembre – 13723 Marignane ;

Article 3 :

Le propriétaire du bien visé ci-dessus considèrera comme définitive la vente de son bien au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence. La vente sera régularisée par acte notarié et le prix sera payé dans les délais fixés par le Code de l'Urbanisme.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Opération 2016102500, sous politique C130, nature 2115, fonction 581.

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 09 septembre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Septembre 2020

Décision n° 20/734/D

Délégation du droit de préemption urbain au profit de la SOLEAM de biens et droits immobiliers situés au 47 rue des Trois Frères Barthélémy à Marseille 6ème arrondissement cadastrés 825B264 appartenant à la société SARL Expansion et à la SAS JB.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1, L 211-1 et suivants, L.213-1 et suivants et L 300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001/8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020, relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM, du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole à la Présidente ;
- La délibération URB 009-7380/19/BM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 19 décembre 2019 instaurant le Droit de Préemption Urbain par la Métropole Aix-Marseille sur le territoire de Marseille Provence ;
- La délibération n° URB 024-7916/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 19 décembre 2019 déléguant le Droit de Préemption Urbain et le Droit de Préemption Urbain Renforcé sur le territoire de Marseille Provence ;
- La délibération n° URB 001-7993/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 19 décembre 2019 portant approbation du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du Territoire Marseille Provence ;

- La délibération n° FCT 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille-Provence approuvant le transfert des opérations d'aménagement en cours des communes de Marseille et la Ciotat ;
- La concession d'aménagement « Grand Centre-Ville » n° 11-0136 du 18 janvier 2011 ;
- La déclaration d'intention d'aliéner n° IA 013 206 20 M 0136 reçue en mairie de Marseille le 2 juillet 2020, portant aliénation de biens et droits immobiliers situés à Marseille 6^{ème} arrondissement, 47 rue des Trois Frères Barthélémy, sur une parcelle cadastrée 825 B 0264 et appartenant indivisément à la SARL Expansion et à la SAS JB.

CONSIDÉRANT

- Qu'en application de l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, en matière d'Aménagement de l'Espace Métropolitain, la compétence Plan Local d'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 211-2 du Code de l'Urbanisme, la compétence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre en matière de plan local d'urbanisme emporte de plein droit sa compétence en matière de droit de préemption urbain ;
- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption ;
- Que par effet de la délibération n° URB 024-7916/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 19 décembre 2019, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à déléguer ponctuellement à l'occasion de l'aliénation d'un bien déterminé le Droit de Préemption Urbain (DPU) ou le Droit de Préemption Urbain Renforcé (DPUR) à toutes les personnes mentionnées à l'article L 213-3 du Code de l'Urbanisme sur le territoire de la ville de Marseille, au titre desquelles tout concessionnaire d'une opération d'aménagement ;
- Que ce bien entre dans le champ d'intervention de l'opération de renouvellement urbain Grand Centre-Ville conduite dans le cadre de la concession d'aménagement du même nom confiée à la SOLEAM ;
- Que l'opération Grand Centre-Ville doit permettre, sur la période 2011-2025, le renouvellement urbain des pôles d'intervention ciblés avec pour objectifs de produire 1400 logements après restructuration lourde ou restauration, de réaliser environ 20 000m² de locaux d'activités ou d'équipements, de requalifier environ 50 000m² d'espaces publics en lien avec les pôles de projet ;
- Que ce bien relève plus précisément du pôle Trois Rois de l'opération Grand Centre-Ville ;
- Que la maîtrise foncière de cet immeuble entier, dégradé et évacué répond aux objectifs de l'opération Grand Centre-Ville en matière de production de logements ainsi qu'à ceux du Projet Partenarial d'Aménagement.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain est délégué à la SOLEAM pour l'acquisition de la pleine propriété de l'immeuble d'une surface utile ou habitable de 180 m² sis sur la parcelle cadastrée 825 B 264 d'une contenance cadastrale de 126 m², situé au 47 rue des Trois Frères Barthélémy à Marseille 6^{ème} arrondissement appartenant indivisément à la SARL Expansion et la SAS JB.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 09 septembre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Septembre 2020

Décision n° 20/746/D

Délégation du droit de préemption urbain à la commune de Saint-Marc-Jaumegarde pour l'acquisition de la parcelle AC 352 située 55 place de l'Eireto, Hameau des Bonfillons à Saint-Marc-Jaumegarde (13100)

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-9 et L. 5217-2;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 210-1, L. 211-2, L. 213-3 et L. 300-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°2017-20-DELIB-2-3 du Conseil Municipal de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde en date du 21 mars 2017 instaurant les droits de préemption urbain sur la commune de Saint-Marc-Jaumegarde ;
- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie de Saint-Marc-Jaumegarde le 27 août 2020 portant aliénation de la parcelle cadastrée AC 352 située 55 place de l'Eireto, Hameau des Bonfillons à Saint-Marc-Jaumegarde (13100) ;
- Le courrier de la Mairie de Saint-Marc-Jaumegarde du 28 août 2020 sollicitant la Métropole Aix-Marseille-Provence afin que lui soit délégué le droit de préemption urbain renforcé.

CONSIDÉRANT

- Qu'en application de l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, la compétence Plan Local d'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 211-2 du Code de l'Urbanisme, la compétence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre en matière de Plan Local d'Urbanisme emporte de plein droit sa compétence en matière de droit de préemption urbain ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence peut déléguer son droit de préemption dans les conditions de droit commun prévues aux articles L. 211-2 et L. 213-3 du Code de l'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption ;
- Qu'en l'espèce le bien proposé à l'aliénation ne présente pas d'enjeu pour la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Que cette parcelle se situe dans un périmètre présentant un intérêt particulier pour la commune de Saint-Marc-Jaumegarde.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain est délégué à la commune de Saint-Marc-Jaumegarde pour l'acquisition la parcelle cadastrée AC 352 située 55 place de l'Eireto, Hameau des Bonfillons à Saint-Marc-Jaumegarde (13100)

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 09 septembre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Septembre 2020

Décision n° 20/747/D

Décision d'estimer en justice. Désignation de Maître Claire Lerat pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence auprès de la Cour Administrative d'Appel de Marseille dans l'affaire qui l'oppose à la Société OTV (station d'épuration de La Roque d'Anthéron)

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le jugement rendu par le Tribunal Administratif de Marseille le 8 juillet 2020 dans l'instance n° 1709415 et notifié le 9 juillet 2020, par lequel le juge a annulé le titre exécutoire n°4 du 27 octobre 2017 d'un montant de 1 151 900 euros émis par la commune de La Roque d'Anthéron à l'encontre de la société OTV, mandataire du groupement d'entreprises OTV/MIRANDA/MSE titulaire du marché de construction de la nouvelle station d'épuration de La Roque d'Anthéron, et déchargé la société OTV du paiement de la somme de 1 151 900 euros.

CONSIDÉRANT

- Que les opérations et investigations menées par Monsieur Pierre-Yves Phelip, Expert désigné par ordonnance du Tribunal Administratif de Marseille du 13 novembre 2017 n° 1705373, dont les opérations d'expertise ont été étendues au contradictoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence par ordonnance du 3 octobre 2018, missionné notamment aux fins de déterminer la cause de chacun des désordres et

dysfonctionnements qui affectent la station de la commune de La Roque d'Anthéron et son système d'épuration, sont toujours en cours,

- Qu'il y a lieu d'interjeter appel du jugement du Tribunal Administratif de Marseille du 8 juillet 2020 auprès de la Cour Administrative d'Appel de Marseille pour en solliciter l'annulation.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par Maître Claire Lerat, 24, boulevard du Jeu de Paume – 34000 Montpellier.

Article 2 :

Les honoraires dus à Maître Claire Lerat, pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 03 septembre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 3 Septembre 2020

Décision n° 20/748/D

Décision d'estimer en justice. Désignation du groupement SELARL Sindres / SCP D'Avocats Vedesi pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la SAS Guimar, Monsieur Christophe Guichard et la société Entrepôts Sud de Lyon

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN001/8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/MM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°2004461-2 déposée le 16 juin 2020 devant le Tribunal Administratif de Marseille par la SAS Guimar, Monsieur Christophe Guichard et la société Entrepôts Sud de Lyon, tendant à l'annulation de la délibération n°URB 019-7911/19/CM du Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019 portant approbation du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Fos-Sur-Mer, ensemble la décision implicite de rejet de leur recours gracieux formé le 17 février 2020.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans l'affaire n°2004461-2 par le groupement SELARL SINDRES / SCP D'AVOCATS VEDESI, dont le mandataire est la SELARL SINDRES, 40 Rue Edouard Delanglade, 13006 Marseille.

Article 2 :

Les honoraires dus au groupement SELARL SINDRES / SCP D'AVOCATS VEDESI pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ces dossiers sont pris en charge.

Article 3:

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 03 septembre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Septembre 2020

Décision n° 20/749/D

Décision d'ester en justice - Désignation de la SELAS Charrel et Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la SCI Heleo

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN001/8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/MM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente ;
- La requête n°2004984-2 déposée au Tribunal Administratif de Marseille, le 3 juillet 2020, par la SCI Héléo, demandant l'annulation de la délibération, du 19 décembre 2019, approuvant le Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Territoire Marseille-Provence.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELAS Charrel et Associés domiciliée , 5 rue Boussairolles 34000 Montpellier.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SELAS Charrel et Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4:

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr .

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 03 septembre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Septembre 2020

Décision n° 20/750/D

Décision d'estimer en justice - Désignation de la SCP Baraduc Duhamel Rameix, aux fins de représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence devant le Conseil d'Etat dans le cadre de l'instance contre le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Pertuis.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêt n°19MA02461 rendu par la Cour Administrative d'Appel de Marseille le 17 juillet 2020 dans l'instance Société de goudronnage et de terrassements du Lubéron et M. Rigaud contre le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Pertuis ayant décidé que « la délibération du conseil municipal de Pertuis du 15 décembre 2015 et la décision du maire rejetant le recours gracieux présentés par la SGTL et M. Rigaud sont annulées en tant uniquement que les parcelles appartenant à M. Rigaud sont classées en zone agricole. »

CONSIDÉRANT

- La nécessité d'assurer la représentation de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre d'un pourvoi en cassation devant le Conseil d'Etat contre l'arrêt n°19MA02461 sus visé.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Conseil d'Etat et d'être représentée dans cette affaire par la SCP Baraduc Duhamel Rameix – 204 rue Vaugirard 75015 Paris.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SCP Baraduc Duhamel Rameix pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr .

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 03 septembre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Septembre 2020

Décision n° 20/751/D

Décision d'ester en justice. Désignation du Cabinet Mialot Avocats aux fins de représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence devant le Tribunal Administratif dans le cadre des instances contre le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Lambesc

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°2006113 présentée par le Préfet des Bouches-du-Rhône devant le Tribunal Administratif de Marseille et tendant, à l'annulation de la délibération n°URB016-7119/19/CM du 24 octobre 2019 par laquelle le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de Lambesc ;
- Le référé suspension n°2006114 présenté par le Préfet des Bouches-du-Rhône devant le Tribunal Administratif de Marseille et tendant, à la suspension de l'exécution de la délibération n°URB016-7119/19/CM du 24 octobre 2019 par laquelle le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de Lambesc.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans ces affaires par le cabinet Mialot Avocats – 71 boulevard Saint Michel 75005 Paris.

Article 2 :

Les honoraires dus au Cabinet Mialot Avocats pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ces dossiers sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 03 septembre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Septembre 2020

Décision n° 20/752/D

Décision d'ester en justice. Désignation de la SELAS Adamas Affaires Juridiques pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Rahmani Reda

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°2006257-1 présentée par Monsieur Rahmani Reda devant le Tribunal Administratif de Marseille et tendant, d'une part, à l'annulation de l'arrêté n°2020-346-CT2 du 2 juin 2020 portant refus de titularisation à l'issue du stage, d'autre part à ce qu'il soit enjoint à la Métropole de le réintégrer en qualité de titulaire et de reconstituer sa carrière, enfin, à ce qu'une somme de 2000 euros soit mise à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le fondement de l'article L. 761-1 du Code de Justice Administrative.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELAS Adamas Affaires publiques – 55 boulevard de Brotteaux – 69455 Lyon.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SELAS Adamas Affaires publiques pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision

Fait à Marseille, le 03 septembre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Septembre 2020

Décision n° 20/753/D

Décision d'ester en justice. Désignation de la SELARL Sindrès pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille dans l'affaire qui l'oppose à la Société SMA Vautubière.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le jugement n° 1800729 rendu le 24 juillet 2020 par lequel le Tribunal Administratif de Marseille a, d'une part prononcé l'annulation du titre exécutoire n° 17/000182 émis par la Métropole Aix-Marseille-Provence le 1^{er} décembre 2017 pour un montant de 1 265 500 euros et d'autre part mis à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence une somme de 2 000 euros au titre de l'article L.761-1 du Code de Justice Administrative.

CONSIDÉRANT

- Qu'il convient d'interjeter appel du jugement n° 1800729 rendu par le Tribunal Administratif de Marseille le 24 juillet 2020.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELARL Sindrès, 40 rue Edouard Delanglade, 13006 Marseille.

Article 2 :

La prise en charge des honoraires dus à la SELARL Sindrès pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 03 septembre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 3 Septembre 2020